



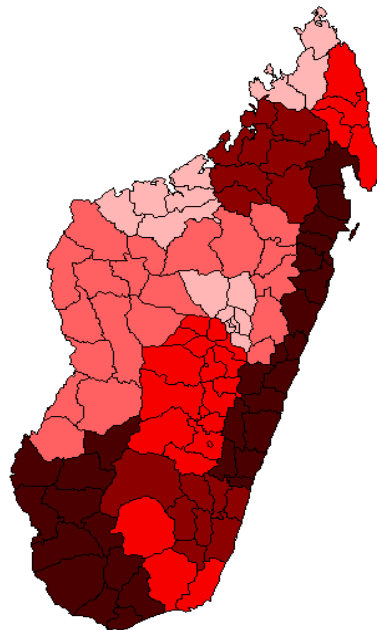
UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Année : 2005/2006

**FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE
SOCIOLOGIE**

Département ECONOMIE
2nd cycle – Promotion Sortante

CIBLAGE DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR : CAS DE LA PARTIE SUD MALAGASY



Présentée par : **MARY Toerasoa**

Encadreur: **Monsieur RAZAFINDRAVONONA Jean**

19 Décembre 2006

Remerciements

Je tiens à adresser mes remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont apporté leur contribution dans l'élaboration du présent mémoire, en particulier :

- Monsieur Jean RAZAFINDRAVONONA ; Directeur Général de Institut National de la Statistique

- Mesdames et Messieurs les Enseignants, Formateurs et Intervenants auprès de l'Université d'Antananarivo.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude à l'endroit de toutes les personnes qui m'ont encadré au cours de mon étude Universitaire.

Enfin, je dédie le présent mémoire à ma famille qui m'a soutenu moralement et matériellement tout au long de ma scolarité.

J'invite tous ceux qui auront l'occasion de lire ce mémoire à y apporter leurs observations et suggestions, en vue de susciter des débats constructifs, pour l'amélioration de l'Economie malgache en général et de la Partie sud en particulier.

AVANT PROPOS

Un ouvrage constitue la base théorique de l'acheminement bien ordonnée des enquêtes, constatations, analyses personnelles fait par un ou plusieurs auteurs. Cependant un certain nombre de point touchant la question de la pauvreté tirée de la constatation faite sur terrain lors d'une enquête sur l'AFRO BAROMETRE¹ au quel j'ai pris part m'a amené à choisir ce rapport qui s'intitule « CIBLAGE DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR, CAS DE LA PARTIE SUD MALAGASY.

Ce rapport a été aussi élaboré pour inciter les intéressés à se consacrer au devenir du monde rural malagasy. En correspondance avec son titre le livre dénonce les aspects de la vie des peuples vivant dans la partie sud tout en soulignant la dégradation de leur situation vis à vis des autres provinces. Bien que cette région soit toujours considérée comme étant des réservoirs potentiels des richesses naturelles, minières et culturelles.

Par ailleurs, le présent document donne une forme minimale du rapport sur la situation de la partie sud Malagasy. Un rapport qui met en évidence à quel point la pauvreté est cruciale pour le monde rural en général et pour la partie sud en particulier, tout en respectant les grandes idées et les traits caractéristiques de la région en question.

L'amélioration de la situation de la partie sud nécessite alors la prise de conscience de chaque individu dans l'effort de mettre en pratique le Document Cadre de la Politique Economique(DCPE), le Document de Stratégie pour la Réduction de la pauvreté(DSRP) et le Madagascar Action Plan(MAP).

¹ Enquête organisée par l'INSTAT et Coeff Ressources en Mai 2005- Juin 2005

INTRODUCTION

Madagascar est la quatrième plus grande île du monde, elle se situe au large de la côte orientale de l'Afrique et couvre une superficie de 586760km²². Outre sa superficie terrestre, elle possède des atouts géographiques, halieutiques, miniers exceptionnelles. Durant les années 96 jusqu'en 2001, la statistique révèle une croissance économique considérable avec un taux d'inflation de 45% à -7% respectivement en 1994 et en 2001. Pour la première fois, le taux de croissance économique évalué à 6.0% en 2001³ dépasse le taux de croissance démographique pendant 4ans.

Pourtant, quelles que soient les estimations considérées et malgré les ressources naturelles abondantes capables d'alimenter la croissance économique, Madagascar est encore classée parmi les pays les plus pauvres du monde et occupe un rang peu enviable sur la scène internationale. Cette pauvreté se manifeste surtout en milieu rural concentrant plus de 80% de la population qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté et connaissent la famine et la misère. Plusieurs questions clés suscitent notre attention « qu'est que la pauvreté ? Comment évolue cette pauvreté à Madagascar ? Pourquoi la partie sud malagasy est plus vulnérable ? Et enfin, comment faire pour remédier au problème de la partie sud ?

L'objectif de cette analyse est de fournir des éléments pertinents pour démasquer la pauvreté dans son ensemble à travers quelques régions dans la partie sud afin de parvenir à des solutions fondées; des mesures adéquates pour parvenir à éradiquer la pauvreté ou tout au moins atténuer leur portée sur la population. Ainsi, la présente étude comporte deux parties. Dans la première partie, nous allons essayer de comprendre le phénomène de pauvreté dans son ensemble à travers trois chapitre dont la première souligne l'identification de la pauvreté, la seconde parle des indicateurs de la pauvreté et dans la troisième chapitre, nous retrouvons une approche théorique de la pauvreté. Quant à la deuxième partie, nous allons cibler la pauvreté dans la partie sud malagasy en survolant le diagnostic régional dans le chapitre premier. Fort de ces résultats, nous allons parler de la manifestation de la pauvreté. Ainsi, nous espérons ainsi en déduire dans le dernier chapitre de la seconde partie la lutte contre la pauvreté.

² Office Nationale de l'environnement, « **Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtière de Madagascar** », page 20

³ INSTAT, « **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** », janvier 2006, Page127

Partie I : COMPRENDRE LA PAUVRETE

Les pays en développement n'ont pas pu se développer, ils sont pris par le cercle vicieux du développement dont l'aboutissement étant la pauvreté totale. De ce fait, la réduction du taux d'incidence de la pauvreté de moitié en 2015⁴ est devenue l'une des objectifs principaux inscrits dans l'OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), ainsi que dans le DSRP et actuellement dans le MAP (Madagascar Action Plan). Mais avant de procéder à la lutte contre la pauvreté, il va falloir trouver les éléments nécessaires à sa compréhension. Dans cette étude, trois approches sont nécessaires à savoir la phase d'identification de la pauvreté, la phase d'agrégation qui se traduit par la définition des indicateurs de la pauvreté et enfin la phase théorique et c'est ce que nous allons étudier dans cette première partie de notre analyse.

I1 – IDENTIFICATION DE LA PAUVRETE

Certes la pauvreté est un phénomène assez complexe et difficile à saisir. Néanmoins dans ce premier chapitre, notre objectif serait de donner des éléments caractéristiques pour identifier la pauvreté en commençant par une définition de la notion de pauvreté, ensuite par les différentes approches de la pauvreté et enfin par une analyse de la pauvreté selon les organismes internationaux.

11- Définition de la pauvreté

Tout d'abord, la notion de pauvreté n'est pas facile à analyser, de plus une définition unique de la pauvreté n'existe pas encore, de même elle est différente selon que les pays sont en voie de développement ou développés. Avant de lancer dans le sujet, il impose de savoir les multiplicités d'approche de la pauvreté suivie de deux questions importantes : qu'est ce que la pauvreté ? Qui sont concernés par la pauvreté ?

111- Une multiplicité d'approche

Pour définir la notion de pauvreté, nous allons entamer diverses approches dont la première est une approche par le négatif. Prenons deux termes à savoir le développement et la croissance. Par définition «le développement correspond à l'ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique. Quant à la croissance, c'est une condition nécessaire pour le bon déroulement du

⁴ INSTAT, « Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal », janvier 2006, Page126

processus de développement, mais celui-ci est aussi indispensable à la poursuite de la croissance »⁵

Pour mieux comprendre la pauvreté, nous allons prendre comme seconde approche celles de l'approche par des concepts proches. Ainsi, nous allons nous référer sur des termes proches de la notion de pauvreté à savoir la notion de seuil de pauvreté. C'est en quelques sortes une limite en dessous de laquelle un individu est considéré comme pauvre. Nous pouvons également ajouter la notion d'indice de pauvreté utilisé dans la phase d'agrégation qui est censé résumer l'information sur au moins l'un des aspects suivants de la pauvreté : nombre de pauvres, l'intensité de pauvreté et des caractéristiques liées à la distribution de revenu par exemple. Enfin, deux notions accompagnent la pauvreté, le premier étant la précarité et la seconde c'est la nouvelle pauvreté. La première désigne un certain nombre de situations qui se placent juste au-dessus de l'état de pauvreté. Quant à la seconde, elle désigne les catégories de personnes touchées par des difficultés croissantes d'insertion sur le marché du travail (chômage de longue durée en particulier) après une crise économique.

112- Qu'est ce que la pauvreté?

Après avoir entamer une analyse de la pauvreté sous deux angles extrêmement différents, nous allons essayer de définir ce qu'est la pauvreté. Avant tout, il faut remarquer qu'on est confronté au problème de définition de la pauvreté (suivant le type de société dans laquelle on se trouve ou selon le type d'approche qu'on utilise). Effectivement, chaque pays tout comme chaque communauté et chaque individu a son propre terme pour expliquer la notion de pauvreté. Selon les normes internationales, « les pauvres sont les individus dont les ressources pour consommer les éléments non alimentaires indispensables sont insuffisantes. En fait, une ration alimentaire de 2133 cal/j est censé être le minimum pour entretenir une vie normale et active. Ainsi donc, la pauvreté se traduit par les manques et les difficultés enregistrées au niveau de revenu, de l'éducation et de la santé. C'est en quelque sorte un phénomène social qui touche les pays dits en voie de développement ».

⁵ Jean Yves Capul, Olivier Garnier, « **Dictionnaire d'Economie et Sciences Sociales** » page 136.

A travers son analyse la Banque Mondiale propose une autre définition comme quoi « Les pauvres sont celles dont le revenu moyen reste en dessous d'un certain seuil préalablement fixé »⁶, ce seuil étant fixé à 400 \$ par an au début des années 90; 7000\$ par an pour les Américains. En France, l'INSEE mesure la pauvreté en fonction d'un niveau de revenu relatif moyen de 50% du SMIC pour une seule personne. Enfin, dans un pays similaire à Madagascar, la pauvreté correspond à un état permanent de besoins. Elle est assimilée à une absence de surplus apte à entrer dans le circuit économique productif. Dans cette démarche, l'INSTAT à travers l'EPM(Enquête Périodique auprès des Ménages) a donné une autre vision «on définit par pauvre toute personne qui se trouve dans un état de privation se manifestant par l'impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de 2133 kcal. A ce seuil de pauvreté alimentaire vient s'ajouter un seuil de pauvreté non alimentaire étant donné qu'une personne doit aussi subvenir à des besoins essentiels qu'alimentaire »⁷ dans la mesure monétaire de la pauvreté.

113- Qui sont concernés par la pauvreté ?

Après avoir donné des définitions de la pauvreté, maintenant la question qui se pose est de savoir qui sont concernés par la pauvreté ? Notamment depuis longtemps, le monde est subdivisé en deux groupes: les pays développés et les pays dits en voies de développement. Ce dernier regroupe le trois quart(¾) de la population mondiale et réalise seulement 20% de la production mondiale. De ces constatations nous pouvons dire que la pauvreté concerne plus particulièrement les pays en développement. Et la statistique révèle effectivement que un cinquième(1/5)⁸ de la population du globe souffre de la pauvreté. Ces pays possèdent à l'intérieur d'elles-mêmes des fortes distinctions : Nouveaux pays industrialisés(NPI), Pays du Tiers Monde, Pays à revenu Intermédiaire(PRI), Pays les Moins Avancés(PMA)⁹. Seulement, malgré ces diverses appellations, ces pays sont tous concernés par la pauvreté et seule le degré d'intensité de la pauvreté leur diffère. Plus particulièrement dans un pays tel que Madagascar et tout comme dans plusieurs pays africains, la pauvreté est un phénomène rural touchant plus de 85% des peuples qui vivent en milieu rural.

Néanmoins, on peut aussi prendre d'autres approches pour identifier qui sont les pauvres? Selon une approche monétaire de la pauvreté, basée sur l'évaluation des consommations des ménages, « sont classés comme pauvres les ménages au sein desquels le revenu par tête est

⁶ Jean Yves Capul, Olivier Garnier, « **Dictionnaire d'Economie et Sciences Sociales** », page 210.

⁷ INSTAT, « **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** », janvier 2006, Page187

⁸ Jean Yves Capul, Olivier Garnier, « **Dictionnaire d'Economie et Sciences Sociales** », page 210

⁹ Jean Yves Capul, Olivier Garnier, « **Dictionnaire d'Economie et Sciences Sociales** », page 137

inférieur au seuil de pauvreté monétaire »¹⁰. Autrement dit, si nous revenons à notre question, tous les ménages qui vivent au-dessous de ce seuil de pauvreté préalablement fixé sont concernés par le phénomène de pauvreté. Vient ensuite l'approche non monétaire qui se décompose en approche objective et approche subjective. Concernant les mesures objectives, le principe de base est de fixer à priori un indicateur appelé seuil de pauvreté que ce soit seuil de pauvreté en terme de capital humain ou seuil de pauvreté en termes d'exclusion sociale dont la valeur est déterminée en fonction des critères et des niveaux que les analystes ont retenu sur la base des études préalables sans tenir compte des appréciations des ménages eux-mêmes. Quant aux mesures subjectives, on laisse à chaque ménage d'apprécier son propre niveau de vie et de son bien être. Ici donc, toutes les personnes qui remplissent les conditions définies soit par les mesures subjectives ou par les mesures objectives sont concernés par la pauvreté.

12 - Différentes approches de la pauvreté

Après avoir défini la pauvreté, l'objectif consiste dans cette deuxième section d'identifier des approches de la pauvreté selon Amartya Sen, selon une comparaison entre la pauvreté et l'inégalité et enfin à travers une comparaison entre la pauvreté et la croissance.

121- Analyse d'Amartya Sen

Amartya Sen¹¹ souligne dans son ouvrage majeur « Poor, relatively speaking », Oxford Economic Paper en 1983 que la pauvreté est un concept absolu au sens où elle traduit l'incapacité de satisfaire un certain nombre de besoins essentiels et non des différences dans le degré de satisfaction de ces besoins. Ceci relèverait plutôt d'une approche en terme d'inégalité. Mais cela ne signifie pas que les moyens ou les ressources nécessaires à la satisfaction de ces besoins restent fixes dans le temps. L'un des objectifs majeurs est de promouvoir des institutions « pro-pauvres » (objectif d'empowerment) qui favorisent l'autonomie des plus démunis. Sous ce volet, ce rapport s'inspire très directement de la thèse des capacités de Sen. « Contrairement à l'approche qui met l'accent sur les déterminants de l'offre alimentaire, la théorie des famines de Sen (1981) souligne les déterminants de la demande alimentaire des individus et des différents groupes sociaux. Le volume de cette dernière ne dépend pas seulement d'une contrainte budgétaire comme le veut l'analyse traditionnelle. Pour Sen, a faim celui qui n'a

¹⁰ INSTAT, « Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal », janvier 2006, Page 149

¹¹ Amartya Sen (Né en 1933-...), un Indien qui a reçu le Prix Nobel en 1998 pour ses recherches sur l'origine des famines et de la pauvreté et sa contribution à l'analyse du bien être économique

rien ou pas assez à échanger, que ce soit son travail, de l'argent, la tenu ou tout autre droit qu'il peut négocier sur le marché ou faire valoir pour obtenir des aliments »¹²

La lacune principale de l'économie du développement traditionnelle est, selon lui, d'avoir mis l'accent sur l'offre de biens et non sur l'appropriation (availability) et sur les droits (entitlements) dont disposent les individus. Ces attributs déterminent notamment une capacité d'accès aux aliments, compte tenu du niveau des prix relatifs de ces derniers. Une telle analyse signifie que l'Etat doit, par un système d'assurance sociale adapté à chaque situation, pallier les déficiences de la dotation initiale ? Il faut par exemple utiliser un système par compensation ou affaiblissement des solidarités traditionnelles alimentaire. On peut aussi agir sur le niveau des prix des aliments, garantir l'accès à la terre. C'est pourquoi, selon Sen, la démocratie aurait une place prépondérante contraignant l'Etat à assumer sa fonction. Une autre implication de cette analyse se trouve dans la définition et dans la mesure du développement. En fait, l'approche de Sen sert de base pour l'élaboration de l'IDH du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), qui tente d'associer le droit à la vie (l'espérance de vie à la naissance) et la liberté de choix de vie (le niveau d'éducation) au revenu monétaire (le PNB par tête)¹³.

122- Inégalité et pauvreté

L'analyse de la pauvreté selon Sen nous guide sur une autre piste, celui de la mise en relief de l'inégalité et la pauvreté¹⁴. Apparemment ce sont deux notions tout à fait différentes mais qui se complètent mutuellement car l'une serait à la fois la cause et la conséquence de l'autre. Effectivement, des niveaux d'inégalité élevés favorisent, de diverses façons, des niveaux de pauvreté élevés. Premièrement, pour un niveau de développement économique ou de revenu moyen donné, un fort niveau d'inégalité s'accompagne d'une forte pauvreté, car les individus qui se situent tout en bas de l'échelle de la répartition du revenu ou de la consommation reçoivent une plus petite part des ressources. Deuxièmement, lorsque le niveau d'inégalité de départ est élevé, il peut en résulter une croissance future plus faible et, par conséquent, une réduction moindre de la pauvreté. De ce fait, l'impact négatif de l'inégalité sur la croissance peut provenir de plusieurs facteurs. L'accès au crédit et à d'autres ressources, par exemple, peut être concentré entre les mains de groupes privilégiés, ce qui empêche les pauvres d'investir. Troisièmement, des niveaux plus élevés d'inégalité peuvent réduire les bénéfices de la croissance pour les pauvres parce qu'un fort niveau initial d'inégalité peut abaisser la part de bénéfices que les pauvres peuvent tirer de la croissance.

¹² ELSA Assidon, « **Les Théories économiques du développement, Collection Repères** », 3^e Edition-Paris ; 2002, Page 93

¹³ ELSA Assidon, « **Les Théories économiques du développement, Collection Repères** », 3^e Edition-Paris ; 2002, Page 93

¹⁴ Inequality&SW_je_5 3 April 26, 2002

L'inégalité de revenu, de consommation et d'autres indicateurs de bien-être préoccupent aussi les décideurs. De même qu'avec la pauvreté, la littérature fait état de diverses mesures de l'inégalité. Les professionnels utilisent trois mesures principales de l'inégalité : les indices de Gini, de Theil et d'Atkinson. Prenons d'abord l'indice de Gini dans la présente section ensuite nous élargissons la discussion sur coefficient de Gini. Le principal raison de notre choix est que l'indice de Gini est la mesure de l'inégalité la plus couramment utilisée, et aussi parce qu'elle possède des propriétés intéressantes qui renseignent l'analyse politique. Quant au coefficient de Gini, elle est une statistique de résumé qui varie le plus souvent entre zéro et un(1). Un indice de Gini égal à zéro indique une égalité parfaite des revenus: tous les individus ou ménages ont exactement le même revenu par habitant ou par équivalent-adulte. En fait, un indice de Gini égal à un est synonyme d'inégalité complète; en d'autres termes, un individu ou un ménage détient tout le revenu, et que les autres n'en ont aucun. L'indice de Gini peut être aussi représenté graphiquement à l'aide d'une fonction de la courbe de Lorenz et défini de la manière suivante:

$$G = 1 + \left(\frac{1}{N} \right) - \left[\frac{2}{mN^2} \right] \sum_{i=1}^n (N - i + 1) y_i$$

Où m est la moyenne des consommations de l'ensemble de la population.

G l'indice de Gini

Dans ce calcul, les y_i sont rangés dans l'ordre croissant.

En seconde position, prenons une autre mesure qui est les indices d'Atkinson. Ces indices d'Atkinson $A(e)$ sont résumés par la formule suivante:

$$A(e) = 1 - [Yede(e)/m].$$

où

$$Yede(e) = \left[\sum_{i=1}^n \left(\frac{w_i}{N} \right) y_i^{(1-e)} \right]^{\frac{1}{1-e}} \text{ pour } e > 0 \text{ et } e \neq 1$$

$$Yede(e) = \sum_{i=1}^n \left(\frac{w_i}{N} \right) \log y_i \text{ pour } e=1$$

$Yede$ est appelé la consommation de distribution équivalente c'est-à-dire une moyenne géométrique des consommations (pour le cas où $e \neq 1$) et logarithmique pour $e=1$. Plus ces indices se rapprochent de 1, plus on est en présence d'inégalité entre les riches et les pauvres

123- Croissance et pauvreté

Une liaison presque parfaite est observée entre l'inégalité et la pauvreté. Mais on peut affirmer aussi que d'une manière générale, la notion de pauvreté est liée à celui de la croissance. En outre, plus le niveau de la croissance est faible, plus le degré de pauvreté est crucial. À l'extrême, si une seule personne dispose de toutes les ressources, alors quel que soit le taux de croissance, c'est plus qu'évident que la croissance ne réduira jamais la pauvreté. Le présent exposé ne concerne pas essentiellement les arguments susmentionnés relatifs à l'impact de l'inégalité sur la croissance. Nous soutenons que, indépendamment de l'impact de l'inégalité sur la pauvreté, l'inégalité a un impact négatif direct sur le bien-être social. Selon la théorie de la privation relative, les individus et les ménages n'évaluent pas leur niveau de bien-être seulement en termes de niveau absolu de consommation ou de revenu. Les individus se comparent également aux autres. En conséquence, pour un niveau de revenu donné dans un pays, un niveau élevé d'inégalité a un effet négatif direct sur le bien-être. Les raisons de s'intéresser à l'inégalité et au bien-être social du point de vue d'une évaluation approfondie des politiques publiques et des programmes sociaux qui vont au-delà de leur impact sur la pauvreté ne manquent pas.

On peut dire que les principaux facteurs qui déterminent le niveau de la production sont le travail, le capital et le progrès technique. Evidemment, la quantité de travail est exprimée généralement par le capital technique ou bien de production à savoir les outils, les équipements, machine et infrastructure. Certes, une augmentation de la quantité de capital (dK) qui est assimilée à un investissement favorise l'augmentation du facteur de croissance. Cela est aussi valable en ce qui concerne la quantité de travail. Il faut noter également que la qualité de travail mesurée par la qualification de la main d'œuvre, l'amélioration de l'éducation et des conditions sanitaires accroît la productivité du travail et donc agit favorablement sur la production. De plus, les progrès techniques ou innovations à travers des nouvelles connaissances scientifiques ou des nouvelles techniques modifient le processus productif. Le progrès technique influence les deux facteurs cités ci-dessus dans la mesure où il mène à des nouveaux investissements en capital et en travail, pour le lancement de nouveaux produits pour le marché donc c'est un effet positif sur le niveau de production. Enfin, Le volume de la population peut également constituer un facteur de croissance dans la mesure où une augmentation de la l'offre du travail incite à l'investissement et donc à une hausse de la production. Néanmoins, toutes ses démarches sont remises en cause si le pays en question vit dans la pauvreté. Prenons le cas des les pays du tiers monde qui est caractérisé par l'insuffisance du capital. Selon les néoclassiques, le produit marginal du capital dans ces pays est très élevé et par conséquent la politique d'investissement accru qui devait permettre la croissance économique est voué à l'échec. Remarquons également que

l'investissement dans les pays du tiers monde est calqué à celui des pays industrialisés avec l'utilisation du même type de machine, même technologie c'est à dire utilisation des technologies inappropriées. La demande suit un effet d'imitation, ce qui pousse les entrepreneurs à investir dans les secteurs transposés des pays industrialisés.

13- Analyse de la pauvreté selon les organismes internationaux

Le cadre présenté dans la section précédente nous offre une alternative qui tient compte des différentes approches de la pauvreté. Désormais, nous allons nous référer à une analyse de la pauvreté selon les organismes internationaux. En fait, depuis le début des années quatre-vingt dix(90), la pauvreté est devenue un sujet de discussion au sein des organisations internationales de développement. La preuve en est le Rapport sur le développement dans le monde du coté des Banques Mondiales et la notion de développement humain pour le PNUD. Ainsi le PNUD avance la notion de pauvreté humaine et propose une série d'indicateur relié à cette dernière. Ces analyses feront justement l'objet de la suite de notre analyse dans la section qui va suivre.

131- PNUD

Cette section se propose de donner l'analyse de la pauvreté à travers les organismes internationaux tel que la Banque Mondiale et le PNUD. Bien que ces deux institutions manifestent des définitions et mesures de la pauvreté différente, ils ont quand même des grilles d'analyse sensiblement proche. Nous allons présenter dans un premier temps les différentes acceptions de la pauvreté retenue par ces organismes, puis les définitions qu'ils en découlent et enfin les indicateurs qu'ils utilisent pour l'évaluer. Ainsi donc, de nos jours, tout le monde s'accorde sur le fait de la complexité du phénomène de pauvreté qui est pluridimensionnel, et ne pouvant pas être réduits à sa simple expression monétaire. Autrement dit, à un niveau insuffisant de ressources économiques pour vivre de façon décente. Ainsi, la même vision est partagée par le PNUD dans le sens que « la pauvreté n'est pas un phénomène unidimensionnel, un manque de revenus pouvant être résolu de façon sectorielle. Il s'agit d'un problème multidimensionnel qui nécessite des solutions multisectorielles intégrées »¹⁵. Dans le rapport Vaincre la pauvreté humaine(2000), le PNUD donne une définition de « l'extrême pauvreté », de la « pauvreté générale » et de la « pauvreté humaine ». Dans ce sens, « une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels habituellement définis sur la base des besoins caloriques minimaux ».

¹⁵ Programme des Nations unies pour le développement(PNUD), « **Vaincre la pauvreté** »; 2000a; page 34.

Quant à la deuxième définition celle de la pauvreté générale : « Une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires tels l’habillement, l’énergie et le logement - et alimentaire ». Enfin, « la pauvreté humaine est l’absence des capacités humaine de base: Analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée »¹⁶. Le PNUD évoque une définition de la pauvreté monétaire qui englobe la pauvreté extrême (également appelée pauvreté absolue) et la pauvreté générale (ou pauvreté relative). La pauvreté humaine est définie par rapport au développement humain « elle signifie la négation des opportunités et des perspectives fondamentales sur lesquelles repose tout développement humain, à savoir vivre une vie longue, saine, constructive et jouir d’un niveau de vie décent, ainsi que de la liberté, de la dignité, du respect de soi même et d’autrui »¹⁷.

Voilà en ce qui concerne la définition de la pauvreté du côté du PNUD, nous allons voir maintenant l’indicateur de pauvreté. Le PNUD emploie à la fois l’Indicateur de Développement Humain (IDH) et l’Indicateur de Pauvreté Humain (IPH) pour appréhender le phénomène de pauvreté bien que la seconde notion est centrée sur l’espérance de vie à la naissance, l’éducation et la santé(indicateur de développement humain). Le premier indicateur que le PNUD utilise c’est l’IPH qui est centré sur les trois points précédemment décrits, mais sous un autre angle, celui de la manque. Ainsi « dans le calcul de l’IPH, les insuffisances en terme de longévité sont représentées par le pourcentage de personne risquant de décéder avant l’âge de 40ans (P_1) et la manque d’instruction est traduit par le pourcentage d’adultes analphabètes(P_2). Quant au manque de condition de vie décente au niveau économique en général, il est représenté par un sous indicateur composite comprenant lui-même trois variables: le pourcentage d’individus privés d’accès à l’eau potable(P_{31}), celui des personnes privées d’accès à la santé(P_{32}) et celui des enfants de moins de 5ans souffrant de malnutrition (P_{33}). Le sous indicateur composite P_3 s’obtient en calculant la moyenne arithmétique des trois variables P_{31} , P_{32} , P_{33} »¹⁸. On calcule ensuite l’IPH en faisant la moyenne arithmétique des trois indicateurs P_1 , P_2 et P_3 , sans intégrer la dimension monétaire de la pauvreté. Ensuite, au même titre que l’IPH, le PNUD considère également un 2^{ème} indicateur, c’est l’IDH qui est établi à partir de 3 indicateurs: L’espérance de vie, le niveau d’éducation des adultes et le revenu par tête (elle est la moyenne arithmétique de la somme des 3 indicateurs durée de vie, niveau d’instruction et PIB corrigé par habitant, en Parité

¹⁶ Programme des Nations unies pour le développement(PNUD), « **Vaincre la pauvreté** »; 2000a; page 19.

¹⁷ Programme des Nations unies pour le développement(PNUD), « **Rapport mondial sur le développement humain** »; 1997; page 15-16.

¹⁸ Programme des Nations unies pour le développement(PNUD), « **Rapport mondial sur le développement humain** »; 1997; page 141.

de Pouvoir d'Achat (PPA). Par opposition à l'IPH, l'IDH intègre la dimension monétaire. Au niveau de l'IDH, les conditions de vie sont mesurées par le PIB réel par habitant. La mesure de développement humain est basée sur le calcul de l'IDH qui est un indicateur synthétique compris entre 0 et 1, mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain, la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire et la possibilité de bénéficier de condition de vie décente. Le PNUD distingue trois groupes de pays, les pays à développement humain élevé dont l'IDH est supérieur à 0.804, les pays à développement moyen dont l'IDH est supérieur à 0.507 et en deçà les pays à faible développement humain. Le PNUD publie également un indicateur par sexe de l'IDH et un autre de participation des femmes à différentes fonctions de direction avec leurs parts dans les revenus du travail. Depuis 1997, il présente aussi un indicateur de pauvreté humaine qui tente de cerner les phénomènes d'exclusion. L'Indicateur Sexospécifique du développement humain (ISDH) est composé de mêmes variables que l'IDH. Cependant, il diffère de l'IDH dans la mesure où les niveaux moyens de l'espérance de vie à la naissance, de niveau d'éducation et de revenu sont corrigés de façon à refléter les disparités sociologiques entre les hommes et les femmes dans ces trois domaines. On retient pour cela un coefficient de pondération qui exprime une aversion modérée pour l'inégalité: le paramètre ϵ , égal à 2.

132- Banque Mondiale

La grille d'analyse de pauvreté du PNUD tourne autour des notions de capacité, d'opportunités et de potentialités. Concrètement, les causes de la pauvreté avancées par cette organisation renvoient à des inégalités en termes de « droit d'accès à » aux choix réels ou opportunités dans certains domaines considérés comme essentielles. Par ailleurs, du côté de la Banque Mondiale, celle-ci vise le caractère de « dimension multiple » de la pauvreté et dénonce « nombreuses facettes » qui est « la résultante de processus économique, politique et sociaux interagissant entre eux dans le sens qui exacerbent l'état d'indigence dans lequel vivent les personnes pauvres »¹⁹. La pauvreté monétaire relève des domaines de la Banque Mondiale et même si elle ne parle pas de « pauvreté humaine », son raisonnement distingue la pauvreté absolue qui correspond à un niveau de revenu nécessaire pour assurer la survie des personnes, d'une pauvreté relative qui reflète une conception plus axée sur la répartition des revenus. Les types de pauvreté relative qui reflète une conception plus axée sur la répartition des revenus. Les types de pauvreté abordés par la Banque mondiale sont donc centrés sur l'aspect monétaire.

¹⁹ Banque Mondiale ; « **World development report : attacking poverty** » [traduction française : Rapport sur le développement dans le monde : Combattre la pauvreté] ; 2000 ; page 1.

Néanmoins, elle est convaincue de l'importance de l'étude approfondie de certains secteurs pour saisir la pauvreté dans sa complexité. Ces domaines touchent la santé, l'éducation, la vulnérabilité (incertitude et le risque frappant particulièrement la population pauvre), le manque de parole (voicelessness) et le manque de pouvoir (powerlessness).

Tout comme le PNUD, la Banque Mondiale utilise également une série d'indicateur ou piste de réflexion pour traiter le phénomène de pauvreté. En ce qui concerne la santé, l'indicateur retenu est le même que le PNUD. Quant à l'éducation, la Banque Mondiale utilise soit l'indicateur du taux d'inscription brut, soit l'indicateur du taux d'inscription net. Bien que la Banque Mondiale (BM) et le PNUD adopte des démarches différentes pour approcher le phénomène de pauvreté. Sa mesure de la pauvreté se limite à une évaluation monétaire en commençant par cerner les populations pauvres tout en se basant sur un critère de revenu (ou de consommation). Puis la Banque Mondiale analyse comment les divers domaines se combinent, se renforcent ou s'exacerbent pour accroître ou diminuer l'état d'indigence de cette catégorie sociale. Ainsi pour déterminer la catégorie des income-poor, elle fixe des seuils de pauvreté. Le « seuil de \$ 1 » converti en monnaie nationale par le biais de parité de pouvoir d'achat est retenu pour évaluer la pauvreté « absolue » ou « le seuil de \$2 par jour » (égal au double du seuil précédent). Mais le second seuil est considéré comme étant le meilleur indicateur de la pauvreté réelle des populations.

Une fois le seuil de pauvreté fixé, la Banque Mondiale utilise d'autres indicateurs qui permettent de faire une analyse plus fine. Tel est le headcount ratio, proportion de personnes se situant sous le seuil de pauvreté appelé également « incidence de la pauvreté ». Parfois l'indicateur « par tête » ne reflète pas les différences de revenus au sein de la population pauvre. Ainsi pour évaluer « la profondeur » de la pauvreté, la Banque Mondiale utilise le poverty gap c'est à dire la distance des personnes par rapport au seuil de pauvreté. Enfin le squared poverty gap évalue le degré d'inégalité des revenus au sein de la population pauvre avec le montant de pauvreté: HI (Poverty Gap : $HI = \int_0^z \left(\frac{z-y}{z} \right) dF(y)$ qui mesure ce que coûterait la résorption de la pauvreté. Dans la plupart de temps, la Banque Mondiale ne fait quasiment jamais référence aux potentialités ou aux capacités. Pour saisir la pauvreté, elle évoque trois domaines dans le Rapport sur le développement dans le monde (2000). En premier lieu, la manque de revenus et d'actifs pour réaliser des besoins de base, l'alimentation, le logement, l'habillement et des niveaux acceptables de santé et d'éducation. En second lieu, « la sensation d'être sans parole et sans

pouvoir dans les institutions de l'Etat et de la Société ». Et en troisième temps, « la vulnérabilité aux chocs défavorables, liée à l'inaptitude de pouvoir gérer ou d'y faire face »²⁰

Comme le PNUD, la Banque Mondiale pense qu'une gouvernance solide est fondamentale « La croissance et son efficacité dans la réduction de la pauvreté dépendent également d'une gouvernance saine et stable » (ibid :34) et admettent que la cause essentielle de la pauvreté est d'ordre politique. La structure et le fonctionnement des institutions publiques seraient un frein fondamental à son éradication ou, du moins à sa réduction. La Banque Mondiale met l'accent sur les « abus » de pouvoir qui « entravent les possibilités des pauvres de saisir les nouvelles opportunités économiques ou bien les empêchent d'entreprendre des actions hors de leur zone de sécurité immédiate. Les menaces physiques ou pouvoir bureaucratique arbitraire rendent difficile tout investissement dans les affaires publiques, ainsi que toute prise de parole visant à faire connaître et à faire prendre en compte leur intérêt. Et des institutions irresponsables et non réactives sont parmi les causes du progrès relativement lent en matière d'expansion des actifs des personnes pauvres »²¹. Il est donc question des structures de pouvoir et aussi de la conduite des « décideurs politiques ». Viennent ensuite la « vulnérabilité » qui résulte de « l'inaptitude à gérer le risque ».

12- INDICATEUR DE PAUVRETE

Lutter contre la pauvreté n'implique pas tout simplement identifier la pauvreté. Il importe aussi de mesurer le phénomène et d'en analyser les causes de la pauvreté à travers les indicateurs jugés aptes pour aider dans l'application des politiques adéquates. Notre démarche va commencer par la mesure de la pauvreté avant d'entamer la dimension économique de la pauvreté pour expliquer ce phénomène de pauvreté.

21- Mesure de pauvreté

Malgré son caractère social, la pauvreté est un phénomène mesurable dans le temps et dans l'espace à travers l'emploi des mesures de pauvreté. Cette section se penchera, en outre, sur l'indicateur Indicateur de Foster, Greer, Thorbecke, tout en mettant en exergue la dominance stochastique de 1er ordre et aussi la dominance stochastique de 2nd ordre.

²⁰ Banque Mondiale ; « **World development report : attacking poverty** » [traduction française : Rapport sur le développement dans le monde : Combattre la pauvreté] ; 2000 ; page 34.

²¹ Banque Mondiale ; « **World development report : attacking poverty** » [traduction française : Rapport sur le développement dans le monde : Combattre la pauvreté] ; 2000 ; page 35-36.

211- Indicateur de Foster, Greer, Thorbecke

L'indicateur de Foster, Greer et Thorbecke (1984) est utilisé dans la mesure de la pauvreté. Ceci requiert un outil de mesure objectif de la pauvreté, comparable géographiquement et dans le temps. Cette mesure est aussi connue sous l'appellation FGT P_α est définie de manière

$$\text{suivante. } P_\alpha = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha I(y_i \leq z)$$

Où y_i est le niveau de bien être individuel (consommation réelle par tête dans notre cas),

z le seuil de pauvreté,

α le paramètre de sensibilité de pauvreté

et $I(y_i \leq z)$ est une fonction d'indicateur qui prend une valeur de 1 si son argument est vrai et zéro autrement.

Trois indices particuliers ressort de l'indicateur de Foster, Greer et Thorbecke pour l'analyse de pauvreté. Le premier qui est le plus utilisé c'est le ratio de pauvreté appelé également P_0 qui sera le taux d'incidence de la pauvreté et exprime la proportion de la population vivant au-dessus du seuil de pauvreté. La seconde s'est l'intensité de pauvreté P_1 qui mesure l'écart moyen entre le revenu des personnes vivant au-dessus du seuil de pauvreté. Et enfin la troisième c'est l'indice de sévérité appelé aussi P_2 qui exprime la somme des carrés des écarts entre le revenu et le seuil de pauvreté. Prenons un à un ces mesures, le premier c'est le ratio de pauvreté, connu également sous le nom d'incidence ou taux de pauvreté, et défini comme étant la proportion de population pauvre dans la population totale. C'est la mesure FGT lorsque α prend la valeur de zéro,

$$P_0 = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N I(y_i \leq z) = \frac{q}{N},$$

Avec q nombre d'individus pauvres

N la taille de population.

Ceci montre explicitement comment les individus sont définis comme pauvres, c'est à dire lorsque leur niveau de consommation réelle par tête est inférieur ou égal au seuil de pauvreté. Un inconvénient à l'utilisation du ratio de pauvreté est que tous les pauvres sont traités uniformément dans la mesure de la pauvreté, indépendamment de leur niveau de consommation par rapport au seuil de pauvreté. En d'autres termes, en supposant que les niveaux de consommation des plus pauvres des pauvres doublent sans cette hausse ne soit suffisante pour les sortir de la pauvreté, alors la pauvreté reste inchangée si elle est mesurée par le ratio de pauvreté.

Pour parer à cette faiblesse et pour capturer les changements des distributions de la consommation au-dessous du seuil de pauvreté, une deuxième et troisièmes mesures de pauvreté sont utilisés, elles sont plus sensibles en termes de distribution, telles sont le cas de l'intensité de la pauvreté (P_1) et la sévérité de la pauvreté (P_2). L'intensité de la pauvreté est la mesure FGT lorsque α prend la valeur de 1,

$$P_1 = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N I^* \left(\frac{z - y_i}{z} \right) I(y_i \leq z)$$

tandis que l'indice de sévérité de la pauvreté est la mesure FGT lorsque α prend la valeur de 2,

$$P_2 = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^2 I(y_i \leq z)$$

Ces deux mesures sont simplement les moyennes pondérées des écarts de pauvreté normalisés (ou déficit de consommation : $z - y_i$), où l'écart de pauvreté est égal à zéro pour le non pauvre. Pour P_1 , chaque individu a un poids identique de 1, alors que pour P_2 , le poids de chaque individu correspond à l'écart de pauvreté lui-même. Ainsi, dans ce dernier cas, plus un individu est pauvre, plus l'écart de pauvreté est important.

212- Dominance stochastique de 1er ordre

Au même titre que l'indicateur de Foster, Greer et Thorbecke (1984), nous pouvons aussi employer les tests de dominance du bien être pour comparer nos mesures de consommation réelle par tête du ménage dans le temps. L'idée est d'émettre des jugements ordinaux sur la façon dont la pauvreté change pour une classe importante de mesures de pauvreté pour une gamme de seuils de pauvreté. Nous commençons par une étude du concept de dominance du bien-être, ensuite nous expliquons comment estimer les ordres de dominances et effectuer des inférences statistiques sur la base de ces ordres de dominance. L'étude est ainsi proche de celle de Ravallion (1994), de Davidson et de Duclos (1998). Et on peut citer la dominance de premier ordre et la dominance de second ordre. Mais pour commencer, prenons d'abord le premier type de dominance. Ainsi, considérons deux distributions d'indicateurs de bien-être avec des fonctions de distribution cumulatives, F_A et F_B , appuyées par des nombres réels non négatifs.

Avec $D_A^I(x) = F_A(x) = \int_0^x dF_A(y)$

En fait, si $D_A^I(x) \leq (<) D_B^I(x)$ pour tous $x \in \mathbb{R}_+$ c'est à dire F_A est partout inférieur à F_B , alors on dit que la distribution A présente une dominance (strictement) de premier ordre sur la distribution B. En termes d'économie du bien-être (par exemple consommation) et anonyme, en ce sens que nous n'attachons pas d'importance au fait que le bien-être d'une personne particulière diminue

aussi longtemps que celui d'une autre personne augmente plus qu'assez pour le compenser. Si nous pouvons dire ceci pour une gamme étendue de seuils de pauvreté, alors nous arrivons à une conclusion relativement générale que A est préférable à B. Etant donné que $D_A^l(x)$ est également le ratio de pauvreté (P_0) où x est le seuil de pauvreté, il s'ensuit que la dominance de premier ordre implique que la pauvreté mesurée par P_0 est inférieure pour la distribution A par rapport à la distribution B, indépendamment du seuil de pauvreté choisi. Les résultats de dominance peuvent également être étudiés jusqu'à un seuil de pauvreté maximal permis si nous n'attachons pas d'importance aux changements relatifs aux extrémités supérieures de la distribution.

213- *Dominance stochastique de 2nd ordre*

Si les deux distributions se croisent à l'intérieur des seuils de pauvreté que nous considérons appropriées, alors la dominance de premier ordre n'est pas valable, et nous savons que les seuils et des mesures de pauvreté différentes classifient les distributions différemment. En d'autres termes, en fonction du seuil ou de la mesure de pauvreté choisie, nous pouvons simultanément conclure que la pauvreté a augmenté ou a diminué. Dans ce cas, nous pouvons encore faire un constat relativement général sur le bien-être si la dominance de second degré est valable. En particulier, si A présente une dominance de second ordre sur B, alors A est une meilleure distribution que B pour toutes les fonctions de bien être qui sont croissantes anonymes, et qui favorisent l'égalité. Pour définir la dominance de second ordre, soit $D_A^2(x)$ l'aire au-dessous

de F_A jusqu'à x, $D_A^2(x) = \int_0^x D_A^1(y) dy$

Si $D_A^2(x) \leq (<) D_B^2(x)$ pour tout x (c'est à dire l'aire au-dessous de F_A jusqu'à x est inférieure à l'aire au-dessous F_B jusqu'à x, alors on dit que la distribution A présente une dominance (strictement) de second ordre sur la distribution B.

Pour compléter notre formule, prenons aussi le terme de Ravallion (1994) qui est l'ordre de dominance supérieur. Cet ordre de dominance supérieur est vérifié si les courbes de « déficit de pauvreté » se croisent. La généralisation de cette formule est

$D_A^s(x) = \int_0^x D_A^{s-1}(y) dy$

pour tout nombre entier, $s \geq 2$. On dit que la distribution A présente une dominance (strictement) d'ordre s sur la distribution B si $D_A^s(x) \leq (<) D_B^s(x)$. Ces ordres de dominance supérieurs reflètent les fonctions de bien être qui sont croissantes, anonymes et favorisent encore plus l'égalité.

Davidson et Duclos (1998) montrent que $D^s(x)$ peut être exprimé d'une manière équivalente comme
$$D^s(x) = \frac{1}{(s-1)} \int_0^x (x-y)^{s-1} dF(y)$$

D'après la formulation, la dominance de second ordre implique que l'écart de pauvreté (P_1) est moins important pour la distribution A par rapport à la distribution B pour tous les seuils de pauvreté possible(x). De plus, la dominance de troisième ordre implique un changement sans ambiguïté de l'écart quadratique de pauvreté (P_2). Pour généraliser encore plus, la dominance de bien entre d'ordre s implique que la mesure de pauvreté P_{s-1} de Foster Greer Thorbecke de la distribution A est inférieure à celle la distribution B pour tous les seuils de pauvreté possibles. Foster et Shorrocks (1988) montrent que si la dominance de premier ordre est une condition suffisante pour la dominance d'ordre plus élevée, il ne s'agit pas d'une condition essentielle. Ainsi, si une distribution présente une dominance de premier ordre sur une autre, alors, nous savons de quelle manière la pauvreté mesurée par une quelconque mesure P_α de FGT a changé sur la gamme de seuils de pauvreté.

22- Dimension économique de la pauvreté

L'étude d'indicateur économique ne se résume pas seulement sur la mesure de pauvreté mais englobe aussi la dimension économique de la pauvreté. Cette dimension économique de la pauvreté touche trois domaines bien définis à savoir la pauvreté monétaire, la pauvreté de condition de vie et de potentialités et autres formes de pauvreté.

221- Pauvreté monétaire ou « de revenu »

La pauvreté monétaire exprime un aspect de niveau de vie et résulte d'une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante (expression d'un niveau de bien être trop faible). Sa mesure s'appuie soit sur le revenu, soit sur la consommation, traduite en valeur monétaire. La théorie du bien être sert de référence à l'analyse de la pauvreté monétaire. Du fait de l'impossibilité de mesurer les utilités, elle s'appuie sur l'utilisation du revenu (ou de la consommation) comme mesure de bien être. En fait si les individus partagent les mêmes préférences (et donc ont la même fonction d'utilité non observable) et s'ils font face au même système de prix, le classement par le revenu sera le même que le classement par les utilités à travers une relation de pré-ordre identique. La prise en compte des aspects de pauvreté dans un cadre qui n'est pas systématiquement marchand (biens collectifs, droits et obligations) invite cependant à reformuler certains fondements de la théorie du bien être (principe de rationalité des agents, conditions de concurrence parfaite).

On définit un seuil monétaire en deçà duquel on est considéré comme pauvre, et l'on comptabilise le nombre de pauvres par référence à ce seuil (ligne de pauvreté). Ce seuil peut être estimé soit à partir du revenu, très variable, soit de la consommation plus stable dans le temps. Il est censé déterminer une pauvreté absolue qui se rattache au « vitalisme » qui définit la vie comme « l'ensemble des forces qui résistent à la mort ». Le minimum vital correspond au montant des ressources nécessaire pour ne pas être entraîné dans la mort. En considérant le revenu nécessaire à l'achat du panier minimal de biens alimentaires indispensables à la survie quotidienne (qui correspond, selon les normes FAO, à 2400 calories pour la pauvreté et à 1800 calories pour l'extrême pauvreté) auquel on ajoute le revenu nécessaire à l'achat de biens non alimentaires indispensables (habillement, transport, hygiène, eau, énergie, etc.). Le seuil peut également déterminer d'une manière relative en considérant, sur la distribution des revenus ou de la consommation, un pourcentage de population: Soit les 20% de la population les moins riches, ou ceux qui ont un revenu inférieur à la moitié du revenu médian ou moyen. Une mesure de pauvreté absolue est plus adaptée dans les pays en développement, où la part importante de la population vit autour du seuil de survie minimal.

222- Pauvreté des conditions de vie ou « d'existence »

La pauvreté peut être également perçue dans sa dimension d'exclusion par rapport à un certain mode de vie matériel et culturel, résultant de l'impossibilité de satisfaire aux besoins essentiels. L'analyse est élargie à l'ensemble des besoins qui permettent de mener une vie décente dans une société donnée, ce qui renvoie à la notion d'intégration et/ou d'exclusion sociale. Cette « pauvreté des conditions de vie » ou « pauvreté d'existence », vision plus « qualitative » de la pauvreté, traduit une situation de manque dans les domaines relatifs à l'alimentation (déséquilibre nutritionnel), à la santé (non-accès aux soins primaires), à l'éducation (non-scolarisation), au logement. Mais la non-satisfaction d'un besoin donné, jugé essentiel, peut avoir des causes multiples (non disponibilité d'un service, non accessibilité, coût, différences de perception du caractère essentiel du besoin). Nature sociale du seuil, qui en fait une notion relative à l'environnement socioculturel. D'où le difficile choix d'indicateurs pertinents pour retracer la pauvreté de condition de vie.

La pauvreté de potentialités ou de « capacités » traduit le fait que l'on n'ait pas pu disposer des moyens (« différentes formes de capital ») qui auraient permis de se soustraire de la pauvreté, de vivre correctement et de mettre en valeur ses capacités individuelles. Cette insuffisante « accumulation de capital » engendra une insuffisante mise en valeur des capacités individuelles (Herpin et Verger 1998). Cette approche permet d'aborder la pauvreté à sa source en la considérant comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent en raison d'un manque de capacités résultant d'une santé déficiente, d'une éducation insuffisante, de déséquilibres nutritionnels. Dans une vision dynamique, on devient pauvre du fait de modifications dans le patrimoine (par faillite) dans le capital humain (handicap) ou dans le capital social (exclusion ou rupture familiale)

223- Autres formes de pauvreté

La dimension économique de la pauvreté ne touche pas seulement la pauvreté monétaire et la pauvreté de condition de vie mais encadre d'autres domaines. La pauvreté se manifeste ainsi par l'insuffisance de ressources, l'insatisfaction de besoins essentiels, l'incapacité à réaliser son potentiel qui se complètent mutuellement. On peut en effet observer que la pauvreté monétaire, qui fluctue à court terme, à un effet à moyen terme sur les conditions de vie, et à plus long terme, sur les potentialités. Par exemple, au niveau microéconomique, un ménage se voit obligé de retirer ses enfants de l'école en raison de la baisse de son revenu. La pauvreté monétaire peut entraîner donc le non scolarisation des enfants et une pauvreté des conditions de vie qui se traduit par l'arrêt de l'accumulation de capital éducatif, entraînant à terme une pauvreté de potentialités. La pauvreté des potentialités se situe en bout de chaîne, résultant du maintien sur une longue durée des deux autres formes de pauvreté. Ne permettant pas à l'individu de générer ses circonstances extérieures (difficultés à s'adapter à des évolutions brutales de l'environnement). Les relations entre les trois formes de pauvreté se referment en une boucle lorsque l'on constate que la pauvreté des potentialités conduit à terme, parfois à travers un cycle générationnel, à une aggravation de la pauvreté monétaire. En effet, le fait de ne pas disposer d'un capital humain ou social adéquat freinera l'accès au marché du travail, formel ou informel, et donc l'obtention d'un revenu. Ainsi, alors que la pauvreté monétaire fournit une mesure facile de la pauvreté des potentialités en exprimant les causes. D'où la complémentarité des trois formes dans le cadre d'une analyse des situations de pauvreté. Cette vision « matérialisme » ne résume pas l'ensemble des causalités possibles. D'autres chaînes causales sont parfois privilégiées (illettrisme) par ceux qui souhaitent défendre un soutien prioritaire à la scolarisation et aux soins, aux dépens d'allocations minimales d'insertion. Quel que soit le sens des causalités, il reste une interaction forte entre les différentes formes de pauvreté.

D'autres approches peuvent être envisagées pour tenter de mieux cerner les aspects multidimensionnels de la pauvreté. La pauvreté subjective qui se nourrit des réponses à des questions relatives au sentiment pour le ménage d'être à l'aise, de pouvoir mettre de l'argent de côté, ou à l'opposé de devoir tirer sur réserves, de disposer ou non de la somme minimale perçue pour « joindre les deux bouts ». Appliqué au cas de la pauvreté monétaire, elle permet de construire une ligne de pauvreté subjective (selon les méthodes de l'Ecole de Leiden) mais cette démarche peut aussi être utilisée pour la mesure des autres formes de pauvreté à condition de concevoir les questions de façon appropriées au contexte.

13- APPROCHE THEORIQUE DE LA PAUVRETE

Dans le monde, l'utilisation des indicateurs de pauvreté favorise le classement et la comparaison entre les pays. En fait, le bilan statistique montre le développement de certains pays et le retard des autres sur le plan économique. Par ailleurs, l'analyse de la pauvreté est liée à celui du développement. C'est pourquoi, notre troisième section traite l'aspect théorique de la pauvreté. En fait, la théorie du développement essaie de donner des éléments de base pour expliquer les disparités entre les pays dits développés et ceux dit en développement. Certains auteurs dénoncent ainsi le développement des premiers comme cause du sous développement de second. Pour mieux analyser la situation, nous allons prendre un à un la théorie qui explique le sous développement par le retard, ensuite la théorie de développement et enfin les théories contemporaines.

31- Théories qui expliquent le sous développement par le retard

L'analyse des théories sur la pauvreté est importante dans la compréhension de la pauvreté. Cependant, l'absence de richesse du sous-sol ainsi que les effets défavorables d'un climat tropical ont souvent été dénoncés comme cause naturelle du sous développement. Pourtant certains pays ont réussi à combattre ces handicaps. C'est le cas de l'Etat Unis pour les effets du climat, Japon pour l'absence de ressources naturelles tandis que d'autres pays ayant toutes les qualités requises sont sous-développés c'est le cas des Pays En Développement. Ainsi, les économistes libérales ont proposé d'autres approches pour expliquer le sous développement d'où l'émergence des théories qui expliquent le sous développement par le retard.

3.1.1. Théorie des étapes de croissance de ROSTOW

L'objectif ultime de cette section est de donner une explication du sous développement par le retard à travers la théorie des étapes de croissance. Ainsi, un économiste nommé Walt Whitman Rostow, né en 1916 présente le développement comme une évolution linéaire passant par cinq phases défini dans son ouvrage majeur « Les étapes de la croissance économique » : la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le décollage (take off), le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse. Nous allons prendre un à un ces étapes, le premier c'est à dire la société traditionnelle. Dans ce cas, l'économie est essentiellement agricole, les techniques sont encore rudimentaires et les mentalités ne sont pas favorables au développement d'où la faiblesse de la productivité du travail. Quant à la seconde étape, celle de la condition préalable au développement, le progrès technique ainsi que le développement de la science favorise le développement économique par le biais du développement de l'agriculture et de l'industrie. C'est aussi l'époque d'un investissement massif, d'une ouverture des marchés

mondiaux et des changements de mentalité avec « de nouveau types d'hommes animés de l'esprit d'entreprise ».

Vient ensuite la phase de démarrage ou take off. Mais sur ces cinq (5) étapes, la phase du décollage est l'étape décisive puisque l'accroissement de l'épargne et de l'investissement ainsi que la levée des obstacles structurels qui s'opposaient à la croissance rendent celle-ci irrésistibles. Ainsi, en l'espace d'une ou deux décennies, la structure fondamentale de l'économie et la structure sociale et politique de la société se transforment de telle façon que le taux de croissance de l'économie pourra par la suite rester constant »²² Dans ce cas, l'investissement et l'épargne doublent et passent de 5% à 10% du revenu national. Cela induira l'expansion d'autres industries comme l'industrie textile ou la métallurgie et contribuent à l'accroissement du revenu. En 4^{ème} position se trouve le progrès technique et la modernisation qui se propage sur l'ensemble de l'économie durant la période de la marche vers la maturité. En fait, les anciennes industries n'arrêtent pas de se développer à un rythme accéléré et de faire des innovations alors que d'autres industries se développent. C'est le cas justement des industries de la chimie ou l'industrie électrique. Et enfin Rostow a parlé de la théorie de la consommation de masse comme dernière étape. A partir de cette étape, les principaux secteurs de l'économie deviennent producteurs de biens de consommation et de services. Ainsi, la population s'urbanise et la main d'œuvre est de plus en plus qualifiée. De plus, l'Etat providence assume la prise en charge collective de la plupart des risques. Cette analyse de tendance libérale montre que les pays en développement sont à un stade où se trouvaient autrefois les pays d'aujourd'hui développés. Ces pays se caractérisent par le retard de développement avec une main d'œuvre abondante et peu qualifiée, un taux d'épargne trop faible et une absence de véritables entrepreneurs.

3.1.2.- Théorie de développement d'Alfred Sauvy et SIMON Kuznet

Sur la base d'une même logique que son collègue Rostow et dans le cadre de théorie qui explique le sous développement par le retard, Alfred Sauvy (1898-1990) a parlé de neuf plaies. En fait les pays développés d'aujourd'hui souffraient de ces neuf plaies autrefois à la veille de leur décollage tout comme les pays actuellement sous développés. Ces plaies peuvent être divisées en trois. Les trois premières concernent la situation démographique avec une forte natalité, une forte mortalité et une alimentation insuffisante. Les quatre critères suivants du sous-développement croquent l'emploi : hypertrophie du secteur primaire, sous emploi rural et travail des femmes et des enfants. Enfin la troisième subdivision c'est à dire les deux derniers critères

²² Marc Montousse; « Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories », page 149.

touche l'aspect socio politique: absence de classe moyenne et absence de démocratie. La levée de ces barrages ouvre la porte au développement et c'est le cas justement des pays développés.

Par contre, un auteur nommé Simon Kuznet (1901-1985; prix Nobel en 1971) contredit l'affirmation de Rostow. En fait, la « croissance économique moderne » celle qui est traversée par les pays riches depuis XIX^{ème} siècle jusqu'à nos jours présente des caractéristiques très stables. Il ne croit pas que la croissance doit passer par différentes étapes et démontre par la suite qu'il est impossible de déterminer une période correspondant au « take off » durant laquelle le taux d'investissement doublerait. En fait, l'économie est caractérisée par la constance de la propension à consommer d'un côté malgré l'augmentation du revenu sur la longue période et constante du coefficient de capital (capital divisé par la production) ou constance de la productivité du capital (productivité divisée par capital) d'un autre côté. C'est en quelque sorte une remise en cause de la loi psychologique fondamentale de Keynes. Ainsi Kuznets énonce six caractéristiques de « la croissance économique moderne » lors de la réception du prix Nobel²³ :

- « - taux élevé de la croissance du produit par tête et de la population ;
- taux élève de la croissance de productivité;
- rythme rapide des transformations structurelles de l'économie (industrialisation puis tertiairisation, concentration des entreprises...)
- mutations rapides des structures sociales et de l'idéologie (laïcisation, urbanisation)
- expansion de l'influence des pays développés dans le reste du monde; ils modèlent ainsi un monde unique ;
- mais, malgré la caractéristique précédente, la diffusion de la croissance économique moderne est limitée; les trois quarts de la population mondiale en sont exclus. »²⁴

3.1.3- Thèse du retard d'Alexander GERSCHENKRON et de RAGNAR Nurskø

Toujours sur la base d'une explication du sous développement par le retard ; Alexander Gerschenkron rejoint le point de vue de Simon Kuznet, en soulignant que tous les pays qui se développent ne suivent pas systématiquement la même voie. Autrement dit, les pays à industrialisation précoce et tardive entreprend chacun un développement spécifique (*Economic Backwardness in Historical Perspective* (1962) et *Europe in the Russian Mirror*(1970)). En fait les facteurs qui ont permis le développement diffère selon que les pays sont nouvellement industrialisés ou non. Des stratégies de substitution sont mises en place, l'Etat se substitue à l'initiative privée. Les capitaux bancaires peuvent être remplacer l'autofinancement, l'épargne national prend la place de l'épargne étrangère et enfin les technologies importées se substituent

²³ Marc Montousse; « Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories », page 150.

²⁴ Marc Montousse; « Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories », page 151.

aux technologies nationales. Ces stratégies favorisent le développement rapide de certains pays. C'est le cas notamment du Japon à partir de 1868 et des pays nouvellement industrialisés dans les années 60-70. A cette époque, les technologies adoptées sont très performantes, les entreprises sont déjà de grande taille, c'est plutôt l'ère de l'économie d'échelle²⁵.

Dans son analyse Ragnar Nurske a parlé d'un cercle vicieux du sous développement et explique que la pauvreté et le sous développement sont des phénomènes auto-entretenus dans son ouvrage qui s'intitule « *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries* (1953) de Ragnar Nurske. Tout comme Rostow, Nurske considère le développement agricole comme un préalable nécessaire à une croissance industrielle harmonieuse. Seulement nombreux sont les pays en développement qui ont tendance à orienter leur économie vers une branche unique: agricole, minière ou industrielle qui leur fournissait tout juste des recettes d'exportation. Ainsi, les investissements sont spécialisés et les effets d'entraînement sur le reste de l'économie sont faibles d'où un réel obstacle au développement. Ainsi quel qu'en soit la branche, l'économie reste faible et présente un cercle vicieux. Les pays en développement ne dégagent pas en fait d'épargne nécessaire pour financer l'investissement productif générateur de développement en raison de la pauvreté et d'un revenu national insuffisant. Notamment, le manque d'investissement ainsi que la malnutrition limitent la productivité du travail. Evidemment, l'insuffisance d'épargne nationale pourrait être comblée par des capitaux étrangers mais cela risque de provoquer un autre cercle vicieux, celui de surendettement. L'inconsistance de la demande due au faible pouvoir d'achat est un obstacle supplémentaire à la hausse de la production. De ce fait, la pauvreté conduit au sous développement, qui est un obstacle à l'enrichissement. Ainsi le cercle est fermé, Nurske disait même qu'« un pays est pauvre parce qu'il est pauvre ». En somme, la faiblesse de la demande interne liée aux faibles revenus met le pays sous développé dans l'incapacité de lancer des projets d'investissement rentables, capable de déclencher le processus de développement. Viennent ensuite le problème de l'offre, en fait avec la faiblesse du revenu, l'épargne est limitée. Ceci engendre le manque du capital qui à son tour entraîne la faiblesse de la productivité d'où la faiblesse de revenu. Ainsi le cercle est fermé est c'est un facteur limitant de croissance.

3.2. Théorie de développement

Notre approche théorique de la pauvreté ne se limite pas seulement sur des explications de la pauvreté par le retard, elle encadre aussi la théorie de développement. Ainsi dans les trois sections qui va suivre, nous allons parler un à un de la théorie de développement de Myrdal et

²⁵ Marc Montousse; « **Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories** », page 151.

Lewis, ensuite de la théorie de développement de Hirschman et François Perroux et enfin des théories de dépendance de Prebisch et des Marxistes et NéoMarxistes.

321- Théorie de développement de Myrdal et Lewis

En ce qui concerne Myrdal et Lewis, ils ont été les fondateurs de la théorie de développement. Le premier Gunnar Lewis est un économiste Suédois nobélisé en 1974. Dans son ouvrage « *Asian Drama* (1968) ». Il a souligné qu'il faudra tenir compte de plusieurs facteurs pour expliquer un phénomène économique d'où l'approche « multifactorielle »²⁶. Il a insisté sur le fait qu'il y a une interdépendance entre les phénomènes économiques, sociaux et institutionnels d'où la lutte pour un nouvel ordre économique international.

Le second fondateur de la théorie de développement est un économiste britannique originaire des Antilles, Arthur Lewis (1915-1991, prix Nobel 1979). Dans sa théorie, il a évoqué la théorie des échanges inégaux, la théorie de dépendance et la théorie du dualisme. En fait dans l'échange international la règle d'or de la loi « à travail égal, salaire égal » a été violée car les pays riches se trouvent toujours bénéficiaire de l'échange international au détriment des pays pauvres. Quant à la théorie de dépendance, Arthur Lewis s'oppose à la théorie des avantages comparatifs en affirmant que les relations internationales entre un pays dominant et un pays dominé constitue un blocage pour le développement du pays les plus pauvres. Enfin, concernant la théorie du dualisme, selon Lewis, les pays de la périphérie sont constitués d'une « économie duale » composé d'un secteur capitaliste et d'un secteur traditionnel. Le premier est orienté vers le profit, consacré au financement de l'investissement et comprend des activités manufacturières et minières et d'agriculture commerciale. Le second est orienté vers la subsistance incluant l'agriculture traditionnelle. Dans les pays en développement, le secteur traditionnel se caractérise par une main d'œuvre abondante, la tradition occupe une place importante et les individus ne sont pas motivés par la maximisation. Ainsi la croissance provient du secteur capitaliste qui absorbe les excédents de main d'œuvre du secteur traditionnel. D'où la nécessité d'un nouvel ordre économique international. « Le jeu des termes de d'échange est défavorable aux seuls produits tropicaux, que ceux-ci viennent de l'agriculture ou de l'industrie, parce que dans cette partie du monde, la main d'œuvre non qualifiée reçoit sur le marché indépendamment de ce qu'elle produit, un salaire fondé sur l'existence d'une réserve illimitée d'agriculteurs faiblement productifs »²⁷

²⁶ Marc Montousse; « **Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories** », page 152.

²⁷ Arthur Lewis « **l'ordre économique international** » dans le livre de Marc Montousse; « **Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories** », page 155.

322- *Théorie de développement d'ALFRED O. Hirschman et François PERROUX*

Contrairement à son prédécesseur Rostow qui évoque un développement équilibré se diffusant à l'ensemble de l'économie Alfred O. Hirschman, un économiste américain d'origine allemande né en 1915 préconise la nécessité de déséquilibre pour susciter le développement. Dans son ouvrage « *La Stratégie du développement économique* (1958). Sa stratégie de développement repose sur le fait que le développement va de pair avec le déséquilibre d'où le terme « navigateur contre le vent » étant donné que ce développement est le fruit de goulet d'étranglement. En fait, l'Etat doit mener une politique industrielle qui favorise l'investissement massif dans certaines branches. Ce dernier favorise le goulet d'étranglement et de déséquilibre en déséquilibre, l'ensemble de l'économie se développe. En d'autre terme plus économique, pour Hirschman, l'inflation ainsi que le déficit de la balance des paiements constituent un bon signe du démarrage du développement. Comme souligne Albert Hirschman (1984) « on ne saurait aborder l'étude des économies sous développés sans modifier profondément un certain nombre de rapport important, les données de l'analyse traditionnelle, axées sur les pays industriels »²⁸

La théorie de Hirschman a été la source d'inspiration de Destanne de Bernis (économiste français) et François Perroux sur la théorie des industries industrialisantes. Ces dernières sont celles qui dans leur environnement local modifient structurellement la matrice interindustrielle, transforment les fonctions de production et augmentent la productivité de l'ensemble de l'économie. Ainsi Destanne de Bernis a proposé à l'Algerie d'accéder à cette stratégie d'industrialisation par les industries industrialisantes. Quant à François Perroux (1903-1987) un économiste français, il a rejeté la conception néoclassique de développement de l'économie sur l'atomicité du marché Ainsi, il a insisté sur le fait qu'il faut favoriser les pôles de croissance. Selon lui, les pays en développement sont caractérisés par la faiblesse de production par habitant. De plus, leurs « économies sont dominées, désarticulées et ne couvrant pas les coûts de l'homme »²⁹. Contrairement à la théorie Néoclassique qui ne prend pas en compte les disparités des différentes branches, la théorie de développement de François Perroux parle de l'existence des pôles de croissance exerçant « des effets d'agglomération » (effets d'entraînement sur les activités proches). Dans ce genre de croissance, l'Etat tient un rôle prépondérant dans la jonction des différents pôles et l'articulation de chaque branche.

²⁸ Marc Montousse; « **Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories** », page 45.

²⁹ Marc Montousse; « **Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories** », page 156.

323- Théorie de dépendance de Raul Prebisch, des Marxistes et Néomarxistes

Après avoir analysé les théories de développement de quelques auteurs, nous allons focaliser la suite de notre étude sur la théorie de dépendance. Ainsi, un économiste argentin(1901-1987) Raul Prebisch, et les économistes de la Commission économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) représenté par Celso Furtado et Raul Prébish créée en 1948 la théorie de dépendance. Ils ont parlé des blocages de la croissance et du système «centre /périphérie »Raul Prebisch a dénoncé la mauvaise insertion dans la division de travail comme cause du blocage de la croissance de l'Amérique Latine. Ce blocage se présente de différente façon, ainsi une partie importante de revenu national est absorbée par la détérioration des termes de l'échange dont sont victimes les produits primaires ensuite l'économie reste duale. De plus on assiste à une répartition inégale des revenus favorisant les importations de produits de luxe et en cas d'industrialisation, il y a une dépendance technologique vis à vis des pays développés en matière de biens d'équipement et des biens intermédiaires. Enfin, la compensation de la détérioration de terme de l'échange par l'augmentation de l'importation de produit primaire se fait au détriment de la production vivrière. Quant au système « centre /périphérie »selon Prebisch, chaque pays est soumis à un système de relations économiques internationales (REI). Souvent au profit des pays développés car ils sont les propres organisateurs. Ce système s'appelle « centre périphérie ». Ainsi non seulement la production des pays en developpemnt est orientée en fonction des besoins des pays du Centre mais aussi et surtout ils sont obligés d'acheter à un prix exorbitant les produits venant du Centre. Ceci fait que la périphérie est dominée par le Centre au niveau Commercial, technologique, financière et culturel. La solution proposée est la politique d'industrialisation par substitution aux importations et reformes agraire mais ils sont voués à l'échec par la forte concurrence des pays riches qui nécessite un protectionnisme modéré« Le sous développement est un processus historique autonome et non pas une étape par laquelle seraient nécessairement passées les économies ayant déjà atteint un degré supérieur de développement »³⁰

³⁰ Celso Furtado, « Théorie de développement économique », dans le livre de Marc Montousse; « Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories», page 158.

En dépit des explications données par Raul Prebisch, les théoriciens marxistes et néomarxistes de la dépendance analysent à fond la situation des pays pauvres face à la domination du Nord. Plusieurs auteurs se sont succédés pour expliquer, analyser et étudier la cause de la pauvreté dans les pays du Sud, on peut citer Lénine, Samir Amin, André Gunder Frank, Arghiri Emmanuel, les Tiers Mondistes. En fait Lénine dans son livre « *l'impérialisme, stade suprême du capitalisme* » analyse l'internationalisation de l'exploitation capitaliste. En fait « l'exploitation de l'homme par l'homme » de Karl Marx est substitué par « l'exploitation de la nation par la nation » et qu'un pays ne peut s'enrichir qu'au détriment de l'autre. Avec le temps, la théorie Néomarxiste explique la dépendance et le capitalisme comme source « du développement du sous développement » selon le terme d'André Gunder Frank. Cette idée fut partagée par l'économiste égyptien Samir Amin et l'économiste français Pierre Salama. Effectivement, ces auteurs sont unanimes à admettre que le sous développement provient de la colonisation au sens stricte et au sens large du terme (Néocolonialisme), ces derniers engendrent la dépendance (orientation de la production en fonction du besoin des pays du Centre). Vient ensuite l'échange inégal qui favorise l'exploitation du tiers monde par les pays développés. Cet échange inégal est surtout développé par un économiste français Arghiri Emmanuel dans son livre intitulé « *l'échange inégal* (1969) ». Il a repris l'idée de David Ricardo sur le fait que la source de la valeur provient de la quantité de travail nécessaire à la production tout en ajoutant que toutefois le prix du bien du travail n'est pas semblable dans tout les pays.

33-Les théories contemporaines

Plusieurs auteurs se sont succédés pour tenter d'appréhender le phénomène de pauvreté à travers leur propre analyse. Il est généralement admis que l'économie du développement est née après la Seconde guerre mondiale, bien que l'on puisse en trouver des fondements plus anciens dans la pensée économique. Par contre, avec le temps, les théories anciennes sont supplantées par des théories nouvelles. Ainsi, nous allons nous référer sur le retour des préoccupations libérales avec la politique d'ajustement du FMI, ensuite sur les nouvelles préoccupations : développement durable et éco-développement et enfin sur la théorie des besoins essentiels.

331- Retour des préoccupations libérales avec la politique d'ajustement du FMI

Les économistes du FMI et les banques mondiales ont essayé de trouver d'autres voies de développement avec les politiques d'ajustement structurel pendant les années 80 et 90 et avec d'autres stratégies à nos jours (Modèle RMSM et Modèle de Polak). Ainsi durant les années 80 et 90, le FMI préconise aux pays pauvres un redressement économique avec les politiques d'ajustement structurel (PAS). Ceci est une lame à double tranchant et ayant comme ambition d'assainir l'économie en luttant contre l'inflation et le surendettement et dans une seconde position de libéraliser de façon durable l'économie. Nombreux sont les mesures de redressement préconisé par le FMI sans citer que l'arrêt du protectionnisme, la diminution du budget, la diminution du déficit de l'Etat, la déréglementation généralisée et privatisation des entreprises publiques. Enfin de compte, afin de bénéficier de l'aide de FMI, les pays en développement sont obligés de suivre à la lettre des conditionnalités imposées. Les remèdes du FMI peuvent s'appliquer en priorité à des pays sur la voie de l'industrialisation mais en proie à des graves problèmes financiers.

Le contenu des politiques d'ajustement dépend aussi du diagnostic porté sur le déséquilibre extérieur. Les services du FMI ont une approche des problèmes de la balance des paiements que l'on qualifie de monétaire ou par l'absorption. En fait, le Fonds procède en termes de programmation des équilibres macro-financiers, la présentation du support théorique de cette approche à travers un modèle simplifié, permet de mettre en évidence le fondement des deux catégories de mesure, celles de stabilisation à court terme et celles à caractère structurel. La restriction de l'offre de monnaie nécessite la mise en place d'un encadrement du crédit. Il s'agit à la fois de restreindre la demande globale et d'agir sur le niveau des prix intérieurs, dépendant de la quantité de monnaie par hypothèse. Vient ensuite la dévaluation qui est une mesure à double détente. Elle est réparatrice, en ce sens qu'elle absorbe la perte de compétitivité passée de l'économie nationale, et elle doit enclencher un mécanisme de rééquilibrage.

332- De nouvelles préoccupations : développement durable et eco-développement

Les théories contemporaines ouvrent aussi la porte à des nouvelles voies de développement économique. Ainsi, dans les années 80 est né le courant de l'écodéveloppement qui parle de la gestion de l'environnement écologique en fonction de développement des êtres humains. Il met en œuvre l'importance de l'environnement qui est un potentiel inéluctable dans le processus du développement. Autrement dit, il s'agit de mettre en valeur les ressources locales et de tenir compte de l'environnement écologique, culturel et humain. En fait, l'écodéveloppement implique que les populations concernées s'organisent et s'éduquent pour mieux appréhender les possibilités spécifiques de leur écosystème. Ici, deux démarches d'analyse peuvent être proposées. D'abord, l'analyse se fait à partir de ses ressources. Les ressources sont la partie de l'environnement qu'à un moment donné, une société utilise à l'aide des techniques dont elle dispose pour produire des biens et services qu'elle consomme ou qu'elle vend à l'étranger pour en acheter d'autres. Ensuite, l'analyse par des besoins de la population, et la question serait comment utiliser les ressources pour satisfaire ses besoins. On définit à priori les besoins pour connaître les moyens disponibles à leur satisfaction. Un auteur dénommé Ignacy Sachs a fait une étude sur ces propos dans son livre intitulé « Initiation à l'Ecodéveloppement » édité en 1981. Selon cet auteur, il convient d'appréhender la notion d'environnement sous trois aspects ; l'environnement comme potentiel de ressources, l'environnement comme espace et enfin l'environnement comme qualité de vie de la main d'œuvre de la production. Ceci montre justement la place importante qu'occupe l'environnement ou plus précisément ses ressources naturelles. A l'instar d'un développement industriel en terme de production ne peut pas avoir lieu sans se préoccuper d'avance des matières et des ressources avec lesquelles les machines de production ont été fabriquées. C'est ainsi que, depuis cette époque la Côte d'Ivoire ou le Sénégal ont orienté leur politique globale d'industrialisation sur ce domaine³¹.

Dans la même logique s'est développé la volonté d'opter pour un développement durable. En fait, les économistes classiques se sont rendus compte que la disponibilité de ressources naturelles (capital naturel) est un facteur limitant de la croissance. Ainsi, ces économistes ont déjà envisagé la possibilité d'épuisement de ces ressources naturelles et l'impact de celles-ci sur la croissance et sur la répartition des richesses. Les retombées négatives de la dégradation de l'environnement suscitent l'attention du public sur la nécessité d'un développement durable.

³¹ Marc Montousse; « Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories », page 160.

Ainsi en juin 1972 à Stockholm s'est tenu la première grande réunion internationale consacrée à l'environnement. De cette réunion a émergé un mouvement écologique auquel participe différents acteurs privés et publics. Puis en 1987 fut publié le rapport « *notre avenir à tous* » de la communication mondiale pour l'environnement et le développement (Commission « BRUNDLAN »). On assiste à l'apparition d'une nouvelle idée « plutôt que de freiner la croissance économique, ne serait-il pas préférable d'en changer la nature et d'en affecter une partie de la croissance à la protection de notre patrimoine naturel ». Ceci met l'accent sur l'importance de l'environnement sur le processus de développement si on veut que ce dernier soit durable. C'est pourquoi en Brésil dans la ville de Rio de Janeiro s'est tenu le sommet de la terre en 1992 concernant le développement durable dans le cadre de veiller au développement harmonieux qui est le grand dessein commun à tous pays. Ainsi le CNUCED a essayé de définir ce terme développement durable « il s'agit d'un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »³². Dans le long terme, le processus de développement doit répondre à des objectifs sociaux économiques et environnementaux, interdépendants et complémentaires. Il y a un souci d'équité intergénérationnelle.

³² Marc Montousse; « Les grands courants, les thèmes majeurs, les nouvelles théories », page 160.

333- Théorie des besoins essentiels

Après avoir expliqué la théorie de développement durable, nous allons ainsi évoquer d'autres volets celui des besoins essentiels pour combler la théorie contemporaine. D'aucuns savent que, le BIT (Bureau International de travail) était à l'origine du courant des « besoins essentiels ». Ce courant d'idée a eu l'aval de la Banque Mondiale et prouve que toute politique de développement doit avoir comme objectif principal la satisfaction des besoins essentiels. En fait, les besoins essentiels doivent satisfaire les besoins de survie à savoir les besoins physiologiques, alimentaire, habillement et petit nécessaire ménager et les services de base (santé, éducation, assainissement, transport, distribution d'eau potable). Ces besoins essentiels sont très importants dans la vie de l'homme et doivent précéder au préalable toute politique de développement. Ils peuvent avoir trois (3) caractéristiques principales. En fait, ils sont universels, quantifiables et leur satisfaction a des effets sur la croissance. Cette théorie des besoins essentiels inspire largement différentes ONG qui viennent en aide aux pays en développement. Bien que la théorie des économistes du FMI et la théorie des besoins essentiels ont une caractéristique propre, elle vise chacun le développement et l'aide des pays en développement. Les solutions de la théorie des besoins essentiels sont surtout adaptées aux pays les moins avancés qui restent à la marge de l'économie mondiale.

Le problème central de la première partie de notre étude touche le domaine théorique de la pauvreté afin de la comprendre à travers l'identification de la pauvreté, l'indicateur de pauvreté et enfin l'approche théorique de la pauvreté. Au bout de chemin, nous allons concrétiser cette étude théorique à l'aide d'un cas pratique tel que le cas de la partie sud malagasy.

Partie II : PAUVRETE DANS LA PARTIE SUD MALGACHE

Selon l'Indice de Développement Humain Durable (IDH), Madagascar figure parmi les listes des pays les plus pauvres du monde. Elle porte en elle un « virus » nommé pauvreté qui ronge aussi bien le pays que la partie sud. Cette partie sud ayant une superficie de 164 000 km²³³ et possède 21 fivondronana répartie dans 4 régions³⁴ (Voir Annexe I). Etant la plus grande³⁵ des six provinces, la région de Tuléar devrait avoir plus de chance de se développer que les autres faritany pourtant la statistique est là pour démontrer le contraire. Sur ce, nous allons mettre en évidence en premier lieu un diagnostic régional pour pouvoir en tirer ensuite les manifestations de la pauvreté en second lieu afin d'en dégager des solutions dans la lutte contre la pauvreté pour briser le cercle vicieux de la pauvreté.

II 1- DIAGNOSTIC REGIONAL

La province de Tuléar présente des caractéristiques particulières qui la distinguent des autres provinces. Ici, nous n'allons pas étudier un à un toutes les localités existantes mais nous allons seulement prendre quelques échantillons prises sur la donnée de base existante dans le document ROR. Ainsi, Ambovombe représente la région de l'Androy, Tsivory celle de l'Anosy et Ankazoabo représente la région Atsimo Andrefana. Bien que ces échantillons ne puissent pas se venter de mieux représenter toutes les localités, elles nous offrent quand même une image flagrante de la situation du sud pour valider notre thèse comme quoi la partie sud souffre d'une extrême pauvreté. Pour bien mener le diagnostic régional, nous allons faire une description physique, ensuite une description socio culturelle et enfin une description économique de la partie sud.

³³ Andriantseho R Bernard ; Ratoejanahary Maxime ; « **Fiaraha –monina Fototra T5** », Trano Printy FJKM Imarivolanitra, page 73.

³⁴ Region Atsimo Andrefana, Region Androy, Region Anosy, Region Menabe

³⁵ Toliara 164 000 km² (page 73) Mahajanga avec 152 000 km² (page 57), Toamasina (71 250 km²) (page 65), Fianarantsoa 103 000 km² (page 47), Antananarivo 57 000 km² (page 18) et Antsiranana 43 500 km² (page 39) (Andriantseho R Bernard ; Ratoejanahary Maxime ; « **Fiaraha-monina Fototra T5** », Trano Printy FJKM Imarivolanitra)

11- Description physique

La région sud recouvre l'aire géographique de la province de Tuléar. Elle présente un relief particulier avec un domaine de pénéplaine en général. Nous allons décrire une à une les caractéristiques physiques propres aux trois régions précédemment choisies. Pour cela, nous allons étudier en premier la morphologie d'Ambovombe, de Tsivory et d'Ankazoabo. Ensuite ses climats et environnements et enfin les ressources en eau des trois régions.

111- Morphologie

Tout d'abord, nous allons voir la morphologie de la fivondronana d'Ambovombe en commençant par son relief. En fait, Ambovombe se situe dans l'extrême sud de la province de Toliara avec une superficie de 6515km²³⁶. Limité par le sous-préfecture d'Amboasary à l'Est et la zone côtière au sud. Ambovombe est caractérisé par une zone de terrain métamorphique au Nord, ensuite par la partie méridionale du massif volcanique de l'Androy au Nord Est. Et enfin, se termine par une région côtière appelée « zone de dune » tout au long d'un plateau sédimentaire. Maintenant, nous allons parler un peu du sol. Dans cette région, on rencontre deux zones géographiques à savoir la zone côtière et les zones jaunes sableux intermédiaires. Enfin, de part la nature géologique, on distingue aussi la zone sédimentaire et la zone cristalline³⁷

Maintenant, nous allons prendre la morphologie du second Fivondronana qui n'est autre que la région de Tsivory. Cette région figure parmi les 14 communes³⁸ d'Amboasary sud. D'abord, le Fivondronana d'Amboasary est situé entre le Fivondronana d'Ambovombe et celui de Fort Dauphin. Il est traversé par la RN 13 et limité au Nord et à l'Est par le massif d'Ivakoany, à l'Ouest par le Canal de Mozambique et au Sud par le Fivondronana de Taolagnaro. A l'intérieur de cette région se trouve la Commune de Tsivory qui est situé dans la partie cristalline de l'Androy avec un terrain rocaillieux. Les plaines étendues sont donc rares car la région est collinaire³⁹.

³⁶ Ministère des Finances et de l'Economie ; Secrétariat Général, Direction Générale de l'Economie et du plan-Direction de la Planification Globale et évaluation – Service de Politique Générale et méthodologie de planification ; « **Inventaire des fivondronana de Madagascar** » ; Novembre 2001; U15

³⁷ Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, Unité de politique pour le Développement Rural(UPDR) ; « **Monographie de la région d'Anosy** » ; page 3

³⁸ 14 Communes d'Amboasary : Amboasary, Behara, Ebelo, Elonty, Esire, Ifotaka, Mahafaly, Manevy, Maromby, Marontsiraka, Sampona, Tanandava, Tranomaro, Tsivory Ministère des Finances et de l'Economie ; Secrétariat Général, Direction Générale de l'Economie et du plan-Direction de la Planification Globale et évaluation – Service de Politique Générale et méthodologie de planification ; « **Inventaire des fivondronana de Madagascar** » ; Novembre 2001; U12)

³⁹ Mahalatsa Bedé; Rabibisoa Fidélis; Randrianatohinjanahary Trema ROR(Réseau d'Observatoire Ruraux); IFAD (International Fund For Agricultural Development); ONG KIOMBA. Equipe de Recherche Action Développement Sud-iège à Ambovombe ;« **Enquête communautaire de l'Observatoire Rural de Tsivory, Campagne 2004** » ; Dec 2004; page7

Le troisième Fivondronana c'est Ankazoabo qui se situe à la limite Nord Est de la région de Tuléar. Limité par Beroroha et Manja au Nord, par Sakaraha au Sud, par Ihosy à l'Est et enfin par Morombe à l'Ouest. Cette région est dotée d'un relief favorable à l'agriculture avec la basse vallée de Sakamavaka et la plaine de Berenty. Et même, dans certains endroits les cultures ont pourri faute d'eau abondant dans le sol. Quant au sol proprement dit, il présente trois caractéristiques; le premier brun et sablo limoneux favorable à la culture sèche comme le coton, maïs, manioc. Le second sol est noir argileux favorable à la culture et enfin sol rouge ou sol roux qui possède une forte rétention d'eau. Vu le caractère généreux du climat, les sols non cultivés sont couverts par des arbustives telles que les arbrisseaux épineux du nom de « Fatipoty » et « kasim-bazaha » qui abrite de maigre pelouse et des steppes arborées.

112- Climat et environnement

D'une manière générale, Madagascar est une île aux multiples climats, l'Ouest a un climat à deux saisons, le Sud et le Sud Ouest sont caractérisés par des régions semi-arides. Les hautes terres sont caractérisées par un climat tropical d'altitude. Le Nord Ouest et la cote orientale connaissent un climat tropical humide. L'Est du Pays est traversé périodiquement par des vents violents et des cyclones. Actuellement la dégradation de l'environnement constitue une menace pour sa biodiversité et compromet le développement des générations futures. Avant d'étudier cas par cas les trois localités précédemment choisies, nous allons d'abord voir un tableau qui retrace les menaces qui frappent la province de Tuléar à travers la proportion de ménages ayant été touché par des problèmes liés au climat ou à l'environnement, par province, en milieu rural.

Tableau N°01: Proportion de ménages ayant été touché par des problèmes liés au climat ou à l'environnement.

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Cyclones	10,4	8,0	7,5	NS	50,2	18,0	11,8
Inondation	4,6	4,1	24,7	10,0	3,2	8,1	8,8
Sécheresse	4,6	22,3	2,6	4,0	35,8	NS	12,6
Pluie tardive	4,2	12,5	NS	8,3	18,8	13,2	8,1
Pluie prématurée	3,7	NS	5,7	NS	1,3	22,3	3,8
Invasion acridienne	NS	NS	NS	NS	6,2	NS	0,7
Feux de forêt ou de brousse	2,4	0,4	5,4	7,5	3,8	NS	3,0
Maladies de plantes sur pied	4,7	17,7	8,1	2,5	35,4	12,9	13,0
Maladies de produits stockés	NS	3,0	NS	NS	4,9	NS	1,5
Maladies de bétail	6,5	21,5	29,2	4,3	22,1	8,0	16,8

Routes vers les marchés impraticables	NS	4,9	13,6	6,8	8,7	NS	5,6
Autres problèmes de climat	14,0	17,2	NS	2,8	NS	NS	7,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Sur ce tableau, la statistique témoigne que la province de Tuléar figure parmi les provinces le plus vulnérable dans le domaine climatique avec un taux suffisamment élevé. Cyclone 50,2% ; sécheresse 35,8%, pluie tardive 18,8% ; Invasion acridienne 6,2% et enfin maladies de plantes sur pieds 35,4%. Ces différents types de chocs peuvent affecter les ménages. D'une part, des cataclysmes naturels récurrents affectent la localité et engendrent des répercussions sur le bien-être de la population. Ainsi, des cyclones, inondations, sécheresses peuvent affecter la production agricole. Ensuite viennent les maladies des plantes sur pied. Par contre dans le milieu rural du sud, il s'agit en plus et surtout des maladies de bétail et de sécheresse.

Pour mieux comprendre, nous allons poursuivre l'étude par l'étude de cas d'Ambovombe, de Tsivory et d'Ankazoabo. En ce qui concerne Ambovombe, il est caractérisé par un climat semi-aride tropical avec une alternance de deux saisons bien distinctes. Une saison pluvieuse de novembre en mars et une saison sèche d'Avril en octobre mais avec un très faible pluviométrie car en moyenne, il tombe seulement 600mm de pluie par an étalé sur 75 jours dans l'Androy, ce qui explique d'ailleurs le type de végétation existant qui est composé de plantes Xérophiles. Heureusement que le sous-sol est riche en ressources minières telles que saphir, corindon, rubis, cristal ilménite, tourmaline, alpatite, quartz et mica

Contrairement à Ambovombe et par rapport à d'autres régions du sud, Tsivory est une zone humide qui possède un climat de type subaride intertropicale auquel s'alterne deux saisons. Une saison de pluie concentre 80% de la pluviométrie et s'étale de novembre en mars (5mois). Le second, c'est une saison sèche (6mois) qui se situe d'avril en octobre⁴⁰. Les précipitations sont très irrégulières dans le temps et dans l'espace, il y a même des années où il n'y a presque pas de pluie. La zone de Tsivory est très fertile surtout dans le bassin du fleuve Mandrare avec des sols latéritique en particulier sur les hauteurs. La végétation est composée d'Ahidambo(héeropogon contortus), savane herbacée dans la grande partie. Mais on rencontre aussi des tamariniers, euphorbes, acacis, fourrés xérophiles ou bush.

Maintenant, nous allons parler d'Ankazoabo, comme les deux autres régions précédemment décrites présente tous deux saisons distinctes, la région d'Ankazoabo quant à elle

⁴⁰ Mahalatsa Bedé; Rabibisoa Fidélis; Randrianatohinjanahary Trema ROR(Réseau d'Observatoire Ruraux); IFAD (International Fund For Agricultural Développement); ONG KIOMBA. Equipe de Recherche Action Développement Sud-ouest à Ambovombe ;« Enquête communautaire de l'Observatoire Rural de Tsivory, Campagne 2004 »; Dec 2004; page7

possède une saison de plus. En fait de novembre en mars, c'est la période de la saison chaude et pluvieuse appelée Asara, ensuite d'avril en juillet, c'est le moment de saison froide et sèche connu sous l'appellation d'asotry et enfin d'août en octobre, c'est le temps de saison sèche appelé afosa⁴¹. La région bénéficie d'une forte précipitation et une pluviométrie suffisante qui atteint 721 mm de hauteur moyenne en une année. Sur le plan économique, jusqu'à aujourd'hui, c'est le tourisme qui rapporte plus de devise étrangère pour Madagascar. Pourtant la région d'Ankazoabo possède encore des forêts primitifs qui couvrent une superficie de 10 000 ha environ avec des espèces animales qui vivent en toute liberté telle que Andranomafana; Forêts de Beroy, Tandrano ; forêt d'Ampanasovy et de Manandrea; Ankazoabo; forêts d'Ankazoabo et de Betsako; Berenty⁴² ; forêt Vohibasia, tous exploitables pour une fin touristique source de devise étrangère⁴³.

113 Ressources en eau

La zone sud est connue pour la sécheresse et son problème de l'eau, cela veut –il dire que dans cette région, on ne rencontre aucune cours d'eau ou rivière. La suite de notre étude va répondre à cette question. Le fleuve de l'Onilahy nous permet de donner une délimitation en 2 subdivisions de l'approvisionnement en eau potable dans le sud. Le Grand Sud situé au Nord de l'Onilahy et à l'Est de Mandrare constitue la première division et elle souffre de problème d'eau. Le Nord de l'Onilahy est la deuxième subdivision, ainsi dans ces localités, le problème de l'eau est moins crucial, voir même absent. Prenons d'abord la zone d'Ambovombe, elle est traversée par deux cours d'eau à l'Est par Mandrare et à l'Ouest par le Manambolo. Néanmoins, ces fleuves ont un débit irrégulier et un long étiage (assèchement). Comme cet assèchement de rivières de 8/12 mois(de mars en octobre) ne suffit pas, le climat semi-aride de la région aggrave aussi le problème de l'eau. De plus, la nappe phréatique est profonde(supérieure à 100m de profondeur) et le ravitaillement en eau est insuffisant. Ces situations viennent renforcer le problème d'eau dans la région et constituent donc un blocage pour le développement. Le tableau N°01 ci dessus témoigne cette cause. Ainsi, 70% des ménages ne sont pas satisfaits de la qualité d'eau utilisée. Ensuite, l'approvisionnement en eau dans cette région ne couvre que 15% de la population.

⁴¹ Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; Secrétariat général, Unité de politique de Développement Rural « **Monographie Observatoire Rural : Tuléar –Campagne 2004** » ; juin 2005, page 38

⁴² Réserve de Berenty situé à 80 km à l'Ouest de Taolagnero, domaine de 240 hectares de forêts primaires, préservé par Henri de Haulme en 1935, au beau milieu de sa concession de sisal. Tout est presque intact tant les faunes que les flores (lémurien, caméléon, serpent, reptiles, tortues...

⁴³ Ministère des Finances et de l'Economie ; Secrétariat Général, Direction Générale de l'Economie et du plan-Direction de la Planification Globale et évaluation – Service de Politique Générale et méthodologie de planification ; « **Inventaire des fivondronana de Madagascar** » ; Novembre 2001; U21

Et enfin, seulement 49% de la population obtient l'eau entre 15 à 30 minutes et d'autres sont obligées de faire plusieurs kilomètres pour en avoir d'où une perte de temps pour d'autres besoins.

Tableau N°02: Tableau retraçant la situation en eau de l'Observatoire d'Ambovombe

Eau	Données chiffrées 2004
Ménages s'approvisionnant en eau par citerne (en %)	15
Ménages puisant de l'eau dans des puits non aménagés(%)	58
Ménages insatisfaits de la quantité d'eau utilisée(en %)	70
Répartition des ménages selon la durée de trajet pour chercher de l'eau : - 15 à 30 minutes	49
- environ 60 minutes	14
- 120 à 180 minutes	21
- plus de 180 minutes	14

Source : République française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT; ROR « *Fiches signalétiques 2000 à 2004* », page20

Quant à Tsivory, elle est traversée par quelques fleuves dont certains sont intarissables comme Andratiana et d'autres tarissable comme Mandrare et autres rivières plus petites. De plus, l'AES a installé des bornes fontaines dans cette région. Ainsi donc, Tsivory n'est pas tellement affecté par le problème d'eau car la population peut s'alimenter en eau soit par les rivières existant, soit par l'intermédiaire des bornes fontaines installées par l'AES (Alimentation en Eau du sud). On peut même aller jusqu'à dire que l'implantation de barrage de dérivation pour l'irrigation par système gravitaire est possible. Ceci peut être exploiter à des fins économiques et même peuvent être une solution pour des régions touchées par les problèmes de l'eau.

La Commune d'Ankazoabo est riche en rivières, elle est traversée par les affluents du fleuve Mangoky. Juste à proximité de la ville se trouve la rivière de Sakamavaka dans la partie Ouest, viennent ensuite Isahona et Malio au Nord Est. A une certaine époque, Ankazoabo a été alimenté par des installations gérées par la JIRAMA mais actuellement, l'obsolescence de ses installations l'a rendu non fonctionnelles. Apparemment donc, la région ne souffre pas de manque d'eau mais en réalité le problème d'eau potable persiste même si l'eau existe surtout pendant les saisons de pluie. En fait, la saleté des eaux de rivières est parfois sources de maladie dans ses régions. Parfois aussi, les eaux détruites les cultures.

La description physique de la partie sud dénonce son caractère semi aride avec un faible pluviométrie et une végétation adaptée au climat, la plupart de la région a une difficulté au niveau de l'eau. Cette difficulté constitue un obstacle majeur au développement ne serait ce que dans le domaine de la santé, de l'hygiène, de temps disponible et de choix des zones de production. Ceci nous amène à faire une description socioculturelle du sud.

12- Description socioculturelle

Madagascar connaît une évolution démographique⁴⁴ rapide et comptait aux alentours de 14 millions d'habitant avec un taux d'accroissement naturel de l'ordre de 2.8 %. Madagascar se classe parmi les pays les plus pauvres du monde: le revenu annuel par habitant est d'environ 250 \$; près de 80 % de la population vit de l'agriculture de subsistance; les services de santé et d'éducation sont inadéquats. Seulement 54 % de la population a accès à l'eau potable en zone urbaine, et 4 % en zone rurale. L'espérance de vie est de 52 ans, la mortalité infantile, de 89 ‰ et le taux d'alphabétisation, de 46 %⁴⁵. Elle se caractérise par une population jeune et inégalement répartie dans toute l'île et par une forte fécondité, une espérance de vie à la naissance très faible. La population est composée de 18 ethnies parlant la même langue mais ayant des dialectes régionaux différents et possède chacun leurs propres pratiques ancestrales. Ceci fera l'objet de la suite de notre analyse.

⁴⁴ Source: RGPH 93 (2^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat)

⁴⁵ Daniel F. Lambert ; Serge P Lachapelle ; Ny Fanja Rakotomalala « **Projet Ilménite, Etude d'Impact social et environnemental** » CDRom

121- Démographie

Selon l'estimation faite, les premières installations à Madagascar remontent à 2000ans. L'origine des premiers arrivants reste obscure même si on parle souvent de « Vazimba » dans l'histoire alors que l'on sait que ceux qui sont venus plus tard avaient traversé l'Océan indien probablement de l'Ile de Bornéo. En 1990, la population malgache est estimée à 11.47 millions et celle de Tuléar à 1.49 millions d'habitant soit 13% de la population totale sur près de 33% de la superficie totale. La même année, la densité moyenne est de 8.1hab/km² contre 20 hab/km² en moyenne pour l'ensemble de l'île et des taux de croissance annuelle de 3.3 % contre 3.1 % pour le pays⁴⁶. Il représente la plus grande diversité ethnique, le Malgache constitue une langue commune entre groupe qui par ailleurs gardent leur identité culturelle et les traditions propres⁴⁷. Pour poursuivre le raisonnement, nous allons prendre un à un les trois zones d'observations.

La commune d'Ambovombe compte 62271 contre 200252⁴⁸ dans le fivondronana d'Ambovombe Androy. La taille moyenne des ménages atteints 6,3. Nous allons tout de suite voir le tableau résumant les indicateurs fondamentaux d'Ambovombe.

Tableau N°03: Indicateurs fondamentaux d'Ambovombe

Superficie	6 515 km2
Population(est 99 base RGPH 93)	173 441 habitants
Population(RA 99)	178 331 habitants
Densité démographique	27.4hab/km2
Taux de croissance démographique(99)	1.4%
Taux d'urbanisation(00)	31.1%

Source : Ministère des finances et de l'Economie ; Secrétariat Général – Direction Général de l'Economie et du Plan ; direction de la Planification globale et évaluation, Service de Politique générale et méthodologie de planification ; « Inventaire des Fivondronana de Madagascar », novembre 2001; page U21

⁴⁶ République de Madagascar, Commissariat au Développement intégré du Sud ; « **Plan Cadre du Développement de la région du sud : Table ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993 ; Page 32

⁴⁷ Office Nationale de l'environnement, « **Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtière de Madagascar** », page 62

⁴⁸ INSTAT ; « **Estimation de la population par Firaiana** », page 24

Dans cette 2^{ème} zone d'observation, le peuple opte encore pour un ménage à grande taille. Ainsi, même si la taille moyenne des ménages est de 5.0 à 6.3 personnes pour le pays tout entier, cette taille moyenne atteint 6.3 à Ambovombe tout comme à Tsivory, Soavimbahoaka, Farafangana⁴⁹. Ici, nous allons prendre comme repère la Commune d'Amboasary Atsimo pour l'étude de Tsivory. Dans cette région, la population compte 12 176 parmi les 2 430 000 vivant à Tuléar⁵⁰ contre 164843 pour le fivondronana d'Amboasary Atsimo.

Tableau N°04: Indicateurs fondamentaux de Tsivory

Superficie	10 173km ²
Population(est 99 base RGPH 93)	142 748 habitants
Population(RA 99)	147 643 habitants
Densité démographique	14.5hab/km ²
Tauxdecroissancedémographique(99)	1.7%
Taux d'urbanisation(00)	18.9%

Source : Ministère des finances et de l'Economie ; Secrétariat Général – Direction Général de l'Economie et du Plan ; direction de la Planification globale et évaluation, Service de Politique générale et méthodologie de planification ; « Inventaire des Fivondronana de Madagascar », novembre 2001; page U12

Le troisième zone à étudier c'est Ankazoabo, cette commune compte 24 208 habitants contre 52 260 dans le Fivondronana d'Ankazoabo Sud⁵¹.

Tableau N°05: Indicateurs fondamentaux d'Ankazoabo

Superficie	8 834
Population(est 99 base RGPH 93)	45 255 habitants
Population(RA 99)	49 990 habitants
Densité démographique	5.7 hab/km ²
Tauxdecroissancedémographique(99)	2.2%
Taux d'urbanisation(00)	46.3%

Source : Ministère des finances et de l'Economie ; Secrétariat Général – Direction Général de l'Economie et du Plan ; direction de la Planification globale et évaluation, Service de Politique générale et méthodologie de planification ; « Inventaire des Fivondronana de Madagascar », novembre 2001; page U21

L'ensemble de la population de la région croît à un rythme annuel de près de 3.5%⁵², soit un doublement de la population du sud en 20 ans. Parfois, la population de la région sud est voué à la migration. Cette migration de population n'est pas nouveau est due au problème climatique

⁴⁹ Réseaux des Observatoires Ruraux Madagascar; « Les Cahiers du ROR Numéro 6 »- novembre 2005- Les ménages ruraux durant la campagne 2004, page 09

⁵⁰ INSTAT ; « Estimation de la population par Firaiana » ; page 24

⁵¹ INSTAT ; « Estimation de la population par Firaiana » ; page 24

⁵² République de Madagascar, Commissariat au Développement intégré du Sud ; « Plan Cadre du Développement de la région du sud : Table ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)», décembre 1993 ; Page 143

qui sévit périodiquement dans cette région. Viennent ensuite plusieurs cas de migration spéculative, surtout à l'occasion de l'exploitation de mines d'or et de saphir de petite envergure. Il semble donc que les gens soient plus attirés par cette migration puisqu'ils croient pouvoir tirer un revenu personnel de l'activité, sans avoir à chercher un emploi formel. Voilà en ce qui concerne la démographie, que peut-on dire des ethnies du sud ?

122- Ethnies du Sud

La partie sud accueille presque toutes les ethnies de Madagascar. Un anthropologue américain RALPH Linton a fait une étude sur Madagascar. Cette étude fait ressortir trois subdivisions à savoir les populations de la Côte Est, celle des plateaux et enfin l'Extrême Sud et l'ensemble de la côte Ouest⁵³. L'aire qui nous concerne ici touche l'extrême sud malagasy. En général, cet extrême sud constitue une zone d'accueil permanente des autres tribus de Madagascar, néanmoins les « Tompontany »⁵⁴ restent majoritaires.

La partie Ouest de l'Anosy est occupée par les tribus des Antandroy. Ainsi, ce peuple Antandroy constitue la quasi-totalité de la zone méridionale, souvent mélangées au Mahafaly du Sud Ouest. Au XVIII^{ème} siècle, des tribus d'origine Sakalava, Bara, Antanosy rejoignent celle de l'Antandroy⁵⁵. Les tribus originaires de l'Anosy habitent dans la partie Ouest de la zone sèche du Sud au début de XVI^{ème} siècle, ils sont souvent mélangés aux autochtones et forment le peuple Mahafale. Sur la côte, séparés des Mahafale par un plateau calcaire désertique, vivaient les Vezo pêcheurs et les Tanalana. La région méridionale de Hautes Terres est occupée par les Bara.

53 République de Madagascar, Commissariat au Développement intégré du Sud ; « Plan Cadre du Développement de la région du sud : Table ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993 ; Page 62.

54 Premier occupant de la région

55 République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes) », Décembre 1993, page 62

Ainsi, L'Est dans la zone d'influence de Taolagnaro est aussi habité par les Antandroy, les Antanosy et les Bara. L'Ouest dans la zone d'influence de Toliara est accaparé par les Antandroy, Mahafale, Vezo, Masikoro. Et enfin le Nord dans le plateau cristallin et la frange côtière sont occupés par les Bara, Mahafaly, Sakalava, Antandroy⁵⁶. Divers flux migratoires sont enregistrés dans la partie sud du pays, les raisons en sont multiples à savoir les conquêtes d'autres ethnies, la surpopulation, la sécheresse périodique, l'inondation, la recherche d'un emploi rémunérateur.

123- Coutume et tradition

Avant la société a été divisée en caste⁵⁷ mais aujourd'hui la division par clans (foko), lignages (raza) ou groupes de parenté (tarike) sont visibles surtout en milieu rural. Ils ont chacun leur propre identité culturelle et traditionnelle. Dans la section qui va suivre, nous allons essayer de soulever quelques points qui marquent l'identité de la partie Sud Malgache. Et comme la population se mélange, on ne peut pas séparer un à un les traditions des trois régions que l'on veut mettre en évidence.

En fait, la partie sud malgache est très conservatrice et adopte un degré de traditionalisme aigu. La plupart des traditions et des coutumes sont fondées sur les principes du culte des ancêtres, de l'attachement à la terre, du respect des tabous. Par ailleurs, le droit coutumier dicte les comportements individuels et collectifs des gens même si ces droits sont parfois en contradiction avec les droits modernes. Ce qui justifie également, le pouvoir sacré des anciens sur les jeunes et celui des hommes sur les femmes. D'aucuns savent que depuis la nuit des temps, l'activité principale du sud est l'élevage. Cet élevage n'est pas seulement destiné à des fins économiques (revenus monétaires) mais aussi et surtout à des fins socioculturelles. Disons même que l'élevage constitue le fondement même de leur existence, en particulier les zébus qui le suivent depuis la naissance jusqu'à la mort. La fonction sociale du troupeau se situe dans les sacrifices qui accompagne les cérémonies lignagères, la naissance, la circoncision, le mariage, les funérailles, on ne peut pas s'en passer si on parle de la partie sud. Prenons le cas des peuples Antandroy qui sacrifie nombreux bœufs ou tout le patrimoine du défunt lors de ses funérailles⁵⁸, la notion d'héritage(lova) d'une génération à une autre n'existe donc pas. Dans ces sociétés, la

⁵⁶ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes) », Décembre 1993, page 64

⁵⁷ Roi, Noble, homme libre, esclave

⁵⁸ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 58.

possession d'un troupeau important est aussi bien signe de prestige, d'expressions du pouvoir et aussi de puissance. Un autre exemple, lors des rites de circoncision « savatse », de la pérification ou guérison « sandratse » et le « bilo », les gens octroient des dépenses énormes qui dilapide la caisse familiale.

Le poids de la tradition marque une trace important sur la vie socio culturelle et socio économique de la région sud. Dans les pays Bara par exemple, il y avait une époque ou le vol de bœuf était considéré comme un sport marquant le passage de l'état de jeune à l'âge adulte, ce qui constitue d'ailleurs un signe de force⁵⁹. Ensuite, jusqu'à aujourd'hui encore, le phénomène « malaso » (vol de bœuf et acte de banditisme) est lié au problème interlignages, ce qui fait que les « mpanolotra » donnent des renseignements aux Malaso.

Dans le milieu rural sud, la fabrication des maisons qui dépasse celle des parents ou des « mpita hazomanga » est interdite. Concernant les terres qui sont attribués par les responsable lignagères, ceci reste non cultivées en l'absence de propriétaire émigré⁶⁰. Quant aux femmes, elles sont souvent victimes de discrimination vis à vis des hommes bien que ces discriminations ne soient pas synonymes d'irrespect envers les femmes. En fait, elles occupent une place médiocre et insignifiante dans la société (marginalisation de la femme), sont vouées à des taches de reproduction. Leur rôle se limite au «décorateur de foyer» en tant qu'épouse et mère. En ce sens, la plupart des femmes ne bénéficient d'aucune attention particulière de la part des hommes. Dans la région sud. Les femmes ne partagent aucun pouvoir officiel, elle n'a pas un droit de parole lors des kabary. Elles ne peuvent pas participer à la gestion des affaires communes⁶¹.

⁵⁹ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 68.

⁶⁰ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 146.

⁶¹ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 145.

Dans beaucoup de régions, la coutume interdit l'accès des femmes et des cadets aux ressources telles que les moyens de production (terre, crédit), ceci est à l'origine de leur faible participation à la vie économique cela veut dire donc qu'elles sont exclues aussi de la propriété personnelle, des biens et de l'argent⁶², cela veut dire que le système de succession patrilinéaire exclut la femme de l'héritage.

Au niveau des ménages, l'attachement à une norme traditionnelle devient de plus en plus un obstacle au développement. La limitation de naissance ne se diffuse que très lentement dans ces régions car l'éducation sexuelle est considérée comme «sujet tabou» selon les normes traditionnelles. En fait, la tradition exige encore le respect des mythes ancestral de grande famille. Ce qui explique la résistance des femmes en matière de planning familial en insistant sur le fait que l'enfant est offert grâce aux bénédictions divines et ancestrales. D'où le problème de surpopulation aiguë par rapport aux ressources naturelles et humaines⁶³. Selon les estimations, avec un taux de croissance annuelle de l'ordre de 3.3% supérieur à la moyenne nationale(3.1%), la population de la région s'élèverait à 1 730 000 en 1995 ; 2 000 000 en 2000 et 2 723 000 en 2010, ce qui représente plus qu'un doublement (211%) par rapport à la population actuelle⁶⁴.

Dans la plupart des cas, les traditions et croyances constituent à la fois des contraintes et des opportunités pour le développement. Certes, les traditions favorisent la cohésion sociale, l'homogénéité culturelles, l'accentuation des prestations réciproques (filongoa) néanmoins dans certains cas cela induit une interaction négative à la vie économique de la région. Finalement, le sous développement de la Région est lié à l'état d'esprit de la population locale sans oublier également l'absence d'organisation socio-économique. A fortiori, la sensibilité aux questions de genre, la manque d'instruction sont à l'origine des problèmes de pauvreté.

⁶² République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 74.

⁶³ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 59.

⁶⁴ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 59.

13- Description économique

Parmi les six provinces, Tuléar occupe l'avant dernier rang en matière de production avec seulement 1 592 300 ha de terres utilisables représentant 10.39% de la superficie totale et 218 336ha effectivement cultivés représentant 13.72% des surfaces utilisables⁶⁵ (Année 90). L'ensemble de production citée donne 13% soit 690 000 tonnes contre 5 320 700 tonnes de la production totale de l'île et correspond à peu près aux besoins de la population. Il produit tout juste leur consommation et dispose peu des produits de rente à exporter excepté pour le sisal. Ce dernier fait travailler environ 6000 personnes à l'Ouest de Fort Dauphin et près de 12 000 tonnes⁶⁶ sont exportées chaque année. Mais au cours de dernière décennie, les prix les plus compétitifs de la concurrence ont eu un impact négatif sur l'industrie. Ensuite, le sud occupe le 2^{ème} rang sur les 6 provinces pour l'élevage bovin et produit animaux. En 1989, le sud regroupe 2.16 millions de bovins sur un ensemble de 6.9 millions, soit 31.3%⁶⁷ pour l'ensemble du pays. Compte tenu du phénomène d'extrême pauvreté qui sévit dans le sud, le niveau économique des ménages demeure très bas. Cela équivaut à des privations multiformes qui se répercutent directement sur les ménages. La mise à travail des enfants en est la preuve due à l'insuffisance des revenus dont 68.3% est consacré à l'alimentation⁶⁸.

131-Activité économique

L'activité économique de la partie sud malagasy tourne autour de l'élevage et de l'agriculture. Avant l'Arrêté par Décret de 1991⁶⁹, la Commerce de bovidé a constitué une ressource important pour les paysans, les commerçants, les collectivités de l'Etat. En tout cas, l'élevage n'est pas pratiqué dans le but de la consommation alimentaire mais à des fins financiers. L'argent n'est pas reconnu comme facteur d'animation économique, la quasi-totalité du revenu additionnel est investi dans le troupeau. La population achète des zébus à un moment prospère de sa vie et vend ses troupeaux en cas de besoin, en quelque sorte les zébus jouent le rôle de banque et c'est aussi un signe de richesse social.

⁶⁵ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 33.

⁶⁶ Daniel F. Lambert ; Serge P Lachapelle ; Ny Fanja Rakotomalala « **Projet Ilménite, Etude d'Impact social et environnemental** »CDRom

⁶⁷ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 34.

⁶⁸ EPM 97 (*Enquête Permanent auprès des ménages*)

⁶⁹ Arrêté par Décret de 1991 suites à des plaintes des services sanitaires du Comores pour l'exploitation d'animaux non vaccinés (bœuf volé) a ralenti l'exportation officielle de bœufs sur pied à partir de Taolagnaro et Toliara et de viande à partir de l'abattoir de Morondava. Cet abattoir, réhabilité sous financement du FED n'a pas reçu l'agrément de la CEE pour l'exportation de viande sur l'Europe.

La concurrence se poursuit entre l'élevage et l'agriculture et occupe une place considérable dans la vie des paysans. Le droit foncier traditionnelle classe les terres en 3 catégories : Terre « lova » obtenus par héritage (terres de rizières ou champs de baiboho), les terres « hatsake » obtenus sur accord du chef de lignage, les terres de droits pastoraux « toets'aombe » dont les droits d'usage sont accordées par les propriétaires lignagers⁷⁰. Dans les régions agricoles; on pratique des méthodes traditionnelles (outils rudimentaires, piétine par bœufs, labour à l'angarie, le repiquage à la main, pas de semences améliorées ni sélectionnées, pas d'engrais, récolte à faucille). La culture vivrière occupe une grande place au détriment des cultures de rente à l'exception du coton et de sisal. Quant à la production de riz, la population pratique des cultures successives : vary asotry, vary aloha, tivala taona selon la disponibilité en eau, les conditions topographiques et le relief. Ces calendriers peuvent varier d'une région à une autre. Les activités de pêche maritime sont aussi en expansion (langouste, crevette, poissons) et ne connaissent pas trop de problème de commercialisation mais a besoin de d'infrastructures améliorées pour réaliser son potentiel de croissance. Nous allons étudier un à un la région d'Ambovombe, de Tsivory et d'Ankazoabo.

Les peuples d'Ambovombe sont agro-éleveurs. Effectivement, la culture souvent non mécanisé et traditionnels est surtout destinés à la consommation pour subvenir aux besoins familiaux et l'élevage constituent la richesse potentielle et authentique des Antandroy. Les principales cultures sont adaptées aux caractères semi-arides du pays comme les tubercules, les légumineuses (antaka, voanemba) le maïs, le manioc et la patate douce qui constituent justement l'aliment de base de la population locale. C'est en fait l'un de rare région de Madagascar qui ne cultive pas de riz. Vu la faiblesse de revenu familiale, les ménages sont en fait obligés de pratiquer au moins une activité secondaire pour survivre à savoir le travail de démarcheur, le tissage (Voir Annexes 2). A part cela, on assiste aussi à une pêche maritime qui est aussi source de revenu de la population surtout pour ceux qui vivent dans les zones côtières. Les principaux produits sont les crevettes, les langoustes et autres produits de mer. Récemment, l'exploitation minière est aussi en vogue depuis le phénomène saphir et d'ilménite. Le gisement d'ilménite couvre une superficie de 6000ha (100ha=1km²) sur une distance d'environ 60km.

⁷⁰ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 99.

Tableau N°06 : Revenu et dépense des ménages

Revenu et dépenses des ménages	Données chiffrées				
	2000	2001	2002	2003	2004
Revenu disponible brut des ménages (Arx1000)	400	420	335	485	566
Part des revenus agricoles dans le revenu disponible (en %)	21	33	30	15	29
Revenu disponible brut par tête (Arx1000)	83	87	66	94	109
Dépense par tête (Arx1000)	67	47	46	70	91

Source : fiche signalétique de l'observatoire, page 19

Comme toute région du sud, la principale activité des ménages est aussi l'élevage et l'agriculture pour la région de Tsivory. Dans ce domaine, Tsivory est plus avantageux car non seulement la terre est favorable à tous type de culture mais aussi une infrastructure agricole et sociale a été mise en œuvre avec le Projet de Haut Bassin de Mandrare. Ainsi, une zone de riziculture irriguée et une zone des cultures de tanety sont en vue. Bref, Tsivory peut diversifier ses cultures et elle ne se trouve pas confrontée par le problème d'eau qui menace la partie sud. Ce qui explique l'aliment de base qui demeure le riz et le manioc. (Voir Annexe3). Le tissage et le commerce constituent les activités secondaires génératrices de ressources pour le ménage. Les recettes fiscales restent très basses, ce qui se traduit par la faiblesse des activités économique de Toliara. Seul le sisal donne une recette fiscale et souligne l'importance économique de la zone de Taolagnaro⁷¹.

Quant à Ankazoabo, comme les autres régions, Ankazoabo ne constitue pas une exception car elle est aussi agro-pastorale. Le caractère variant de sol et la condition climatique exceptionnelle sont un atout pour avoir un bon rendement en matière de culture. Elle favorise ainsi la variation des cultures (manioc, maïs, patate douce). Quant à l'élevage bovin, il tient une place primordiale dans la vie des paysans ne serait ce que pour les travaux agricoles, le transport, les manifestations culturelles (coutumes et rites) et c'est d'ailleurs un signe de richesse sociale. Dans cette zone, l'élevage de mouton, caprin, porc, volailles, dindon(Analambarika)⁷² occupent également l'activité économique génératrice de revenu. L'activité secondaire c'est le tissage, la fabrication de charrette, hache, artisanat, forge, petit commerce, salariat agricole. Tout comme Ambovombe, l'alimentation de base est le manioc, maïs et patate douce.

⁷¹ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 35.

⁷² Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; Secrétariat général, Unité de politique de Développement Rural « **Monographie Observatoire Rural : Tuléar –Campagne 2004** » ; juin 2005, page 39

Tableau N°07 : Nombre de salarié de différents secteurs d'activités

Secteur	Nombre de Salariés Région	Nombre de Salarié Ensemb	%
Secteur primaire	10307	113246	9.1
Secteur Secondaire	1500	47918	3.3
Secteur Tertiaire	7546	109213	6.9
Ensemble	19413	270377	7.2

Base 1990

Figure N°0 : Nombre de Salariés de la région sud

La présente figure illustre le fait que la partie sud de Madagascar est encore dominée par le secteur primaire vu le nombre de salarié qui se trouve dans ce secteur avec plus de 53,09% du salarié total de la région sud contre 7,73% seulement pour le secteur secondaire et 38.87% pour le secteur tertiaire. En fait, la situation économique du sud est caractérisée par un monde de production de type subsistance précaire, parfois à la limite de la survie d'où la sécheresse et la famine. Déclaration de sinistré en 1991⁷³. Les chiffres montrant, pour la région sud, la prédominance du secteur primaire, bien qu'inférieur au coefficient de population et la faiblesse des industries de transformation. Ceci ne fait que confirmer l'analyse faite comme quoi la partie sud est sous développés⁷⁴. L'exportation de quelques produit agricoles à faible valeur ajoutée ou à avantages comparatifs régionaux intéressants comme le coton, l'arachide, le sisal, les plantes médicinales etc. soit vers l'extérieur, soit vers les autres régions (manioc, maïs) n'arrivent pas à compenser le vide.

⁷³ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 59.

⁷⁴ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 36.

132- Infrastructure

En matière d'infrastructure routière, le Sud est desservi par 5700 km de route. La difficulté de la tâche et le poids financier de l'entretien de route en ait la cause En matière d'infrastructure, la région sud se trouve dans une situation très préoccupante que ce soit en matière d'infrastructure routière, sociale (sanitaire, administration) ou économique (marché, port, aéroport). Hormis les routes ou plutôt la piste, les moyens de transport sont relativement réduits. Les liaisons aériennes sont de moins en moins nombreuses. Il n'y a pas de liaison ferrée liées aux ports, ni de voies navigables réguliers sur les grands fleuves. Ainsi, seul le réseau routier ou plutôt les 4 routes nationales (RN)⁷⁵ sont praticables même s'ils sont dans un état déplorable surtout pendant les saisons de pluie. La région de Tuléar possède 3 ports maritimes⁷⁶ qui assurent les relations avec le monde extérieur. Ces ports souffrent de vétusté et du mauvais état des infrastructures et des équipements qui nécessitent des réhabilitations. Vienne ensuite la situation alarmante des aérodromes qui sont utilisés en dessous de leur capacité car les pistes sont en mauvaises état, de plus les équipements adéquats fait défaut aussi. Or, la réhabilitation et le rééquipement des aérodromes de Toliara a un intérêt vital pour le désenclavement de certaines régions (Ankavandra, Manja, Mandambe, Beroroha, Bekily). En fait sur les douze aérodromes de Tuléar, seulement neuf sont ouverts à la circulation aérienne publique⁷⁷.

Malgré toutes les qualités et les avantages offerts par la nature dans certaines régions du sud, la région a un sérieux problème en matière d'infrastructure routier. C'est effectivement une zone enclavée car les routes se trouvent dans un mauvais état et non praticable surtout pendant les saisons de pluie. Ainsi les paysans sont quelques fois obligés de faire plusieurs kilomètres à pieds pour vendre leur produit d'où la préférence pour la collecte directe par des opérateurs locaux même à un prix dérisoire et avilissant. Ce qui empêche l'écoulement des produits faute de moyen de transport. L'approvisionnement et l'évacuation des produits sont aussi assujettis aux problèmes de faiblesse des circuits commerciaux, d'impossibilité de communiquer avec les régions productrices. Dans ce cas précis, la théorie des échanges inégale est vérifiée au niveau national. Comme disait François Perroux, le sous développement correspond au « blocage de croissance » résultant de la domination des pays développés sur les pays sous développés. Cet « échange inégal » qui maintient les pays en développement dans la production de produits

⁷⁵ Les quatre RN sont : la RN7 qui relie le port de Toliara à la Capitale, la RN13 qui relie Taolagnaro à Ihosy avec un état très médiocre bien que plus court, il est le plus souvent délaissé au profit de l'itinéraire RN 10 et RN7. La RN9 qui relie Toliara à Morombe (283 km) est en très mauvaise état, pire que la RN13; presque impraticable en saison de pluie et enfin, la RN10 (434 km) qui relie Toliara et Taolagnaro est l'axe routier le plus important de la région.

⁷⁶ Lest trois ports maritimes sont le port de Toliara, celui de Taolagnaro et enfin celui de Morombe

⁷⁷ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 96.

de base (d'origine agricole et minière) et les condamnent à servir de débouchés aux produits manufacturés des pays industrialisés⁷⁸. Ce problème touche effectivement les paysans car ils achètent à un prix exorbitant des autres biens de consommation, les PPN (Produits de Première Nécessité) et même ses propres productions collectées par les opérateurs locaux au moment de saison de sèche. Or, ces mêmes paysans vendent à un prix très bas des produits agricoles et miniers. Ici dans notre cas, commerçant, collecteurs et opérateur économique prennent la place des pays développés et les cultivateurs celui des pays en développement. La plupart des commerçants sont des indiens appelés « karana » qui signifie comptable. Ce dernier tient un rôle économique important et ayant et assure l'essentiel des transactions de la région.

En matière agricole, l'infrastructure économique constitue un des problèmes car les paysans sont obligés d'attendre les eaux de pluie pour arroser les cultures sèches. En fait, les petits et grands périmètres irrigués ainsi que des barrages agricoles font défaut or que l'irrigation est indispensable. En somme, la superficie en rizière de Tuléar est estimée à 89000ha dont 20000ha encadrés par un(1) grand périmètre irrigué (GPI) de 1000ha et des Petits périmètres (PPI) entre 100 et 1000 ha. Pour remédier au problème, les paysans adoptent une solution peu satisfaisant en instaurant des petites dérivations le long des cours d'eau qui recouvre peu de surface rizicole. Concernant le marché, après l'échec des Vatoeka (fonds de commercialisation des Fokontany), on est revenu au système de Commerçant Collecteurs. Ce dernier assure la vente des PPN qui répond aux besoins de la population locale et en même temps ils collectent les produits des paysans à un prix pas très confortable. C'est en quelque sorte le retour à une économie de traite sous une nouvelle forme plus professionnel puisque l'Etat se désengage. Enfin, parmi les six provinces, Toliara possède moins d'industrie, et même ceux qui ont existé ont fermé aussi ses portes. D'où l'appellation ironique de Toliara comme étant un cimetière de projets. La limitation de la demande en ait la cause car ceci est seulement destiné à la consommation. Cette limitation de demande réduit aussi la production d'où la fermeture des usines déjà existant. Sans citer également, le manque d'encadrement technique et d'appuis financiers par l'installation des banques ou des associations de crédit comme le TIAVO, CECAM. Et même les installations déjà existant cesse de fonctionner. C'est le cas des installations d'adduction d'eau de la JIRAMA dans la zone d'Ankazoabo. Le problème se poursuit avec les infrastructures sociales, en fait l'infrastructure éducative, sanitaire et administrative sont se trouvent aussi dans une position lamentable. La Brigade de la Gendarmerie Nationale ne couvre pas les régions plus éloignées d'où le problème d'insécurité

⁷⁸ Jean Yves Capul ; Olivier Garnier ; « **Dictionnaire d'Economie et de sciences sociales** » ; Hatier, Paris, Avril 1996, page 139

133- Institution et Service

Au lendemain du « kere » de 1991-1992, la région d'Ambovombe est devenue le centre d'intérêt du reste de l'île et accueille divers projets et association. Ainsi, on peut citer l'AES qui œuvre dans le ravitaillement en eau potable par pipeline depuis août 1996 et couvre les villes et villages du sud de la RN10⁷⁹. Vu la sécheresse dans la région et la manque d'eau potable. Le projet KIOMBA dans le Système d'Alerte Précoce (SAP) porte son appui technique et matériel avec le financement de l'Union européenne et suit de près la situation alimentaire dans 87 communes du sud de Madagascar, étendues sur une zone de 50000 km² comprenant environ un million d'habitant. L'objectif du SAP est d'avertir le gouvernement et les bailleurs de fonds en cas de difficultés alimentaire afin de pouvoir et organiser des distributions d'aides alimentaires sous forme de vente subventionnées ou de vivre contre travail.

Un autre service connu sous l'appellation de CGDIS (Commissariat Général au Développement Intégré du Sud) travaille aussi pour la région Atsimo Andrefana, Androy, Anosy. Elle œuvre dans la Gestion Intégrée de la Zone Côtière (GIZC) avec la participation du PNUD/FAO/IHSM(Institut Halieutique et des Sciences Marine). Mais le problème qui s'impose c'est le faible coordination entre les projets. Viennent ensuite, l'analphabétisme, le niveau de vie très bas de la population, l'enclavement ou tout simplement l'indifférence d'une partie importante de la masse rurale envers le projet en question. Cette situation se manifeste également par l'ignorance de la législation par la majorité de la population. De plus, le niveau de vie très bas de la majorité des citoyens ne leur permet pas de s'informer sur leur droit et obligations.(Voir Annexe 4)

Quant aux agences bancaires, ils ont peu de contact avec le milieu rural. En fait, les agences des autres banques (BNI et BFV) dépendent de leur Agence Centrale à Antananarivo⁸⁰. C'est en fait, les Banques, les Collecteurs, les grossistes et les transporteurs qui jouent le rôle de pôles économique dans l'extrême sud malagasy mais le crédit rural n'est pas encore développé. La situation des services technique est particulièrement préoccupante, on constate une multiplicité et dispersion des actions mais avec un manque de coordination entre services et une absence de plan général et d'action programmée à l'exception de celles financées par les fonds

⁷⁹ Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Unité de politique pour le Développement Rural(UPDR),

« **Monographie de la Région d'Anosy** »,juin 2003, page 27

⁸⁰ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 90.

extérieurs qui imposent leur norme et leur orientation, souvent inadapté aux besoins de la population locale. Pour étoffer l'édifice, les moyens de fonctionnement sont déficients : suivi, contrôle évaluation sont absents malgré la disponibilité des hommes capable de contribuer au développement après formation.

Avant, ce sont les collectivités, organes de support de la décentralisation qui mène la gestion politico-administrative et assure la participation de la population à la gestion du pays. Actuellement Madagascar est soumis à une organisation basée sur une subdivision de 22 régions. Malgré ce nouvel ordre politico-administratif, on constate la persistance de la faiblesse des investissements socio-économique, l'insuffisance de la formation en développement des conseillers et membres exécutifs en vue de la prise de la devenir par les communautés villageoises. Effectivement ce nouveau système régional peut devenir un terrain d'exercice de la démocratie et de prise en charge des problèmes spécifiques de chaque région. Néanmoins, le problème du budget, de récupération d'impôt et de taxes, d'établissement de compte administratif (manque de capacité, d'investissement avec les moyens financiers correspondants), conflits de compétence entre Comité exécutif et Comité législatif (Région et sous préfecture). Il s'agit de déconcentration et non décentralisation, les moyens et la façon de les utiliser continuant à arriver « d'en haut »

Concernant les services bancaires, ils ne s'adressent pratiquement pas qu'aux zones urbaines ou secteur agricole modernes et aux commerçants. Ces Banques ne connaissent pas les paysans où les connaissent mal. Comme tout marché, celui de l'argent a ses règles, Il doit offrir sécurité et rentabilité or le paysan isolé n'est pas un interlocuteur valable et solvable. C'est pourquoi, il n'existe pas de crédit pour l'équipement des exploitations agricoles traditionnelles qui n'offrent pour l'instant aucune garantie réelle et aucune organisation de marché. Ce problème de crédit ne concerne pas seulement les exploitants traditionnels mais aussi les petits commerçants et les artisans qui travaillent en symbiose avec les paysans dans les divers domaines des activités rurales.

Le diagnostic de la pauvreté dans le chapitre premier nous donne une explication sur la situation de la partie sud. A cette fin, on peut se demander dans quelle mesure ses caractéristiques sont liées à la probabilité qu'ils deviennent pauvres. Sur ce nous allons voir les manifestations de la pauvreté qui le met à la merci d'une dépendance extérieure.

II 2- MANIFESTATION DE LA PAUVRETE

Selon l'Indice de Développement Humain Durable (IDHD), Madagascar se situe régulièrement parmi les 30 pays les plus pauvres du monde⁸¹. Près de trois quarts de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en 1993 et le taux de pauvreté s'élève à 74,1% en 2004⁸². La même année le PIB s'élève à 5.3%, le taux d'inflation de 13.8% en 2004⁸³. Le faible accès à une quantité suffisante d'eau potable, la faiblesse de la croissance du PIB, la condition de vie médiocre de la population met le pays dans une situation critique pour la survie et le développement. Quant à la partie Sud, elle n'a jamais profité des recettes d'exportations (vanille, girofle) et d'implantation des différentes entreprises telles que les zones franches. Dans le chapitre qui va suivre, nous allons voir en premier lieu le profil de pauvreté pour la population du Sud, ensuite en second lieu nous allons parler des traits distinctifs de la pauvreté dans le Sud et en dernier lieu, nous allons justifier que la pauvreté se manifeste également par l'insuffisance des services offerts au monde rural.

21- Profil de pauvreté

Lorsqu'on parle du Grand sud ou de l'Extrême sud, on se souvient toujours du problème de l'eau doublée de problème de famine. En fait, une partie du grand sud est confrontée régulièrement à des difficultés alimentaires. Pour les familles pauvres, souvent la prise en charge du membre de la famille est négligée au profit des travaux domestiques. Le principal facteur qui détermine la survie et le développement de l'individu est la sécurité alimentaire or en 2004, 72,1%⁸⁴ de la population malagasy vivent au-dessous du seuil de pauvreté dont la plupart sont en état d'insécurité alimentaire. De plus, la ration alimentaire des Malgaches est fortement déficitaire en protéines⁸⁵. Cette insécurité provient d'incapacité des ménages à subvenir à leur besoin vu la faiblesse de la productivité agricole, les problèmes fonciers et l'insuffisance des ressources de l'Etat destinée à accroître l'amélioration des infrastructures sanitaires. Tout cela porte atteinte à la survie et au développement. L'analyse de données de base du ROR coïncide

⁸¹ Office Nationale de l'environnement, « Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtières de Madagascar », page 64

⁸² INSTAT; « Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal » janvier 2006; page 19.

⁸³ INSTAT; « Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal » janvier 2006; page 19.

⁸⁴ INSTAT; « Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal » janv 2006; page 128.

⁸⁵ Voir Condition de Vie des Ménages (Chapitre 1, Paragraphe 1.6.2)

bien avec notre thème « CIBLAGE DE LA PAUVRETE ». Pour pouvoir éclairer la situation, nous allons voir d'abord le contexte socio économique de Madagascar, ensuite la condition de vie médiocre de la population et enfin la manifestation de la faiblesse des revenus des paysans.

211- Contexte politico-économique

L'année 1960 a marqué l'histoire du pays par l'accès à l'indépendance. Au lendemain de cette indépendance, sous la première république, Madagascar adopte un régime présidentiel. La période allant de 1972 à 1975 voit l'instauration d'une politique visant à se libérer des emprises étrangères notamment occidentales, s'appuyant sur les structures locales (Fokontany) et l'ouverture vers l'Est. A cette époque, l'économie malgache a connu une légère amélioration avec une hausse du PIB par tête variant de 0.8% à 1.6%⁸⁶. Certes, les changements de régime des années 70 se répercutent directement sur l'économie et Madagascar a quitté la « zone franc » en 1974. A partir de 1975, sous la seconde République, Madagascar continue son ouverture vers l'Est et opte pour le régime socialiste. Conscient du faible niveau de la croissance de l'économie et du taux d'investissement, l'Etat s'est engagé à une politique d'investissement à outrance avec le financement par emprunts extérieur d'où l'augmentation du PIB jusqu'au 9.8% en 1979⁸⁷. Au début des années 1980, les effets négatifs des services de la dette se font ressentir, ainsi le pays a tourné la page et adopte une nouvelle voie avec un système libéral symbolisé par le recours aux institutions de Bretton Woods en 1982. Mais comme la situation de la population reste défavorable (avec un PIB de -6.3% en 1991), on assiste à la chute du régime en 1991. Ainsi, l'ouverture vers l'Ouest a été le début de la réflexion sur la déconcentration et la décentralisation du pouvoir et l'avènement de l'ère de la démocratie qui a mi-fin au régime présidentiel pour céder la place à un régime parlementaire marqué par l'émergence de la 3eme république.

⁸⁶ Jean Razafindravonona, David Stifel, Stefano Paternostro, « **Evolution de la pauvreté à Madagascar :1993- 1999** » INSTAT, Etude financée par l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID), Projet Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar (Programme Ilo), No 687-00-00-00093-00 et par la Banque Mondiale, page 3

⁸⁷ Jean Razafindravonona, David Stifel, Stefano Paternostro, « **Evolution de la pauvreté à Madagascar :1993- 1999** » INSTAT, Etude financée par l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID), Projet Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar (Programme Ilo), No 687-00-00-00093-00 et par la Banque Mondiale, page 3

Suite à la crise économique et aux difficultés rencontrées au cours des années 80, Madagascar a fait appel au FMI (Fonds Monétaire international) et s'engageait dans une politique de stabilisation et d'Ajustement Structurel. Malgré cela, la croissance économique reste faible avec un taux d'épargne intérieur et un taux d'investissement critique alors que la croissance démographique dépasse toujours la croissance économique. De plus, Madagascar est dépendant de l'extérieur au niveau de financement. Le bilan est tout aussi décevant au niveau du secteur industriel. En fait, les entreprises dépendent des importations d'intrants alors que les ressources en devises, outre les aides à la balance de paiements et le tourisme reste insuffisant. Entre 1991 et 1995, la croissance économique est estimée à 1.5%. Avec le BIRD et le FMI, le pays a mis en place le DCPE (Document Cadre de Politique Economique (1996-1999) qui retrace les grandes lignes des mesures macro économique visant à renforcer le processus d'Ajustement Structurel. Et aujourd'hui encore, le processus continue avec la mise en œuvre du DSRP et actuellement le MAP pour s'évader de la pauvreté. Le dernier bilan de 2005 montre 68.7% d'incidence de la pauvreté à Madagascar. Ce phénomène de la pauvreté est plus marqué en milieu rural qu'en milieu urbain avec respectivement 73,5% contre 52,0% en milieu urbain⁸⁸.

Quant à la partie sud, par rapport aux autres provinces, elle a été marginalisée et négligée depuis la colonisation et les années 60. Ceci s'explique par le fait que les décisions pour son développement viennent toujours d'en haut ou plus précisément d'Antananarivo ou même de l'extérieur sans grandes considérations pour l'adaptation sociale du projet en vue de viser les besoins des populations. Ce n'est pas étonnant si de nombreux projets, qui devaient aider le Sud à se développer, ont rarement atteint leur but ou sont tout de suite voués à l'échec. De plus, le Sud ne suscite guère l'attention du reste de l'île que pendant les événements tragiques comme la révolution paysanne de 1971; la sécheresse prolongée des années 80 et 90, l'inondation, l'évasion de criquet⁸⁹. Ce n'est pas en fait le seul responsable du sous développement de la partie Sud de Madagascar, cette situation s'explique également en partie par le fait que les potentialités économiques du Sud sont limitées et difficiles à valoriser par rapport à d'autres régions qui ont jusqu'à présent bénéficié de façon prioritaire des programmes d'investissement. Enfin, l'état d'esprit de la population, l'absence d'organisation économique, le problème financier; matériel et humains adaptés sont autant des facteurs qui vont à l'encontre du développement de la partie sud malagasy.

⁸⁸ INSTAT; « **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** » janv 2006; CDRom.

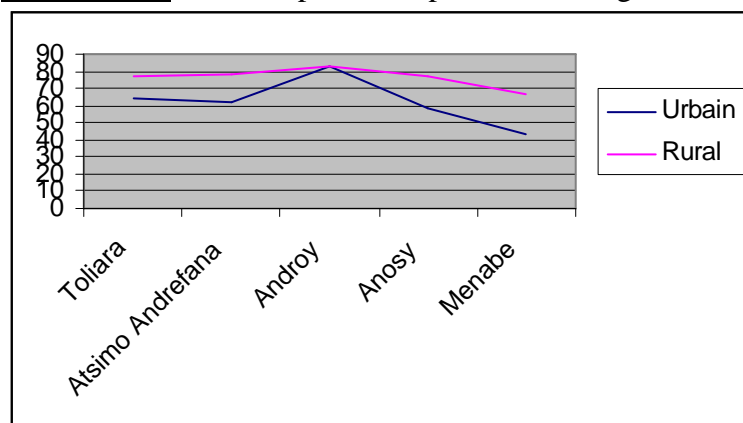
⁸⁹ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « *Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets* (Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 32.

Tableau N°08 : Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %) dans la partie sud

	Pauvreté			Intensité			Sévérité		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
MADAGASCAR	52,0	73,5	68,7	19,3	28,9	26,8	9,4	14,5	13,4
Toliara	64,3	77,4	74,8	28,3	34,0	32,9	15,9	19,1	18,4
Atsimo Andrefana	61,4	78,4	75,2	28,8	37,1	35,5	16,7	22,1	21,1
Androy	82,9	83,4	83,3	39,4	37,8	38,2	23,0	21,6	21,9
Anosy	58,8	77,3	73,8	24,9	31,7	30,5	13,6	16,2	15,7
Menabe	43,1	66,3	61,7	10,6	24,6	21,9	3,8	12,8	11,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Figure N°02: Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %) dans la partie sud



Interprétation:

Concernant le taux de pauvreté, elle est de 68,7% sur l'ensemble du pays. Le figure N°02 montre que la pauvreté est plus sévère en milieu rural qu'en milieu urbain et sur les cinq régions de la province autonome de Toliara, la région de l'Androy est plus touchée avec un ratio de pauvreté de 82,9 en milieu urbain et 83,4% en milieu rural. Ceci s'explique par le fait que la région de l'Androy est plus vulnérable que les autres vues le problème d'eau. Sur le tableau, on voit que la sévérité de la pauvreté donne plus d'importance aux populations qui se situent plus loin de la ligne de pauvreté. Son niveau est de 13,4% en 2005. Elle est plus élevée en milieu rural avec 14,5% contre 9,4% en milieu urbain. Cela confirme le fait que les pauvres qui vivent en milieu rural sont vraiment démunis et subviennent difficilement aux besoins fondamentaux de l'homme. Ensuite, le niveau élevé de l'intensité de pauvreté relate déjà l'existence d'une plus grande inégalité dans cette région qui est étudiée plus en profondeur dans la suite du rapport.

212-Condition de vie médiocre

La sécurité alimentaire⁹⁰ laisse à désirer dans le grand sud surtout pendant les saisons sèches. La ration alimentaire des paysans est une ration d'entretien à faible surplus mobilisable pour le travail. Depuis le début des années 70, une dégradation de la production alimentaire par habitant touche l'ensemble du pays avec la production de riz paddy qui passe de 284 à 174 kg/hab/an entre 1970 et 1999 selon le Ministère de l'Agriculture⁹¹. La production de manioc est passé de 162 kg/hab/an en 1998 contre 178 en 1970. Bien que l'évolution de la production ne cesse de se dégrader, celui de la population quant à elle ne cesse de s'accroître d'où le problème d'insécurité alimentaire. En 1970, chaque habitant consommait en moyenne 2425 cal/jour contre 2001cal/j en 1998⁹². Par ailleurs, la période de soudure est plus longue car la production ne garantie pas l'autoconsommation familiale. De plus, cette production faible est aussi destiner à la vente à bas prix pour se procurer des moyens financiers pour l'achat vestimentaires durant les fêtes et les achats des PPN. Cette période de soudure dure 5mois contre 3 mois pour Madagascar⁹³ et les paysans rachètent leur propre produit à un prix exorbitant au main des « mpanao kinanga » pour se nourrir. Nous allons analyser la situation d'insécurité alimentaire en se concentrant sur quelques observatoires de la région de Tuléar à savoir : Ambovombe, Tsivory et Ankazoabo.

En ce qui concerne les dépenses monétaires, les composantes du panier de consommation des ménages sont constituées par les dépenses monétaires en biens de consommation ainsi que l'équivalent monétaire d'autres postes comme le loyer imputé, les autoconsommations agricoles, les cadeaux reçus, les locations de biens durables et autres avantages liés à l'emploi. Ces différentes composantes ont permis d'estimer les consommations des ménages et de les comparer au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté retenu est de 305 300 Ariary par personne par an qui est le seuil calculé en 2001 mises à jour par l'évolution des prix à la consommation entre 2001 et 2005⁹⁴. En dernier lieu, nous pouvons vérifier que la plupart des analyses sur la pauvreté en milieu rural malgache définit l'appropriation de la terre agricole comme un facteur déterminant

⁹⁰ La sécurité alimentaire est définie comme l'accès des populations, en tous temps et en tout lieux à une alimentation saine, équilibrée, adaptée à ses activités et à ses préférences alimentaires (Courade en alüi ; 2003 ; Egg J. 1997)

⁹¹ Patrick Rasolofo; Anne Joseph ; « **Sécurité alimentaire et pauvreté : Un zoom sur les observatoires ruraux de la région de Tuléar et de Fianarantsoa** » ; page 2.

⁹² Données FAO.

⁹³ Patrik Rasolofo, Anne Joseph ; « Sécurité alimentaire et pauvreté :Un zoom sur les observatoires ruraux de la région de Tuléar et de Fianarantsoa » ; page 07.

⁹⁴ INSTAT;« **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** »janv 2006; CDRom.

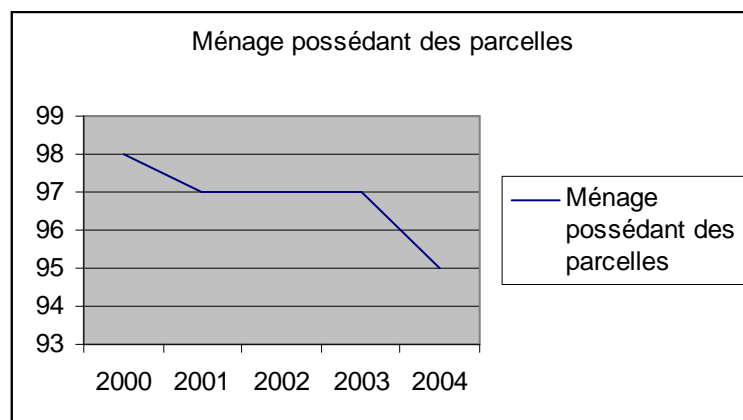
de richesse⁹⁵. Ces accès à la terre peut ainsi apporter une contribution pour le bien être des pauvres or la plupart des ménages n'en disposent même pas.

Tableau N°09: Foncier dans l'Observatoire d'Ambovombe

Foncier (Ambovombe)	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Ménage possédant des parcelles	98	97	97	97	95
Foncier (Tsivory)	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Ménage possédant des parcelles	69	70	75	77	79
Ménages riziculteurs non-propriétaires des rizières	57	56	56	53	38

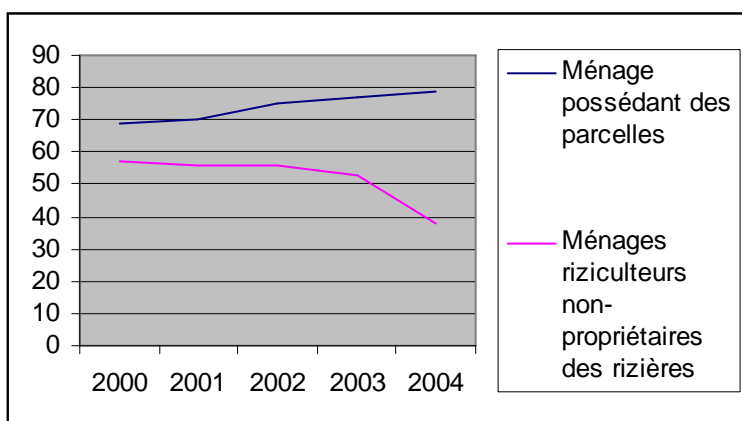
Source : République française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT; ROR « *Fiche signalétique 2000 à 2004* », page 18-20

FigureN°03: Foncier de la région d'Ambovombe



FigureN°04: Foncier de la région de Tsivory

⁹⁵ (Barrett et Dorosh, 1996, Dorosh et al,1998, Razafindravonona et al. , 2001, INSTAT ; 2002)



Interprétation:

Commençant donc l'analyse par des parcelles de terrains utilisés, en fait cette parcelle ne cesse de se rétrécir faute d'extension de terre à cultiver si on se réfère au figure N°03. Le ménage possédant des parcelles est passé de 98 à 95 entre 2000 à 2004 pour l'Observatoire d'Ambovombe (Voir tableau 08) or que ceci a augmenté pour l'observatoire de Tsivory (figure N°04). Mais, les ménages riziculteurs non-proprétaires des rizières est passé de 57 à 38 durant la même période (Voir tableau 08). Cette situation est à l'origine de l'insécurité alimentaire. Effectivement la population du sud vit dans une condition d'alimentation très médiocre.

Contrairement aux autres régions de Madagascar, le riz ne constitue pas l'aliment de base de la population du sud sauf pour certaines localités comme Beraketa, Sahanalolo. Ceci est substitué par le manioc, le maïs⁹⁶. La commune d'Ambovombe figure sur la tête de liste des communes les plus vulnérables de la zone selon le Système d'Alerte Précoce (SAP)⁹⁷. La totalité des revenus sont totalement absorbée par la dépense alimentaire. En fait les dépenses des ménages sont dominées par les dépenses alimentaires avec plus de 60% de leur revenu (dépenses), seulement 5% de ce revenu est destiné à la consommation du riz. La faiblesse de la valeur des denrées auto consommées dans le Sud fait que la proportion alimentaire est relativement moins importante (inférieur à 75%) à Ambovombe et dans d'autres régions similaires. Prenons quelques tableaux qui retracent cette situation alimentaire du sud. Sur ce, nous pouvons conclure que même si le pourcentage des ménages qui achètent des aliments de base pendant les périodes de soudure diminue d'année en année, le pourcentage reste élevé avec 88% pour l'observatoire d'Ambovombe et 72% pour l'observatoire de Tsivory en 2004 (Tableau 12 et 13). De plus, les ménages n'ont jamais été satisfaits de leur besoin alimentaire et le taux de satisfaction est seulement de 12% pour l'observatoire d'Ambovombe et 36% pour l'observatoire de Tsivory en 2004 (Tableau 12, 13).

⁹⁶ Réseaux des Observatoires Ruraux Madagascar « Les Cahiers du ROR Numéro 01 ».

⁹⁷ Patrick Rasolofo, Anne Joseph « ROR Sécurité alimentaire et pauvreté : Un zoom sur les observatoires ruraux de la région de Tuléar et de Fianarantsoa » Cellule Sécurité alimentaire de l'Union Européenne à Madagascar, resal Madagascar ; , page 03,

Tableau N°10 : Sécurité alimentaire dans l'Observatoire d'Ambovombe et de Tsivory

Sécurité alimentaire d'Ambovombe	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de mois durant lesquels les ménages achètent leurs aliments	11	5	5	8	5
Ménage achetant des aliments de base en période de soudure(en %)	100	95	99	98	88
Ménages consommant quotidiennement du manioc(en %)	97	69	48	18	83
Consommation par individus en aliment de base (le	421	450	454	582	519
Ménage consommant quotidiennement du maïs(en %)	99	97	71	31	71
Consommation par individu en aliment de base (le maïs,	309	235	240	170	205
Ménage consommant quotidiennement de la patate douce(en %)	-	-	89	88	98
Consommation par individus en aliment de base (la patate douce,	-	-	626	739	639
Ménage étant satisfaits par rapport à leur besoin alimentaire (en %)	-	23	-	-	12
Sécurité alimentaire de Tsivory	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de mois durant lesquels les ménages achètent leurs aliments	7	9	7	7	8
Ménage achetant des aliments de base en période de soudure(en %)	96	84	89	91	72
Consommation par individus en aliment de base (le riz,	342	428	416	443	471
Ménage étant satisfaits par rapport à leur besoin alimentaire (en %)	-	67	-	-	36

Source : République Française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT; ROR « Fiche signalétique 2000 à 2004 », page 18-20.

Bref, au cours de 30 années la situation alimentaire de Madagascar ne cesse de se dégradé plus particulièrement dans l'extrême sud. Ainsi, la production locale ne parvient plus à suivre la croissance démographique alors que l'importation alimentaire dans cette région est encore faible. Ceci revient à dire que la partie sud baigne dans une situation de détresse alimentaire chronique et périodique. Durant les périodes de soudures, la vente de bœufs constitue la solution de dernier recours après le « hatokaro » ou la diminution de la ratio alimentaire consommé, la diminution des fréquences des repas et changement de type d'aliment à consommer (cueillette des « veoveo », « raketa », « babo »ou autres plantes).

213- Faiblesse des revenus des paysans

D'aucuns savent que les principales activités de la partie sud c'est l'élevage et l'agriculture. La partie sud malgache se contente seulement de satisfaire les besoins alimentaires familiaux par l'agriculture. En fait, la production est auto consommée d'où la prédominance des cultures vivrières au détriment des cultures industrielles et/ou commerciales. Le problème spécifique telles que le climat, la manque d'infrastructure rendent la situation plus critique. Quant à l'élevage, notamment près de 2/3 des revenus des budgets familiaux proviennent de l'élevage. Par contre avec la dégradation des conditions de commercialisation par la fermeture de l'usine de Toliara en 1974, de l'abattoir de Morondava en 1985 et l'arrêt de l'exportation de bétail en 1991 par le port de Taolagnaro, et le phénomène de malaso (insécurité, vol de bœuf)⁹⁸, le revenu de la famille s'est aussi effondré. Concernant, la pêche maritime, elle reste dans sa majeure partie une activité artisanale et le mode de conservation reste le fumage et le séchage pratiqués par les femmes. Dans l'ensemble, les embarcations utilisées sont des pirogues traditionnelles (avec ou sans balancier), non motorisées. Évidemment, ce système réduit le rendement et ne favorise donc pas l'accroissement de revenu des ménages. De plus, les produits sont vendus sur les marchés locaux sauf pour la langouste qui sont destinés à l'exportation. Enfin, on ne peut pas compter les activités industrielles comme source de revenu stable car ils sont très limités dans la région à l'exception de l'exploitation de sisal, de micas. Actuellement, l'exploitation de l'ilménite est en cours et pourrait devenir un potentiel important si on tient compte du problème social et environnemental. Nous allons illustrer cette affirmation à l'aide des données chiffrées figurant dans le tableau N°14 et N°15. D'après les deux tableaux, nous pouvons dire que le revenu disponible brut par ménage de l'observatoire d'Ambovombe est moins important que celui de l'observatoire de Tsivory avec 566 000 Ariary pour Ambovombe contre 1 082 000 Ariary pour Tsivory en 2004. Ainsi le part des revenus agricoles dans le revenu disponible passe de 21% à 29% pour Ambovombe et 56% à 63 % pour Tsivory entre 2000 à 2004.

⁹⁸ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 105.

Tableau N°11 : Revenu et dépenses des ménages dans l’Observatoire d’Ambovombe et Tsivory

Revenu et dépense des ménages	Données chiffrées 2004(Ambovombe)				
	2000	2001	2002	2003	2004
Revenu disponible	400	420	335	485	566
Part des revenus	21	33	30	15	29
Revenu disponible	83	87	66	94	109
Dépenses par tête	67	47	46	70	91
Revenu et dépense des ménages	Données chiffrées 2004(Tsivory)				
	2000	2001	2002	2003	2004
Revenu disponible	756	913	977	727	1082
Part des revenus	57	55	60	56	63
Revenu disponible	158	192	205	153	236
Dépenses par tête	113	112	111	112	153

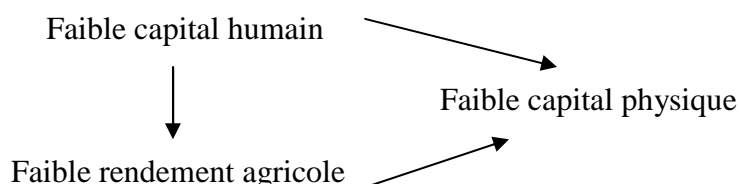
Source : République Française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT; ROR « *Fiche signalétique 2000 à 2004* », page 18 et 20

22-Traits distinctifs de la pauvreté

On ne peut pas nier le fait que entre 2004 et 2005, il y avait eu une modeste croissance économique avec un recul de 72,1% à 68,7% de l’incidence de la pauvreté dans l’ensemble du pays entre 2004 et 2005. Concernant l’intensité de la pauvreté, elle a diminué sensiblement sur tout Madagascar en passant de 31,6% à 26,8% entre 2004 et 2005. Elle a connu des diminutions sensibles dans presque toutes les zones sauf à Toliara urbain où elle est passée de 23,6% à 28,6%. Cette baisse explique justement la présence d’un cercle vicieux qui constitue un blocage pour le développement économique de la région, ce qui fera d’ailleurs l’objet de la suite de notre étude avec comme section l’absence de surplus, la faiblesse des indicateurs macro économique et le non-respect de l’environnement.

221- Absence de surplus

Au premier niveau, toute l'analyse montre que la plupart des revenus des paysans sont destinés à la consommation, plus précisément à la dépense alimentaire. Le déficit chronique en alimentation oblige parfois la partie sud à faire une importation intérieure ou à l'extérieur selon les besoins. C'est le cas des produits pétroliers, matériaux de construction, marchandise générale, PPN. Quelque fois, ce déficit commercial et financier était couvert par l'exportation de la main d'œuvre assurant des retours monétaires. Mais en général, ceci fait que chaque paysans dispose peu de revenu pour d'autres dépenses que soit en matière vestimentaire, santé, éducation, loisirs et encore moins pour s'investir dans des domaines productifs ou pour renouveler les matériaux agricoles ou les intrants. Cette situation explique justement le cercle vicieux de la pauvreté dans la partie sud malgache.



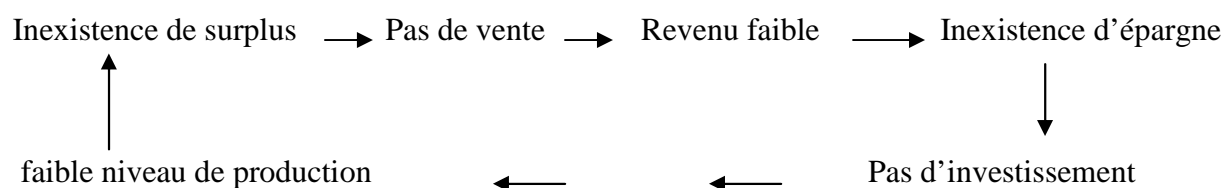
En deuxième niveau, nous pouvons dire que « certaines personnes sont nées dans la pauvreté et ont des difficultés pour en sortir, parce qu'elles n'ont ni le niveau d'éducation convenable, ni les conditions de santé nécessaires, ni une nutrition adéquate pour acquérir de bonnes conditions physiques et capacités intellectuelles au début de leur vie⁹⁹ Ceci parce qu'elles n'ont pas hérité suffisamment de terre ou de capital pour compléter leur capital humain, ou encore parce qu'elles ne peuvent pas utiliser efficacement leurs actifs pour générer un revenu monétaire ¹⁰⁰ ». Evidemment, la plupart des peuples vivant dans la partie sud malgache vit de cette situation lamentable qui le met à la merci du sous développement et le rendent plus vulnérable. Cette situation aggrave justement l'absence de surplus familial et contribue à renforcer le cercle vicieux de la pauvreté.

⁹⁹ Strauss J. et D. Thomas (1998). "Health, nutrition, and economic development". Journal of Economic Literature, vol. 36 no 2, page 766-817 et Basu K (1999). "Child labor: Cause, consequence, and cure with remarks on international labor standards". Journal of Economic Literature, Vol 37, no .2, page 1083-1119.

¹⁰⁰ Carter M. R et J. May (1999) ; « Poverty, livelihoods, and class in rural South Africa ». World Development, 27(1), page.1-20

Les sociétés paysannes du sud ne dégagent aucun surplus apte à entrer dans un circuit économiquement productif. Il n'existe alors aucune raison pour que des richesses supplémentaires surgissent. L'inexistence de surplus entraîne automatiquement l'absence de vente. Ce dernier explique la faiblesse de revenu et l'inexistence de l'épargne qui à son tour nuit à l'investissement, d'où la faiblesse de la production. Ceci fait qu'une société pauvre est une société qui restera pauvre, elle est prise dans le cercle infernal. Effectivement, l'accumulation étant nulle, aucune dynamique économique n'est créée. Or, pour l'an 2010, le modèle alimentaire nécessite un dédoublement des superficies cultivées que ce soit en culture pluviale ou en culture irriguée (riziculture) si on veut suivre l'évolution démographique. Seulement le problème est que l'augmentation des cultures pluviales induit automatiquement la destruction de la forêt et des zones à pâture type « adily » qui assure l'équilibre écologique. En plus, l'augmentation des surfaces irrigables implique une superficie de 75 000 ha supplémentaire dans l'intensification¹⁰¹. Cela revient à dire que la pauvreté dans le sud est synonyme d'absence d'espoir.

Illustration :



222- Faiblesse des indicateurs macro économique

Selon les estimations de l'INSTAT (2003), environ 85% des pauvres à Madagascar vivaient en zone rurale en 2001 (tandis que la population rurale représente 77% de la population totale de Madagascar). En outre, ces pauvres dans les zones rurales travaillent dans le secteur agricole qui n'est pas encore développés d'où la faiblesse des indicateurs macro économique. Tout d'abord nous allons voir la situation d'épargne et d'emprunt alors que nous savons parfaitement que le système bancaire n'est pas tellement développé dans ses régions. De plus, les paysans préfèrent encore s'investir dans le troupeau que de mettre l'argent en banque, vienne ensuite l'analphabétisme qui les mettent récalcitrant vis à vis des services administratifs et bancaires. Cette situation est visible sur le taux d'épargne très bas avec 38 % à Ambovombe contre 45 % à Tsivory en 2004 (Voir tableau N°12). Quant aux taux d'épargne dans des

¹⁰¹ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « *Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets* (Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 89.

institutions financière, elle se situe entre 0% à 1% dans la région d'Ambovombe et de 1% à 3 % dans la région de Tsivory entre 2000 à 2004.

Tableau N° 12 : Epargne et emprunt dans l'Observatoire d'Ambovombe et Tsivory

Epargne et emprunt(Ambovombe)	Données chiffrées 2004					
	2000		2001	2002	2003	2004
Ménage pouvant épargner (en %)	33		86	70	65	38
Ménage pratiquant la thésaurisation à	92		96	96	94	56
Ménages épargnant dans une banque / micro	1		0	0	1	0
Ménage ayant recours à l'emprunt monétaire	13		13	22	15	34
Montant moyen de l'emprunt par ménage(Ar	48		53	26	47	49
Durée moyenne de l'emprunt (en semaines)	31		23	33	12	18
Epargne et emprunt(Tsivory)	Données chiffrées 2004					
	2000		2001	2002	2003	2004
Ménage pouvant épargner (en %)	80		84	87	86	45
Ménage pratiquant la thésaurisation à	86		91	95	96	82
Ménages épargnant dans une banque / micro	1		1	1	2	3
Ménage ayant recours à l'emprunt monétaire	35		17	27	22	17
Montant moyen de l'emprunt par ménage(Ar	60		78	55	61	88
Durée moyenne de l'emprunt (en semaines)	19		16	20	15	20

Source: République Française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT; ROR « Fiche signalétique 2000 à 2004 », page 18-20

Pour affirmer notre thèse comme quoi la partie sud est vouée à une faiblesse des indicateurs macro économique alors nous allons suivre l'évolution de la pauvreté dans la province de Toliara

Tableau 13: Evolution des indicateurs de pauvreté

		Unité : %							
	Année	P0				P1			
		2001	2002	2004	2005	2001	2002	2004	2005
Toliara	Ensemble	76,1	81,2	72,3	74,8				32,9
	Urbain	53,3	58,3	60,5	64,3	25,5	25,1	23,6	28,3
	Rural	83,3	87,5	75,5	77,4	43,6	53,5	31,2	34,0
Madagascar	Ensemble	69,6	80,7	72,1	68,7				26,8
	Urbain	43,9	61,6	53,7	52,0	18,1	29,3	20,2	28,9
	Rural	77,2	86,4	77,3	73,5	39,8	53,0	34,8	19,3

Source : INSTAT/DSM/EP2005

Interprétation :

Nous n'allons analyser que la pauvreté dans le milieu rural. Malgré toutes les difficultés rencontrées par la province de Tuléar, il y a nette amélioration entre 2001-2005 si l'on se réfère à l'indicateur de la pauvreté à savoir le ration de la pauvreté (P_0) et l'intensité de pauvreté (P_1). La pauvreté a atteint 83,3% et 75,5% de la population rurale de Tuléar entre 2001 et 2004 respectivement entre 2001 et 2004. D'où une baisse de 7,8% expliquer par le phénomène de désenclavement liée à l'amélioration des infrastructures. Cette amélioration de la situation de la population rurale contribue à la baisse d'inégalité entre riches et pauvre, cela se justifie par les indices de Gini de 0,346 en 2004 et 0,385 en 2001 et les indices d'Atkinson $A(0.5)$ de 0,104 en 2004 et 0,121 en 2001 et $A(1)$ de 0,187 en 2004 et 0,221 en 2001¹⁰². L'amélioration de la situation en zone rurale c'est aussi accompagné d'une diminution de l'intensité de pauvreté (P_1) de 31.2% en 2004, 53.5% en 2002 et 43.6% en 2001. L'écart moyen entre le revenu et le seuil de pauvreté pour ceux qui vivent au-dessus du seuil est passé de 43.6% à 31.2% d'où une amélioration de 12.4%.

223- Non respects de l'environnement

Madagascar jouit d'un environnement naturel unique. Mais celui-ci se dégrade rapidement en raison de la déforestation intensive qu 'entraînent la culture sur brûlis, la récolte de bois de chauffe et de bois de construction, et la production de charbon de bois. Approximativement 85 % des plantes et des animaux de Madagascar sont endémiques, mais environ 85 %¹⁰³ de la forêt originale a été détruite et ce qu 'il en reste est coupé ou brûlé à un rythme alarmant. Madagascar est considéré par les organisations environnementales comme un des principaux points chauds (« *hot spots* »)de la planète, étant donné le niveau élevé de biodiversité et d'endémisme, et le grand nombre d 'espèces menacées. Outre ce problème, plusieurs études ont montré des taux élevés et croissants de déforestation à Madagascar. La Conservation internationale estime d'ailleurs que ces taux atteignent 150 000 et 200 000 hectares/an alors que la plus grande partie de l'exceptionnelle biodiversité de Madagascar est concentré sur une superficie inférieure à 20% de l'île. Ce phénomène est donc dramatique tant sur le plan national qu'au niveau local. Dans la partie Sud, la végétation est indissociable des conditions climatiques. Ainsi, en dehors du climat humide de l'Anosy caractérisé par une végétation luxuriante, les formations végétales, du fait de la nature des sols et de la sécheresse du milieu, sont dominées par l'existence d'espèces xérophiles, parmi lesquelles les euphorbes et les didiéracées sont les plantes les plus répandues. Le forêt typique du Faritany est le forêt sèche tropophile. L'exploitation forestière proprement dite est surtout localisée autour des grands centres urbains qui consiste en la fourniture de charbon de bois pour les agglomérations et de bois à usage domestique comme les gaulettes, perches, planches pour bois d'œuvre.

¹⁰² INSTAT; « **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** »janv 2006; page 129.

¹⁰³ Daniel F. Lambert ;Serge P . Lachapelle ; Ny Fanja Rakotomalala « **Projet Ilménite ; Etude d'Impact social et environnemental** », CDRom

Mais on peut aussi prendre d'autre cas plus concret dans les milieux ruraux, en fait grâce à des photos satellites et aériennes prises depuis 50 ans, des études indépendantes ont pu établir qu'environ 60 % de ce qui restait de la forêt littorale en 1950 a disparu. Dans la région de Mandena, plus près des marchés de Fort Dauphin, 74 %¹⁰⁴ de la forêt a disparu. Cette perte d'habitat accélère le déclin de la biodiversité dans la région. La plupart des parcelles forestières résiduelles sont très dégradées. Au même titre, des études indépendantes concluent que, si la tendance se poursuit, tout le couvert forestier aura disparu d'ici les 25 à 40 prochaines années. La pression est encore plus forte dans les zones de Petriky et de Mandena, situées plus près du marché de Fort-Dauphin. Si la consommation de bois suit le taux de croissance de la population, soit 2,7 % par an, les parcelles forestières qui subsistent à Mandena disparaîtront beaucoup plus tôt. A part cela, des études récentes montrent qu'il reste, dans le secteur minier de Mandena, 3,6 km² (360 ha) de fragments de forêt littorale dégradée. Si la tendance actuelle se maintient, la majeure partie de la forêt de Mandena aura disparu d'ici 2020¹⁰⁵. En vérité, cette déforestation se poursuit tant qu'il n'y aura pas de nouvelles sources d'approvisionnement en bois ou que la population ne disposera pas du pouvoir d'achat nécessaire pour accéder à d'autres sources de combustible. L'utilisation non durable de ressources naturelles en constante diminution, particulièrement la forêt littorale, constitue en fait l'un des défis les plus importants et les plus complexes de la région.

Ensuite, sous l'effet de la pression démographique, les conséquences économiques directes sont apparues avec le renchérissement du coût du charbon de bois et des bois d'œuvre. On rencontre également, le phénomène d'ensablement des canaux dans les périmètres irrigués par absence des arbres aux alentours. Or, la présence de forêt est très importante surtout pour le Sud et pour l'ensemble de l'île ces activités forestières contribuent 50% du PNB. D'après la statistique du Ministère des Finances et du FMI; le secteur forestier représente 5 % du PNB et 17 % du secteur primaire en 2000 (Banque Mondiale, 2003). Bien que les forêts existent dans la plupart des communes, elles sont relativement moins importantes comme source de revenus. Au niveau national, 60% des communes ont déclaré qu'aucun de leurs habitants ne vit de la commercialisation des produits forestiers dans leur commune. La proportion moyenne de la population qui vit des revenus du forêt est estimée à 2 % seulement. Ce pourcentage est plus élevé dans la province de Tana (4%) probablement par le biais de la production de charbon de bois.

¹⁰⁴ Daniel F. Lambert ;Serge P . Lachapelle ; Ny Fanja Rakotomalala « **Projet Ilménite ; Etude d'Impact social et environnemental** », CDRom

¹⁰⁵ Daniel F. Lambert ;Serge P . Lachapelle ; Ny Fanja Rakotomalala « **Projet Ilménite ; Etude d'Impact social et environnemental** », CDRom

Non seulement la croissance démographique a du mal à suivre la croissance économique mais aussi cette croissance démographique entraîne inévitablement à une dégradation de l'environnement avec le phénomène de défrichement. La dégradation de l'environnement à travers l'accélération de la déforestation et la destruction de la végétation ligneuse sont tout autant des facteurs indéniables d'assèchement du climat. Autrement dit, cela entraîne automatiquement à la baisse de la pluviométrie et la disparition progressive de toute technique de conservation des eaux (baisse des nappes phréatiques, baisse des ressources souterraines en eau). Malgré le fait que cette solution est estimée à résoudre le problème de famine or à la longue cela ne fait qu'aggraver la situation avec la sensibilité à l'érosion, dégradation de la structure physique, fragilité des sols, l'ensablement qui fait diminuer le rendement agricole. On peut citer aussi l'augmentation de la consommation de brise de feu lié à l'abattage des arbres. Ainsi donc, pour résoudre le problème, il va falloir penser à limiter la croissance démographique.

Tableau N° 14 : Présence de forêt et pourcentage de la population qui vit des revenus de la forêt (d'après l'estimation des Focus groupes en 2001)

Provinces	Présence de forêt(en % de communes)	Part de population qui vit des ressources forestières (%)
Antananarivo	75	4
Fianarantsoa	84	2
Toamasina	83	2
Mahajanga	87	3
Toliara	89	3
Antsiranana	84	3
Madagascar	84	2

Source : Recensement des Communes, Programme Ilo, Corneil University/FOFIFA/INSTAT/2001

Pour conclure, l'absence de surplus, les faiblesses des indicateurs macro économique, le non respect de l'environnement expliquent le phénomène de pauvreté qui se succède d'une génération à une autre dans la partie sud malagasy. Il faut tenir compte que tous les déterminants de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire sont liés entre eux, ce qui crée un véritable cercle vicieux pour les ménages les plus vulnérables. En bref, si on se réfère à la théorie de croissance de Rostow, la partie sud n'a même pas encore franchi la première étape de la croissance.

23- Insuffisance des services offerts au monde rural

Avec 35 % d'enfants scolarisés, moins de 56% de la population alphabétisés, 45% de couverture sanitaire et un taux de vaccination infantile évoluant entre 45 et 50%, le sud est en position nettement inférieure par rapport aux autres régions de Madagascar.

231- Service de santé

Le monde rural malgache souffre surtout du problème d'infrastructure. Dans la section qui va suivre, nous allons parler des services de santé dans la partie Sud malagasy. Aujourd'hui encore, le nombre de Centre de Santé de Base est très limité et ne couvre pas toutes les localités. Et même si ces centres existent, ils sont confrontés à d'innombrables problèmes non seulement au niveau de l'équipement (vétuste et obsolète) mais aussi et surtout au niveau du personnel (manque)¹⁰⁶. De plus, les médicaments à distribuer sont insuffisants même pour les antibiotiques et la nivaquine. Tous ces problèmes mariés avec les difficultés financières des ménages, l'éloignement du Centre de Santé de base, favorisent le retour à la médecine traditionnelle¹⁰⁷. Le paludisme, les diarrhées, les maladies respiratoires et les parasitoses sont les plus fréquents dans la région.

D'un côté aussi, le problème d'enclavement faute de moyen de locomotion et de communication rendent impossible la fréquentation des Centres de Santé de base pour les zones enclavées. Suite à ce problème, nombreux sont les femmes qui n'arrivent pas à assurer une grossesse sans risque avec la persistance des problèmes d'avortement et d'hémorragie. Aujourd'hui encore, la fécondité reste très précoce et l'absence de limitation de naissance constitue un frein à la sécurité de la vie de la femme. Pour terminer, il est nécessaire de noter que la faiblesse du taux d'accès à l'eau potable touche 26%¹⁰⁸ de la population à Madagascar et cette situation doublée au problème d'assainissement sont sources des mauvaises conditions de santé et de vie des femmes et des enfants. Nous allons prendre quelques tableaux pour illustrer notre propos.

Tableau N° 15: Indicateur fondamental d'Ambovombe et de Tsivory

¹⁰⁶ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 88.

¹⁰⁷ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 86

¹⁰⁸ Source: Ministère de l'Energie et des Mines, 1999

<i>Indicateurs fondamentaux d'Ambovombe</i>	<i>Données Chiffrées</i>
Pourcentage de CSB fonctionnels(00)	100%
Pourcentage des Communes sans CSB	0%
Médecin	0.6 pour 10 000hab
<i>Indicateurs fondamentaux de Tsivory</i>	<i>Données Chiffrées</i>
Pourcentage de CSB fonctionnels(99/00)	96%
Médecin (99)	0.6 pour 10 000hab
<i>Indicateurs fondamentaux d'Ankazoabo</i>	<i>Données Chiffrées</i>
Pourcentage de CSB fonctionnels (99/00)	88,2%
Médecin (99)	1 pour 10 000hab

Source : Ministère des Finances et de l'Economie ; Secrétariat Général, Direction Générale de l'Economie et du plan-Direction de la Planification Globale et évaluation – Service de Politique Générale et méthodologie de planification ; « Inventaire des fivondronana de Madagascar » ; Novembre 2001; U12-U15-U21

Interprétation :

Ambovombe bénéficie d'infrastructure sanitaire complet. Toutes les communes sont couvertes de CSB. Mais le nombre de médecin par habitant est encore faible. Quant à Tsivory, le CSB existe dans la région mais moins nombreuse que celui d'Ambovombe. Cela veut dire que quelques localités ne sont pas encore couvertes. Enfin pour en finir avec l'interprétation, le pourcentage de région couvert par les CSB diminue encore dans la région d'Ankazoabo et décroît de 88.2%. Or que le nombre de médecin par habitant atteint 1 pour 10 000hab et non 0.6 comme les deux autres régions précédemment décrites.

232- Service d'éducation

Bien que la pauvreté constitue un mal économique, elle favorise l'insuffisance de revenu qui s'explique par la précarité économique du ménage. De ce fait, la croissance normale de l'enfant et son développement intellectuel rencontre d'innombrables difficultés. D'une manière générale l'analphabétisme des enfants et des femmes constitue un frein pour son émancipation et réduit au minimum son accès à l'information adéquate. En fait, l'analphabétisme à Madagascar touche 54.1% des plus de 10ans, 51.5% pour les hommes et 56.5% pour les femmes. Evidemment, ce problème de manque d'éducation ou d'analphabétisme ouvre la fenêtre pour l'ignorance de ses droits. Au niveau de l'éducation, le problème est plutôt d'ordre qualitatif et social. D'un côté, qualitatif dans la mesure où on assiste à un niveau faible et à un manque de motivation des maîtres, sans oublier également l'insuffisance d'infrastructure de formation et d'information, l'adoption des comportements responsables des jeunes enfants et des adolescents.

Tout cela crée un climat peu favorable et entraîne un taux d'analphabétisme élevé. D'une autre coté, social car on assiste aussi à des échecs scolaires fréquents (déchet important et des taux de redoublement lourd à tous les niveaux). Ce taux de « déchet¹⁰⁹ » ne sont pas compensé par des formations quelconques valorisantes. Par ailleurs, beaucoup de ménage est dans l'incapacité d'assurer de façon satisfaisante l'éducation et la formation de leurs enfants vue l'existence des dépenses scolaires telles que les cotisations de toute sorte pour l'entretien des bâtiments, le salaire des professeurs, l'équipement et fournitures scolaire des enfants n'encouragent guerre les parents à envoyer leurs enfants à l'école. De plus, l'exploitation agricole nécessite la présence des enfants de tous les membres de la familiale¹¹⁰. Nous allons étudier ces propos à l'aide de trois tableaux.

¹⁰⁹ Déchet veut dire déscolarisé dans notre cas

¹¹⁰ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets**(Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 86.

Tableau N° 16 : Education et scolarisation dans l'Observatoire rural d'Ambovombe, Tsivory, Toliara

Education et scolarisation(Ambovombe)	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Pourcentage des enfants scolarisés de 6 à 14 ans	39	44	50	67	76
Population de plus de 14 ans ayant été scolarisé et ayant le CEPE	7	8	8	8	12
Taux brut de scolarisation primaire (6 à 10 ans)	70	80	86	126	140
Taux net de scolarisation primaire (6 à 10 ans)	39	46	55	73	81
Taux d'individus analphabètes (6 ans et plus)	60	62	53	50	41
Ménages analphabètes ou aucun individu ne sait ni lire ni écrire (6	35	38	29	22	17
Ménages étant satisfaits par rapport à leur besoin en matière	-	33	-	-	55
Education et scolarisation (Tsivory)	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Pourcentage des enfants scolarisés de 6 à 14 ans	-	-	34	50	46
Population de plus de 14 ans ayant été scolarisé et ayant le CEPE	-	-	14	14	16
Taux brut de scolarisation primaire (6 à 10 ans)	-	-	54	92	80
Taux net de scolarisation primaire (6 à 10 ans)	-	-	34	51	48
Taux d'individus analphabètes (6 ans et plus)	-	-	61	53	54
Ménages analphabètes ou aucun individu ne sait ni lire ni écrire (6	-	-	34	26	35
Ménages étant satisfaits par rapport à leur besoin en matière	-	-	-	-	17
Education et scolarisation (Toliara)	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Pourcentage des enfants scolarisés de 6 à 14 ans	59	50	72	76	87
Population de plus de 14 ans ayant été scolarisé et ayant le CEPE	20	20	23	21	22
Taux brut de scolarisation primaire (6 à 10 ans)	109	90	121	141	168
Taux net de scolarisation primaire (6 à 10 ans)	62	49	76	78	91
Taux d'individus analphabètes (6 ans et plus)	43	45	33	35	27
Ménages analphabètes ou aucun individu ne sait ni lire ni écrire (6	19	21	14	13	14
Ménages étant satisfaits par rapport à leur besoin en matière	-	21	-	-	47

Source : République Française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT; ROR « Fiche signalétique 2000 à 2004 », page 17- 19 – 23

Interprétation :

Certainement, les parents sont concentrés sur la satisfaction des besoins alimentaires et vestimentaires de leur enfant et ils oublient parfois leur devoir de les envoyer à l'école. En outre, seulement 39% en 2000 contre 79%(en 2004)des enfants de 6 à 14 ans sont scolarisés à Ambovombe ; 46% à Tsivory en 2004 et 59% en 2000 contre 87% en 2000 dans la région de Tuléar. Parmi les enfants de la couche les plus pauvres, 30.7% n'ont jamais fréquenté l'école dans le milieu urbain contre 67.4 % dans le milieu rural pour l'ensemble de Madagascar. Les coûts élevés de l'éducation et quelque fois aussi l'éloignement des infrastructures de base ainsi que la qualité de l'enseignement et la manque de personnel enseignant décourage souvent les parents à scolariser leur enfant surtout dans les régions enclavées(voir tableau 22, 23, 24).

Madagascar est connu par la jeunesse de sa population, ce nombre augmente de plus en plus aujourd'hui, ceci alourdit le rôle de l'Etat en tant que responsables de la réussite de l'éducation des adolescents. Néanmoins dans la partie Sud nombreuse sont les enfants qui sont touchées par le problème d'analphabétisme. Quant à la communauté, elle est contrainte entre la tradition et la volonté de ne pas accéder au changement de comportement nuisible à la formation et à l'information des jeunes adolescents. Le système scolaire inefficace ne donne pas le minimum de formation qui devrait permettre à la population de s'informer, réfléchir et décider pour une meilleure connaissance et compréhension des phénomènes économique moderne ainsi que l'apprentissage à la gestion et à la mise en œuvre d'une activité nouvelle.

II 3- LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Madagascar est impliqué dans l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Ainsi, le gouvernement malgache est soucieux du sort et du niveau de vie de sa population. Il a manifesté sa volonté de continuer les reformes déjà entamées dans le DCPE et amorcé dans le Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)¹¹¹ qui fixe comme objectif prioritaire et principal la réduction du niveau de pauvreté à Madagascar. Nous venons de voir dans le chapitre précédent les manifestations de la pauvreté à travers la région d'Ambovombe, de Tsivory et d'Ankazobe. Ces données seront utiles dans le présent chapitre pour tirer les mesures adéquates à mettre en œuvre dans la lutte contre la pauvreté ou tout au moins son atténuation. Pour réduire la pauvreté, nous avons deux options : soit promouvoir la croissance et/ou faire de la distribution pour réduire la pauvreté. Ces deux solutions nécessitent la participation de toutes les entités vivantes de la région tels que les paysans, les dirigeants, l'Etat, les ONG et les bailleurs de fonds. Nous allons donc mener à travers trois sections.

¹¹¹ Jean Razafindravonona, David Stifel, Stefano Paternostro, « **Evolution de la pauvreté à Madagascar :1993- 1999** » INSTAT, Etude financée par l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID), Projet Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar (Programme Ilo), No 687-00-00-00093-00 et par la Banque Mondiale, page 4

La première au niveau régional, la seconde au niveau de l'Etat et enfin la troisième au niveau de la Communauté

31- Au niveau régional

Les troubles des années 70 dans le sud malgache ont été à l'origine d'une prise de conscience de la gravité des problèmes du sud et ont suscité diverses réflexions pour tenter de venir en aide à cette région déshéritée. Les principaux objectifs de lutte contre la pauvreté au niveau régionale correspondent respectivement à l'enseignement des échecs passés, à la valorisation des potentialités de la région sud, et à l'application de l'éco développement qui touche les fondements essentiels ou existentiels d'une société. L'orientation de la politique de lutte contre la pauvreté dans ses domaines devra parvenir à corriger le statut de l'extrême sud malagasy pour mener une lutte contre la pauvreté dans une victoire.

311- Enseignement des échecs dans le passé

L'expérience passée même s'ils sont voués à l'échec est riche de leçons pour le développement économique dans le futur. Nous allons prendre quelques cas pour illustrer cette affirmation. Le premier cas concerne l'intervention de la Sodefita Fifato de 1966 à 1973 qui a porté sur la réattribution des terres pour répondre aux besoins de la population. La Sodefita a accumulé tous les rôles de concepteurs d'aménagements, de maître du foncier, de contrôleur d'exploitation, d'acheteur des productions mais qui ont débouché sur un constat d'échec¹¹². La manque d'étude préalable et la qualité insuffisante des services rendus à l'agriculteur sont les principaux sources de cet échec. De plus, le projet est trop ambitieux dans ses objectifs, trop dépendant dans la complexité d'une gestion centralisée, trop contraignant pour les agriculteurs endettés qui ont refusé de payer leurs redevances et ont revendu leurs lots. On peut aussi prendre les cas de l'aménagement du delta du Mangoky qui impliquaient des investissements élevés non amortissables que par l'intensification. Cet aménagement avait le mérite de proposer une solution anticipée aux problèmes de la disponibilité régionale en main d'œuvre et de la sécurité de la production alimentaire mais qui est aussi tombée à l'eau. Enfin, l'échec des sociétés de développement et de l'Administration s'est traduit par des cataclysmes matériels. Le génie rural intervenant comme entreprises n'a en général pas réussi à assurer leur rôle en matière d'entretien faute de moyen suffisant et de ressources adaptées.

¹¹² République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets**(Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 160.

La seconde reflète la tentative de diffusion de la race améliorée de zébus « Renitelo » qui n'a pas rencontré le succès espéré. Viennent ensuite, le problème de commercialisation des produits de l'élevage par la fermeture de l'abattoir de la Rochefortise Jamola à Tuléar et l'arrêt de l'exportation de bovins sur pied vers l'île Maurice à partir de Taolagnaro. Cette situation se résume par une situation de crise pour le sud faute de débouchés. De plus, le problème de l'alimentation en eau pour les hommes et les animaux, qui constitue une contrainte majeure dans la région n'a pas reçu des solutions techniques satisfaisantes malgré la présence d'une opération spécialisée (AES) financée spécifiquement par le FED, le Japon, et la BAD¹¹³. Enfin, la tentative de diversification des activités par formation d'artisans pour la fabrication de matériel agricole n'a pas réussi à atteindre ses objectifs. En fait, les ateliers n'ont jamais pu devenir autonomes et sont restés dépendants de l'opération.

Le troisième cas reflète l'échec généralisé de la prise en compte de la fonction commerciale par l'Etat qui a entraîné le retour à une économie de marché. En fait, à la fin de la période coloniale et dans les premières années de l'indépendance, les opérations de collecte des produits agricoles étaient sous le contrôle des Indiens pakistanais Karana. L'Etat a tenté de s'évader de cette situation par la création de Société Nationale de Commerce pour le pois de Cap (SONACO), Sté d'intérêt national pour la production agricole (SINPA), Fifato Sinpa pour le Paddy, ROSO (ex Marseillaise), SOMACODIS(ex Lyonnaise), SICE(ex Emyrne) et des coopératives spécialisées KOFITO pour les transport¹¹⁴. Mais l'échec de l'Etat a favorisé la reprise des activités de collecte des Karana, accompagnées d'une certaine diversification des opérateurs au niveau du petit commerce et des sociétés privées commerciale comme Soinco, Procoops, Kaleta. Le même phénomène explique l'échec d'innombrables projets et sociétés dans le passé à savoir les sociétés coopératives d'assistance mutuelles (SCAM), les coopératives, les Groupements coopératifs, les Comités économique ou culturels, les Associations.

¹¹³ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets**(Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 164.

¹¹⁴ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets**(Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 177-178.

312- Valorisation des potentialités de la région

D'une manière générale, l'enseignement des échecs passée nous permet de guider les orientations de politique de développement dans le futur pour aboutir à la valorisation des potentialités de la région en question. Ceci fera d'ailleurs l'objet de la suite de notre lutte contre la pauvreté dans la partie sud malgache. La valorisation des potentialités de la région sera traiter à partir d'une valorisation des activités industrielles, une valorisation des produits miniers des produits de la pêche et enfin la valorisation des activités principales de la région. Prenons le premier point, tout d'abord, une partie des industries prospère dans les années 60 et 70 a disparu ou a limité ses activités, c'est pourquoi les activités industrielles ont peu d'impacts sur la population. Or la reconsidération ou la redynamisation de ses industries déjà existantes et les petits ateliers de transformation¹¹⁵ constitue un atout pour la région sud. L'industrie textile du sud spécialiste en ficellerie, corderie, sécherie, tissage peuvent alimenter aussi bien le marché local que le marché extérieur. Dans ce cas précis, si l'Etat arrive à revitaliser l'industrie locale, à développer l'artisanat ou même à 'introduire 'une industrie de transformation ou agro alimentaire, cela peut être une source de devise considérable et favorise l'obtention d'un revenu supplémentaire par le biais de l'emploi. Nous pouvons aussi envisager la relance de la culture de coton, sisal, ricin, raketa¹¹⁶, le jojoba¹¹⁷ et l'oignon rouge (pour l'exportation vers l'île Maurice). De plus, la rentrée de devise étrangère peut être renforcer en valorisant les produits industriel et minier respectivement exploiter par la SIFOR et la SOMIDA(mica phlogopite).

Certes, la région ne dispose pas des ressources minières, énergétique ou industrielle de taille impressionnante mais l'exportation rationnelle de l'ilménite autour de Taolagnaro, les minerais, la bauxite de Manantenina pourraient être joué en faveur du développement du sud tout en préservant l'environnement, l'ordre social et les bonnes mœurs. Ensuite, bien que les côtes du sud ne soient pas parmi les plus poissonneuses de Madagascar, la pêche offre quand même une chance de diversification des activités de la population autres que primaire par le développement du secteur pêche dans les zones côtières¹¹⁸. De plus l'exportation des fruits de mer comme les langoustes et les crevettes sont aussi porteur de ressource qui pourrait être exploiter au profit du sud. Enfin, d'autres possibilités de création d'emplois existent dans le secteur des services

¹¹⁵ Les petits ateliers de transformation des produits agricoles comme l'arachide, maïs, manioc broyés, séchés, traités et qui laissent des sous produits de transformation intéressants pour l'élevage (tourteaux, sons, farines maigres)

¹¹⁶ Accentuation de la plantation des raketa (opuntia) pour la production de colorants à partir de la cochenille parasite, sous réserve de l'approbation par une Commission technique du Ministère d'Etat au Développement Rural et à l'Organisation)

¹¹⁷ La production de jojoba en complément des cultures de sisal dans la vallée du Mandrare

¹¹⁸ République Démocratique de Madagascar; Ministère de l'Economie et du Plan ; Programme des Nations Unies pour le Développement, Projet PNUD/OPS, MAG /89/018, « **Régions et développement : Programme régionaux et projets locaux.** Faritany : Toliara ; Etudes régionales », mai 1991 ; page 109.

comme le tourisme et l'artisanat¹¹⁹. Ainsi, le renforcement du système de crédit, l'octroi de baux à long terme facilitera la réalisation de ces projets de développement du sud malagasy. Depuis longtemps, l'élevage et l'agriculture constituent les principales activités de la partie sud qui mérite d'être valorisé en vue d'un développement pérenne. En fait, l'élevage était considéré comme la principale source de revenu monétaire pour les paysans du Sud. Par contre, le vol de bœuf et la raréfaction des pâturages remettent en cause la situation. Or si on veut accroître le revenu des paysans, il faut tenir compte de l'élevage. Certainement, l'exportation d'animaux sur pieds vers les Hautes terres Centrales ou vers la Réunion, l'île Maurice et Comores constitueront une poste clé pour le développement. Néanmoins, ceci suppose la levée des interdictions à l'exportation (meilleur contrôle vétérinaire) et la mise à disposition d'installation portuaire adéquate. Ensuite, la valorisation des produits de l'élevage comme les cuirs et peaux pourrait bien aussi résoudre le problème de chômage et concourent à une possibilité de valeur ajoutée¹²⁰.

313- Application de l'eco développement

Après la considération des enseignements des échecs passés et la valorisation des potentialités de la région. Au troisième niveau se situe l'application de l'éco développement qui passe par la valorisation de l'écotourisme, la gestion de l'environnement et enfin la protection de l'environnement. En premier lieu, faire du tourisme un levier de développement aux bénéfices des communautés villageoises encourage la création d'emplois¹²¹. En fait le développement économique du sud peut être relancé à l'aide de l'écotourisme puisque le Sud possède des patrimoines écologiques exceptionnels encore sous exploité. On peut citer la réserve de Berenty, les zones à usage multiples comme Ifaty, la Baie de Saint Augustin etc....., la formation des réserves naturelles intégrales comme celui d'Andohahela à Bezaha Mahafaly et le projet de création de la « Réserve de la Biosphère » de Toliara. Or le tourisme fait parti des activités qui permette l'entrée de devise étrangère pour Madagascar. Ainsi donc, le développement de ce tourisme doit s'organiser de manière à générer des ressources locales pour la population et à maintenir aussi des aires protégées par le biais des perceptions de taxes de visite, le développement de l'hôtellerie et la création d'emploi (guide touristique, hôtelier). Il suffit alors d'améliorer les services d'accueil, les gîtes d'étape, aménager les parcours de découvertes et l'identification des sites touristiques si on veut s'attendre à des retombées économiques positives

¹¹⁹ Atelier de transformation comme les tôles mécaniques, atelier de filature et tissage (mohair), atelier de réparation

¹²⁰ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes)** », décembre 1993, page 192.

¹²¹ Repoblikan'i Madagasikara « **Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté** »DSRP(Rapport Annuel de mise en œuvre)Janvier -Décembre 2004 –Tome I , juin 2005 ; page 67

qui se répercutent également sur la demande en produits artisanats et l'alimentation. De plus, l'identité culturelle du sud mérite d'être valorisé car cela intéresse beaucoup de tourisme touristes étrangers. Prenons un exemple précis pour illustrer, l'an 2000, environ 20 000 personnes¹²² ont visité Fort-Dauphin, dont un grand nombre de touristes séjournant pendant quelques jours dans l'un des hôtels touristiques de l'endroit. La plupart des touristes visitent la réserve de Berenty, 90 km à l'Ouest, ou d'autres sites, tels le Parc National d'Andohahela et les plages des îles Lokaro et Sainte-Luce. Quatre entreprises touristiques offrent des excursions en bateau sur les lacs et les lagunes entre Fort-Dauphin et Evatraha. Près de 1 000 touristes ont fait l'excursion en 2000. À l'occasion, des navires de croisière ont jeté l'ancre dans la baie de Fort-Dauphin et emmené les touristes à terre par navette. L'imprévisibilité des vagues et l'absence d'installations portuaires adéquates ont cependant considérablement freiné cette activité.

Par ailleurs, la gestion des ressources naturelles passe par l'élaboration des stratégies et de politique tourné en ce sens. Dans ce domaine, il serait bon d'étendre aussi la surface des aires protégées et contrôler la déforestation et les feux de brousse « hatsake ». Il va falloir aussi intégrer la dimension environnementale dans les politiques sectorielles et planifications (suivi des Plans de Gestion Environnementales). En ce sens, le Projet du Haut Bassin de Mandrare (PHBM) a donné un exemple en lançant une politique de préservation de l'environnement depuis 3 ans. Ainsi, 11 pépinières communales et plus de 170 ha sont reboisées. On a aussi lancé le « toko mitsitsy » dans le but de protéger la forêt avec 112 vulgarisateurs villageois. Au total 1048 « toko mitsitsy » ont été confectionnés pour 168 villages et près de 1000 ménages sont touchés¹²³.

Cette étude a aussi pour but de susciter la réflexion des publics aussi large que possible sur l'importance de l'environnement qui est un potentiel inéluctable dans le processus de développement d'où l'idée de protection de l'environnement. « L'environnement = source de développement et de croissance », Voici une nouvelle équation qui préside les débats actuels. Ainsi, d'habitude les débats remontent de la dégradation de l'environnement qui aura des impacts sur la vie économique et sociale. Par contre, l'éco-développement renverse la démarche en présentant une autre vision plus réaliste tout en partant de l'avantage indéniable de l'environnement sur l'économie. Cette vision est une nécessité si on veut instaurer un développement durable dans la partie sud malagasy. Ainsi tout développement doit tenir compte de la protection de l'environnement qui commence par la limitation de la croissance démographique. Notamment cette pression démographique est l'un des principales causes de la

¹²² Daniel F. Lambert ; Serge P. Lachapelle ; Ny Fanja Rakotomalala « **Projet Ilménite Etude d'Impact Environnemental** » CDRom

¹²³ Alphonse Maka, Journal « **Tribune** » ; Lundi 03 juillet 2006 ; n° 5297 ; Page 5.

destruction de l'environnement. Ainsi parler de la protection des ressources naturelles revient à dire freiner la croissance démographique dans le but de conserver les patrimoines naturels (forêt, zones récifales, mangroves etc...). Pour terminer, nous allons parler de la menace de désertification dans le sud malagasy. En fait, lors de son intervention à Fort Dauphin sur les cérémonies de clôture de la quinzaine de l'environnement, le Coordinateur du système des Nations Unies Bouri Sanhouidi affirme que les déserts existent bel et bien à Madagascar. En fait, cette partie sud est menacée par la désertification avec l'accélération de l'avancée des dunes de sable. C'est pourquoi la caserne de la gendarmerie de Faux Cap a été rayée de la carte à cause des dunes de sable et actuellement c'est le village même qui risque de disparaître d'ici quelques années si on ne lance pas une mesure draconienne¹²⁴. Par ailleurs, les villages d'Androka ainsi que la baie d'Ampalaza ont subi le même sort depuis quelques années. Outre, les dunes, l'envahissement des « raketa mena » (cactus rouge) constitue aussi une menace sérieuse pour le Sud de l'île qui est une espèce parasite. Par ailleurs, le pratique des « hatsake » ou la culture sur brulis « qui est encore très fréquent dans cette région. Or notre existence est conditionnée par l'environnement d'où la nécessité d'une prise de conscience nationale sur le danger afin de modifier les attitudes sur cette dégradation de l'environnement serait une solution.

32- Au niveau de l'Etat

Pour tenter de venir en aide à la partie sud malagasy dans la lutte contre la pauvreté, l'Etat a appliqué un développement sectoriel par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture. Cette tentative n'a pas eu de succès, d'où le lancement d'une approche filière que l'on espérait répandre comme une tache d'huile. Actuellement le processus d'une approche de développement locale à partir des 22 régions est en cours pour assurer d'un côté une meilleure synergie entre les intervenants en matière de développement au niveau de chaque localité. Et d'une autre côté, pour assurer la cohérence entre les intervenants en optimisant les ressources avec le maximum d'impact au niveau de la population. Et enfin pour assurer un développement harmonieux et durable. Pour être efficace donc, l'Etat doit évaluer les coûts de décisions prises et les bénéfices pour éviter les effets pervers et les externalités négatives que la décision pourra causer. Pour remédier aux problèmes, le gouvernement s'engage à améliorer le système de sécurisation, ensuite renouveler les infrastructures et enfin améliorer les conditions de vie de la population.

¹²⁴ Alphonse MAKAKA, Journal « Tribune », Lundi 19 juin 2006 ; N ° 5286, page 5.

321-Améliorer le système de sécurisation

D'aucuns savent que la partie sud sont cycliquement touchées par la famine et la disette qui aggrave le problème de pauvreté. Résoudre le problème de pauvreté revient à dire éradiquer le problème de sécheresse et d'eau dans le sud dans le but d'assurer la sécurisation. Cette sécurisation passe par la sécurisation alimentaire, sécurisation foncière, sécurisation économique. Concernant la sécurisation alimentaire, le développement de la zone repose sur l'approvisionnement en eau. Après la solution traditionnelle de mise en réserve d'eau de secours dans les trocs creux de baobab, de nos jours les camions citernes, les impluvia, des forages, le creusement des puits, la construction de canaux pour amener l'eau à partir des montagnes figure parmi les solutions mises en oeuvre mais c'est loin d'être suffisant si nous estimons la grandeur du problème¹²⁵. De plus, la rareté des pluies, l'étiage prolongé des rivières, la cherté de l'eau viennent étoffer l'édifice du problème. Ainsi, un programme d'extension des activités de recherche en eau doit être mis en place pour élaborer une politique de stockage dans la zone cristalline avec une étude des eaux souterraines assorties de sondages et de forages et une étude de réalisation de prises d'eau au niveau des sites montagneux. En fait l'AES œuvre en ce sens seulement l'eau distribuée est insuffisante pour alimenter la population avec au moins 3l d'eau /personne/j, soit 1700 à 1800 par jour ou 300 voyages d'un camion citerne de 6m³. Il devrait donc avoir au moins 60 camions pour assurer cette tâche or seulement 6 camions sont opérationnels sur les 14 existants¹²⁶ d'où la nécessité de renforcement d'approvisionnement par pipe line et par camions citernes. En fait la résolution de ce problème résoudra de moitié le problème de la partie sud, ainsi on peut parler de la sécurisation.

¹²⁵ République Démocratique de Madagascar; Ministère de l'Economie et du Plan ; Programme des Nations Unies pour le Développement, Projet PNUD/OPS, MAG /89/018, « **Régions et développement : Programme régionaux et projets locaux. Faritany : Toliara ; Etudes régionales** », mai 1991 ; page 109.

¹²⁶ République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « **Plan Cadre du développement de la région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets**(Volume 2 de 4 volumes) », décembre 1993, page 117.

Certes, le problème de l'eau et des terres remet en cause toute tentative de sécurisation alimentaire dans le Grand Sud. Néanmoins cette situation trouve une solution par des complémentarités avec les zones avoisinantes mieux fournies en terre et en eau telle que la zone de l'Onilahy, le bassin du Mandrare et la zone centrale nord. Mais pour que cet échange soit faite, il faut que l'Etat donne des coups de pouce sur les zones propices par l'amélioration des infrastructures agricoles et la réhabilitation des petits, moyens et grands périmètres irrigués (GPI) (PPI). Il faut aussi poursuivre l'effort d'aménagement mise en œuvre par l'Etat de nouveaux périmètres irrigués. L'Etat doit aussi envisager de tirer parti de toutes les ressources locales pour multiplier les activités d'où l'existence d'une politique gouvernemental affirmée par la relance de l'arachide et du manioc avec un encadrement spécialisé soutenu par l'opération intégré du Nord Ouest et l'Action SOPAGRI soutenue par la Caisse française de développement.

Puisque l'agriculture constitue la principale activité de la population du sud, il faut le prendre comme base de développement en améliorant la technique de la production, la formation pour l'utilisation des engrais, sélectionné les semences, application de nouvelles méthodes de culture SRJ(Système de riziculture intensif), Elevage. La partie sud ne peut donc accéder au développement sans dynamiser le secteur agricole. La croissance agricole constituera donc le pilier clé d'une stratégie locale de croissance économique qui pourra diminuer perceptiblement la pauvreté PADR, 1999. Dans tout Madagascar, 30% du PIB viennent de l'agriculture avec 80% des emplois. De plus les ménages pauvres consacrent 60% à 75% de leurs dépenses aux achats alimentaires¹²⁷. Projets d'Agriculture améliorée à base de culture attelée, variétés améliorés et fabrication de petites matérielles agricoles, silos, impluvia, citernes. L'opération est conçue comme un projet au départ mais devenu progressivement institutionnalisées sous forme d'une structure de type services public.

¹²⁷ Paul Dorosh, Steven Haggblade, Tiaray Razafimantena, Zaza Burton Randriamiarana(2003) C Lungreen, « effets des investissements en milieu rural» Moteur économique pour la réduction de la pauvreté à Madagascar; INSTAT; Antananarivo; page 100.

Sur le plan social et culturel, l'occupation des terres obéit à des règles coutumières. De plus sur le plan administratif, l'acquisition de la terre communale et assujettie à une demande administrative longue et coûteuse. De ce fait, la division foncière est imprécise et peu de gens possèdent de titre foncier légal. Or la sécurisation foncière est un élément important pour la transition vers l'économie de marché. En fait ceci entrave les investissements à long terme par rapport à l'accès au crédit bancaire car les banques n'offre pas de crédit sans garanties de recouvrement gage sur la terre pour les agriculteurs. Dans ce cas si on veut éradiquer la pauvreté, il serait juste de lancer une campagne de sécurité foncière par la mise en place des personnels de services de l'Administration domaniaux dans la région ainsi que la facilitation des procédures d'acquisition des terres pour les nationaux et la campagne de sensibilisation sur l'immatriculation foncière collective avec des procédures simplifiées et un coût accessible. La sécurisation sociale ne touche pas seulement la sécurisation foncière mais encadre également la sécurisation proprement dite, l'augmentation de l'effectif du personnel chargé du maintien de la sécurité public serait nécessaire. Ensuite, il faut motiver et indemniser les agents chargés de maintenir l'ordre en vue d'un meilleur résultat tout en reformant le système judiciaire selon le besoin du peuple malgache.

322- Renouveler les infrastructures

Le Sud malgache est chroniquement en situation de crise: crise de ressources naturelles en terre et en eau, crise liée à la sécheresse, crise d'identité traditionnelle, crise liées à la remise en cause des valeurs traditionnelles. Les besoins immédiats sont nombreux mais les priorités s'adressent au besoin le plus criant. Effectivement, la résolution des ces problématiques identifiées dans le sud nécessite l'introduction des infrastructures modernes aptes à soutenir le développement économique et social de la région. Concernant les infrastructures routières, elles sont délaissées au profit des investissements jugés plus rentable, faute de moyens financiers. Or, si on veut instaurer un développement pérenne, le désenclavement de chaque localité serait une priorité surtout pour les zones productrices. De plus, cette réhabilitation des axes routiers contribue à diminuer le coût de transport et favorise l'écoulement des produits. Cela touche la modernisation de l'axe de la RN 13 qui relie Taolagnaro - Betroka et Ihosy au reste du pays. Ainsi que la RN 10 qui relie Ambovombe -Toliara pour l'écoulement facile des produits de pêche. De plus, la valorisation du tourisme et des zones côtières du sud tels que Antaritarika, Faux Cap, Lavanona dépend de la réhabilitation de la RN10. L'amélioration de la route côtière depuis Anakao jusqu'à Sampona, la réfection des différents ponts, la réhabilitation des axes

secondaires situées entre les RN 10 et la RN 13 seraient d'une importance vitale pour la bonne marche de l'économie du sud.

Quant aux infrastructures économiques tel que les infrastructures aéroportuaires et portuaires, la réhabilitation et l'équipement des ports et aéroport constituent une urgence si on veut rétablir la relation de la région avec l'extérieur. Par ailleurs, les aménagements portuaires à Toliara et Taolagnaro ont une importance économique considérable, ne seraient ce que pour le Projet de cimenterie de Toliara et le Projet d'exploitation d'Ilménite sur Taolagnaro. Enfin, les infrastructures agricoles tiennent des grands rôles dans l'économie de la région sud. Ainsi, la réhabilitation des ouvrages hydro-agricole pour la maîtrise de l'eau favorise l'augmentation des surfaces rizicoles cultivées. C'est le cas notamment d'Ankazoabo, Tsivory et d'autres régions du Sud.

Enfin concernant les infrastructures sociales, la réhabilitation relève de 2 procédures, la première à travers le projet PNUD/BIT - MAG 89/017 traitant la dimension sociale de l'ajustement Structurel et la seconde à travers le PIP régional. Dans le domaine de l'enseignement, l'Etat réalise un programme de construction et de réhabilitation des salles de classes. Cette réhabilitation mariée avec la distribution des kits scolaires aux élèves, l'exonération des droits d'inscription à l'école primaire, la subvention des enseignants recrutés par les FRAM, la distribution des manuels scolaires et la mise en œuvre de l'approche par la compétence a permis d'avoir une amélioration du taux net de scolarisation, du taux d'achèvement du primaire, du taux de vaccination¹²⁸. Quant à l'infrastructure sanitaire, bien que l'effort soit minime par rapport aux problèmes, l'Etat a quand même lancé des programmes pour la réhabilitation des bâtiments et de l'équipement des formations sanitaires (PROSANTE, UNICEF, PAM)¹²⁹ pour remédier aux problèmes du sud. Certes la santé est un facteur non négligeable pour le développement économique or le problème d'eau dans le sud contribue à la dégradation de l'état sanitaire de la population. En ce sens, le contrôle des récipients utilisés par la population, la désinfection des réservoirs et citernes des camions et barriques de transport de l'eau et la mise en place des filtres au niveau des bassins de transferts dans le sud de l'Androy¹³⁰ ont été mises en œuvre. Viennent ensuite, l'éducation sanitaire par médecine préventive,

¹²⁸ Repoblikan'i Madagasikara « **Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté** » DSRP (Rapport Annuel de mise en œuvre) janvier -décembre 2004 –Tome I, juin 2005 ; page 2

¹²⁹ République Démocratique de Madagascar; Ministère de l'Economie et du Plan ; Programme des Nations Unies pour le Développement, Projet PNUD/OPS, MAG /89/018, « **Régions et développement : Programme régionaux et projets locaux. Faritany : Toliara ; Etudes régionales** », mai 1991 ; page 110.

¹³⁰ République Démocratique de Madagascar; Ministère de l'Economie et du Plan ; Programme des Nations Unies pour le Développement, Projet PNUD/OPS, MAG /89/018, « **Régions et développement : Programme régionaux et projets locaux. Faritany : Toliara ; Etudes régionales** », mai 1991 ; page 109.

inspection sanitaire et dépistage des maladies contagieuses ainsi que l'étude du fonctionnement possible de pharmacies communautaires¹³¹ et la prolifération des CSB.

323- Amélioration des conditions de vie de la population

La pauvreté de Madagascar, comme dans plusieurs pays africains est un phénomène essentiellement rural et connaît des variations importantes d'une région à l'autre. Entre 2003 et 2004, le taux de pauvreté accède 73.6% à 74.1%. Ainsi, près de 83% de la population rurale sont pauvres contre 54 % pour le milieu urbain¹³² or que la croissance économique est de 5.3% en 2004¹³³. De ce fait, les conditions de vie de la population se trouvent dans une condition très critique d'où le besoin d'amélioration qui tournent autour de trois axes principaux à savoir la diversification et l'amélioration des ressources financières de la population, ensuite l'amélioration des rendements agricoles et enfin la restructuration du monde rural. Pour être efficace, l'amélioration des conditions de vie des ethnies du sud doit s'orienter sur les activités principales de la population. Cela touche aussi bien le domaine de l'agriculture que l'élevage. Ainsi, une vulgarisation agricole accompagnée d'alphabétisation et la réduction des matériels et intrants agricoles permettra la diminution du coût de production et l'amélioration des rendements. Dans l'état actuel des choses, le problème des aléas climatiques et le carence en équipements agricoles explique la faiblesse des rendements. Néanmoins, il ne faut pas baisser les bras et trouver une autre voie pour éradiquer la pauvreté. Par ailleurs, l'existence d'un réseau fluvial assez dense et de surfaces aménageables importantes dans la partie Nord mérite d'être exploiter pour la cause du grand sud. De plus, cet effort doit être accompagné par des recherches agronomiques dans les universités pour mener une étude sur les types (variétés) de riz, irrigués ou pluvial, des cultures vivrières adaptées aux conditions du milieu. Enfin, l'installation des unités de transformations des produits agricoles gérées par les collectivités locales sera aussi le bienvenu (décorticage, huilerie). De plus l'Etat doit assurer une répartition des projets nationaux de vulgarisation agricole entre les régions et accroître les dépenses publiques destinées à la vulgarisation agricole en vue d'une entrée progressive à la mécanisation. Tout ceci dans le but d'augmenter la productivité agricole telle qu'elle est inscrite dans le DSRP pour atteindre le

¹³¹ République Démocratique de Madagascar; Ministère de l'Economie et du Plan ; Programme des Nations Unies pour le Développement, Projet PNUD/OPS, MAG /89/018, « **Régions et développement : Programme régionaux et projets locaux. Faritany : Toliara ; Etudes régionales** », mai 1991 ; page 109.

¹³² Repoblikan'i Madagasikara « **Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté** »DSRP(Rapport Annuel de mise en œuvre)Janvier -Décembre 2004 –Tome I , juin 2005 ; page 1.

¹³³ Repoblikan'i Madagasikara « **Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté** »DSRP(Rapport Annuel de mise en œuvre)Janvier -Décembre 2004 –Tome I , juin 2005 ; page 2.

même niveau que les pays asiatiques et à son tour pour augmenter la surface irriguée avec la mise en place de 5220 points de démonstration dans les régions d'Analanjiroro, Analamanga; Haute Matsiatra, Atsimo Andrefana, Anosy, Atsimo Atsinanana¹³⁴. Enfin, le transfert de fond de 590 millions Fmg aux organismes privés et public intervenant dans la production laitière (réalisation 100%); FIFAMANOR, groupement d'éleveur de petits ruminants de Toliara, unités de production laitières sont mises en œuvre¹³⁵.

Bien que le sud semble être déshérité, il possède des atouts de potentialité complémentaire et d'avantages comparatifs exploitables qui pourrait accroître le revenu de la population. De ce fait, il faudra miser sur des activités génératrices de revenu et la diversification des revenus. Le revenu peut être amélioré par diversification des activités autres que primaire telles que les activités halieutiques, l'apprentissage de petits métiers, la promotion d'artisanats divers tant pour les femmes que pour les hommes et le développement des petits commerces. Prenons l'exemple de la zone d'activité du PHBM (Projet du Haut Bassin de Mandrare) dans la partie Nord du fivondronana d'Amboasary Sud. La diversification des activités génératrices de revenus a été adoptée par l'introduction des cultures maraîchères, notamment l'oignon et l'ail. Durant la campagne de l'année dernière dans la zone PHBM, la production a atteint les 200 tonnes d'oignons et 150 tonnes d'ails pour la commune Tsivory, Mahafaly, Maromby et Tranomaro. Le rendement moyen avoisine les 3.7 tonnes à l'hectare tandis que chez les paysans pilotes, le rendement par hectare atteint les 6.2 tonnes. Sans doute, l'introduction de la culture maraîchère a contribué non seulement à l'amélioration des revenus de la population mais aussi à diversifier les activités agricoles. Et même si l'impact de la sécheresse que l'on craint pour cette année sera fatal, il sera atténué par d'autres ressources financières¹³⁶.

Le développement du Sud nécessite également une organisation ou même une restructuration du monde rural. Cette organisation doit être faite sous forme de groupements ou association qui tourne autour de projets mobilisateurs et avec l'aide d'intervenants (ONG, missions, entrepreneurs etc.....) qui jouent le rôle d'informateur, de conseiller en matière d'approvisionnement, de production, de collecte de crédit et d'épargne, d'élevage, pêche, activité forestière. Pour être efficaces le regroupement doit satisfaire à des besoins réels ou à des aspirations profondes de la population locale pour acquérir leur confiance et leur pleine

¹³⁴ Repoblikan'i Madagasikara « Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté »DSRP(Rapport Annuel de mise en œuvre)Janvier -Décembre 2004 –Tome I , juin 2005 ; page 14.

¹³⁵ Repoblikan'i Madagasikara « Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté »DSRP(Rapport Annuel de mise en œuvre)Janvier -Décembre 2004 –Tome I , juin 2005 ; page 15.

¹³⁶ Alphonse MAKALALA, Tribune Madagascar, page 5, lundi 03 juillet 2006,N° 5297.

participation, leur motivation dans le but de lutter contre la pauvreté et l'insécurité dans le milieu rural. D'une certaine manière, l'organisation coutumière ou traditionnelle répond à cette notion d'organisation du monde rural mais le problème c'est que la société coutumière, dirigée par les anciens se base sur l'expérience passée et se trouve dans l'incapacité de proposer des solutions adaptées à des situations nouvelles. Et en dernier lieu, il va falloir aussi tenir compte du contexte d'inégalité. Effectivement, tant que les politiques gouvernementales ne parviennent pas à dissoudre l'inégalité entre la population par des actions qui visent à la fois les non pauvres et surtout les pauvres, il n'y aura pas de développement à la portée de tous.

33- Au niveau de la Communauté

L'énoncé de la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement vise un développement économique responsable pour réduire la pauvreté, améliorer les services de base tels que les soins de santé et l'éducation, et protéger l'environnement. Les moyens d'action sont cependant limités par le manque d'infrastructures. Cependant, la partie sud a attiré un grand nombre de bailleurs de fonds et d'organisations non gouvernementales, (ONG) désireux d'aider la région à relever les défis sociaux et environnementaux auxquels il doit faire face. Ainsi, la lutte contre la pauvreté ne se situe pas seulement au niveau régional, au niveau de l'Etat mais aussi et surtout au niveau de la communauté. De par cette structure, nous allons entamer la lutte contre la pauvreté au niveau de la communauté à travers trois sections qui concernent la prise de conscience nationale, la réflexion sur la tradition et l'abandon de la mentalité d'attentisme.

331 Prise de conscience nationale

Comme disait François Perroux « Le développement est le faisceau de transformation de structure mentale et institutionnelle qui permet l'apparition de la croissance et sa prolongation dans la période historique ? Par ailleurs, une prise de conscience nationale constituera parmi les piliers de développement du sud. Tout d'abord sur la nécessité de participation de toutes les entités vivantes, ensuite sur la situation de la femme, enfin sur l'égalité des chances de développement entre les régions. Concernant le premier point, la participation de toutes les entités vivantes commence au sein de la famille « restreinte » ou « élargie » par le choix des activités économiques, la reconnaissance de l'identité culturelle et sociale, la perception de la politique qui affecte leur vie. Cela se répand comme une tache d'huile sur la communauté qui devient le premier responsable au niveau de chaque société. Mais cette participation ne s'arrête pas au niveau de la communauté, elle touche également les ONG, les associations, les syndicats, les églises qui devront ensemble relever le défi du développement.

Une série de vulgarisation des droits des enfants et des femmes doit conscientiser la population locale sur le rôle indéniable des femmes dans la vie économique. Pour cela le Ministère de la Population soutenue par les organismes de développement internationaux, les institutions gouvernementales et les ONGs ont mis sur pieds la traduction de la Convention relative aux droits de l'Enfant, suivi des ateliers régionaux dans l'optique de vulgarisation de CEDEF dans le projet «promotion de la femme, de la jeune fille et de la fillette qui ont été intégrés dans le programme scolaire pour être à la portée de tous. Souvent dans les pays en développement, la tradition et le respect des valeurs traditionnelles restent aussi forte et certains informations ne sont pas destinées aux femmes et aux enfants car seule les vieux ou les hommes peuvent y accéder. Néanmoins, la tradition plus qu'une cause déterminante de la faiblesse de la participation est plutôt un véhicule de changement au niveau de la communauté qu'il faut savoir exploiter pour le statut de la femme et des enfants. A l'instar de la pleine participation des enfants et des femmes à la vie économique et politique, l'Etat doit trouver une forme originale qui suscite les changements de comportement au sein de ces communautés. Quant aux enfants, avec la disparition progressive des valeurs culturelles et morales, les adolescents sont de plus en plus livrés à eux même avec leur problème et leur doute. La pauvreté des ménages est un facteur important de l'insuffisance de l'éducation parentale. En fait, ils sont plus préoccupés par leur survie plutôt qu'à l'éducation et à la transmission des savoir-faire. La situation de dispersion ou de l'éclatement des familles viennent aggraver le problème (pas de relève). Les parents ne peuvent plus assurer le soutien psychologique et matériel, la famille nombreuse et la charge de travail de la mère favorisent des grossesses non désirées chez les jeunes filles et ceci à l'origine des avortements, du phénomène de mère célibataire et l'arrêt de la scolarisation; manque de communication.

Enfin, la prise de conscience nationale se situe également sur la réalisation des politiques économiques axées sur l'égalité de chance entre les provinces pour les différents projets en cours. L'Etat doit assurer la représentativité de la partie sud dans le monde politique. Il devra avoir le droit de regard et le droit de disposer d'eux même sur la gestion économique de leur région sans que la décision viennent toujours du Centre. Chacun devra aussi avoir conscience de la responsabilisation des citoyens et dirigeants au sort de leur région. L'Etat doit assurer un climat favorable pour le développement économique et politique de chaque région qui peut se traduire par des règles juridiques et loi favorable aux IDE (opérateur économique étranger). Ainsi, lutter contre la pauvreté économique est très compliqué mais pas impossible.

332- *Réflexion sur la tradition*

Parmi les dimensions non économiques de la pauvreté, on trouve au premier niveau celle concernant la tradition. Lutter contre la pauvreté implique un profond changement de mentalité. Il s'agit de renouveler le fondement de certaines traditions qui nuit au développement économique comme le jour fady, le culte des ancêtres entraînant des dépenses considérables, la notion de « lova », l'image de la femme, la limitation de naissance comme tabous. Certes, dans la plupart du temps, ceci demande de créer un environnement très différent baignés dans un autre contexte. Dans ce cas, l'information ainsi que l'éducation cognitive jouent un rôle essentiel. C'est dans un tel cadre que s'inscrivent les mesures de lutte contre toutes manifestations de la pauvreté dans la partie sud malagasy.

Nous allons illustrer d'autre démarche pour mieux agir dans le cadre de la réflexion sur les traditions. En fait, bien que la considération sociale des étrangers ne figure pas sur la liste de ces fameuses traditions, elle se transmette quand même d'une génération à une autre. Des lors, la population locale du sud est récalcitrantes vis à vis des cadres étrangers et envers les hommes des hauts Plateaux pour les conseiller, les aider ou l'orienter d'où le problème d'intégration du projet dans le milieu local. La population développe ainsi une certaine méfiance envers ces personnes alors que la région ne dispose que peu de cadres formés. Si on veut réellement que le sud avance dans ses processus de développement, il faudra donc se rapprocher un peu plus des paysans et les sensibiliser sur la véritable orientation de tout projet.

333- *Abandon de la mentalité d'attentisme*

En cas de crise, la population pratique souvent la décapitalisation pour survivre jusqu'à ne plus rien posséder. En commençant par le bétail, biens et matériel agricole (les grains mis de côté pour la semence), les patrimoines personnels des ménages (bijoux, casseroles, ustensiles de cuisine). A partir de cet instant, les ménages deviennent dépendants des aides venus de l'extérieur alors que la décapitalisation jusqu'à un niveau très bas alourdit des aides apportés. Pour résoudre le problème, l'Etat sous l'égide du PAM préconise le renforcement du principe FFW ou Vivre Contre Travail et des techniques de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). L'objectif étant de concilier ainsi le développement économique, la participation de la population et maintien d'une aide à la subsistance qui ne serait plus ni aumône, ni charité.

Placer les initiatives et l'action associative au cœur des stratégies de réduction de la pauvreté constitue l'un des moyens les plus sûrs pour permettre aux pauvres de bénéficier des

décisions politiques qui affectent leur existence. Effectivement la population locale doit être mobilisée dans le sens de l'action publique sans attendre seulement des décisions qui viennent d'en haut. C'est de cette manière qu'il arrive insister sur les priorités de développement humain qui mériteraient d'être financées en vue de promouvoir une croissance qui ne les marginalise pas. Autrement dit, la méthode participative donne une chance à chaque région de trouver une voie originale pour son propre développement qui va être financée par l'Etat afin de réduire la pauvreté, augmenter les possibilités d'emploi, améliorer le niveau de vie, valoriser les ressources naturelles, minières et environnementales (tourisme).

RESUME ANALYTIQUE

Le diagnostic multiculturelle de la région a mis en évidence les contraintes majeures au développement économique de la partie sud malagasy. Tout d'abord, les caractéristiques des sols, du climat et l'absence de l'eau constituent les données de base des contraintes physiques. Viennent ensuite les contraintes humaines avec l'accélération rapide de la croissance démographique qui ne parvient pas à suivre la croissance économique et le poids de la tradition. Sur le plan économique, l'insécurité des campagnes, le problème d'infrastructure routière et économique comme le barrage hydraulique, l'électrification, l'insuffisance des services offerts au monde rural ainsi que l'insuffisance des services sociaux ou socio économique viennent étoffer les contraintes aux développements du Sud.

A l'exception du caractère semi-aride de la partie sud malagasy et du caractère non instruit du Chef de famille, l'accélération de la croissance démographique explique la famine et la disette selon la loi de Malthus « Les moyens de subsistance augmentent de façon arithmétique tandis que la population progresse de façon géométrique »¹³⁷. En 2004, 72.1% de la population vivent en dessous de seuil de pauvreté qui est estimé à 1 288 375 Fmg¹³⁸.

Au niveau sanitaire, les populations sont souvent dans un état de santé précaire avec une espérance de vie très faible. Les fièvres, le paludisme, la maladie diarrhéique, les infections respiratoires aiguës sont les principales maladies fréquentes qui touchent la population. L'éloignement du Centre de santé, le problème financier poussent le retour à la médecine traditionnelle. Le revenu familial des ménages reste faible, voire même insuffisant pour subvenir aux besoins vitaux (quotidiens) d'où la vérification de la 1^{ère} et 3^{ème} loi d'Ernest Engel en sens inverse.

¹³⁷ Jean Yves Capul ; Olivier Garnier ; « **Dictionnaire d'Economie et de sciences sociales** » ; Hatier, Paris, Avril 1996, page 483

¹³⁸ INSTAT, « **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** », janvier 2006, Page14

Bref, une condition de vie très dure, l'élevage extensif, insécurité, enclavement, faible pluviométrie, sécheresse et disettes périodiques(Kere), faible taux de scolarisation, migrations, défrichement, cultures sur brûlis, voilà en un mot (clin d'œil) le problème du Sud. Par ailleurs, tous ces problèmes peuvent être résolus par la recherche d'issu permanent pour le problème d'eau avec le système d'impluvia, la valorisation des potentiels de développement des deltas du Nord Ouest, des petits aménagements hydro agricoles dispersés le long des cours d'eau de la région.

La considération des deux ports et la valorisation des gisements miniers avec l'installation des petites industries de base et de fournir localement une énergie peu coûteuse. L'existence d'une tradition d'élevage peut être aussi exploitée en faveur de l'économie de la région tout en renforçant le système de sécurisation du monde rural et amélioration de technique d'élevage adaptée à la condition physique du milieu. Ainsi, la jeunesse de la population pouvant être aussi un atout si on arrive à leur assurer un avenir meilleur en matière économique.

CONCLUSION

Le résultat de l'analyse de la situation de l'extrême sud de Madagascar met en évidence des éléments pertinents pour affirmer l'intensité de la pauvreté à Madagascar. Enfin de compte, cette pauvreté est un phénomène rural, du fait que plus des trois quarts (3/4) de la population soit 77.9 %¹³⁹ vivent dans le milieu rural. Et la statistique témoigne que plus de 77 % des ménages ruraux vivent en dessous du seuil de pauvreté¹⁴⁰. Dès lors, la partie Sud malgache enregistre un bilan négatif au sens de développement économique du fait du caractère géographique semi-aride, du problème crucial de l'eau dans certaines régions, du poids de la tradition et du niveau d'instruction très bas de la population. Cette situation explique le fait que la région soit jugée comme la plus défavorable et la moins développés du pays. L'extrême pauvreté de certaines couches de la population, les contraintes socio culturelles et les contraintes budgétaires de l'Etat contribue de plus en plus à empirer la situation de Madagascar en général et de la partie Sud en particulier et ne permet pas la pleine participation dans les actions de développement.

Sur le plan économique, l'activité agricole et l'élevage constituent la principale activité de la population du Sud. La promotion de la croissance et la réduction de la pauvreté ne peuvent ainsi aboutir à des résultats probants sans le développement rural comme base. Or, les paysans pratiquent encore des méthodes traditionnelles avec un taux de mécanisation très faible avec 2.3% pour l'ensemble de pays. On assiste ainsi à la non-utilisation des engrais chimiques, l'utilisation des outils rudimentaires et l'aide familiale est la première source de main d'œuvre et les parcelles utilisées n'arrêtent pas de se rétrécir. Quant à l'élevage, la majorité de la population optent pour l'élevage extensif. Le revenu familial des ménages est très faible d'où la vérification de la première loi¹⁴¹ d'Engel¹⁴² en sens inverse pour le cas du Sud

¹³⁹ INSTAT, « **Enquête périodique auprès des ménages EPM 2004, Rapport principal** », janvier 2006, Page11

¹⁴⁰ Razafindravonona, J et allü, 2003

¹⁴¹ **1^{ère} loi d'Engel** « La part des dépenses alimentaire dans le budget familial diminue au fur et à mesure que le revenu s'élève » c'est à dire l'élasticité revenue de l'alimentation est inférieure à 1 ; **3^{ème} loi d'Engel** « La part des autres dépenses (hygiène, santé, transport, loisirs, culture) dans le budget familial augmente au fur et à mesure que le revenu s'élève, l'élasticité revenue pour les dépenses est supérieure à 1 (Ahmed Silem; Jean-Marie Albertini ; « **Lexique d'économie** » ; 7^{ème} édition, Dalloz, 2002, page 291)

¹⁴² Ernest Engel : Sociologue et Statisticiens allemand

Certes, l'étude de cas que nous avons entamé tout au long de l'analyse est loin d'être suffisant pour tirer des conclusions au niveau global (national). Néanmoins, ces données sont pertinentes pour cibler la pauvreté dans la partie sud dans le but d'entreprendre des actions adéquates pour améliorer la situation de la population. Ainsi, les causes de ces problèmes permettent de dégager les opportunités sur lesquelles il faudrait s'appuyer et les contraintes qu'il faudrait lever afin de faciliter la lutte contre la pauvreté dans cette région. L'application à la lettre de DSRP actuellement se formulait dans le MAP élaboré par la nation malgache et les Bailleurs de Fonds tentent de résoudre la situation. Mais le succès de cette mobilisation repose sur la reconnaissance du rôle important de la participation dans la formulation et la mise en place des activités de développement.

L'ampleur du problème fait que l'action du gouvernement demeure insignifiante. Des mesures macro économique adéquate sont nécessaires mais non suffisantes pour la réduction de la pauvreté dans la partie sud. Les interventions doivent se faire au niveau meso et micro-économique et nécessite la participation de toutes les entités vivantes de la société. Au niveau meso s'inscrive le désenclavement dans les zones reculées afin d'arriver à la vérité de prix et à la concurrence entre commerçant pour éviter la vente de récolte à bas prix. Enfin, l'Etat doit assurer un environnement économique sein, stable et incitatif si l'on veut combattre la pauvreté dans la partie sud malagasy depuis sa racine et offrir une égalité de chance aux six provinces.

Selon une autre approche, bien que deux individus sur trois soient âgées de moins de 20 ans¹⁴³, on peut prendre en compte cette jeunesse de la population comme un atout pour le développement si le gouvernement parvient à leur fournir un avenir meilleur en terme de productivité. Malgré le paradoxe de Madagascar qui est d'avoir « une population massivement pauvre dans un pays potentiellement riche »¹⁴⁴. Mais remarquons aussi que même si les extrêmes sud semblent être similaire par ses caractéristiques, les régions ont aussi leur propre spécificité qui les différent les unes des autres. Ceci nous incite donc à penser qu'il a une complémentarité des régions du sud et l'application de la théorie ricardienne sur les avantages comparatifs et la spécialisation au niveau plus restreint qui est la nation pourra remédier aux problèmes du sud.

¹⁴³ Office Nationale de l'environnement, « Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtière de Madagascar », page 64

¹⁴⁴ Office Nationale de l'environnement, « Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtière de Madagascar », page 64

LISTE DES ABREVIATIONS

AES	Alimentation en Eau du Sud
AS	Ajustement Structurel
BIT	Bureau Internationale du Travail
CHD	Centre Hospitalier de District
CSB	Centre de Santé de Base
CISCO	Circonscription Scolaire (Niveau Fivondronana)
CGDIS	Commissariat Général au Développement Intégré du Sud
GIZC	Gestion Intégrée de la Zone Côtière
DCPE	Document Cadre de Politique Economique
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
DHD	Développement Humain Durable
EPM	Enquête Permanente auprès des Ménages
EDS	Enquête Démographique et Sanitaire
FMI	Fonds Monétaire International
IPF	Indicateur de Participation Féminine
IEC	Information Education Communication
INSTAT	Institut National de la Statistique
IHSM	Institut Halieutique et des Sciences Marines
IDH	Indicateur de Développement Humain
IST/SIDA	Infection Sexuellement Transmissible
ISDH	Indice Synthétique de Développement Humain
IFAD	International Fund For Agricultural Development
MAP	Madagascar Action Plan
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MRS	Ministère de la Recherche Scientifique
MINESEB/ DPE	Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base
MPCFE	Ministère de la population, de la condition Féminine et de l'Enfance
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PPN	Produit de Première Nécessité
PNPDES	Politique National de Population pour le développement Economique et Social
PIB	Produit Intérieur Brut
PNSAN	Programme National de Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle
RN	Route Nationale
ROR	Réseau d'Observatoire Ruraux
RGPH 93	Recensement Général de la Population et de l'Habitat 1993
SAP	Système d'Alerte Précoce
UPDR	Unité de Politique pour le Développement Rural
USAID	Agence des Etats -Unis pour le Développement International

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS

INTRODUCTION

Partie I : **COMPRENDRE LA PAUVRETE**

I1- IDENTIFICATION DE LA PAUVRETE

11- Définition de la pauvreté

- 111- Une multiplicité d'approche
- 112- Qu'est ce que la pauvreté?
- 113- Qui est concerné par la pauvreté ?

12- Différentes approches de la pauvreté

- 121- Analyse d'Amartya Sen
- 122- Pauvreté et inégalité
- 123- Pauvreté et croissance

23- Analyse de la pauvreté selon les organismes internationales

- 131- PNUD
- 132- Banque Mondiale

I2- INDICATEUR DE PAUVRETE

21- Mesure de pauvreté

- 211- Indicateur de Foster, Greer, Thorbecke
- 212- Dominance stochastique de 1er ordre
- 213- Dominance stochastique de 2nd ordre

22- Dimension économique de la pauvreté

- 221- Pauvreté monétaire ou « de revenu »
- 222- Pauvreté des conditions de vie
- 223- Autres formes de pauvreté

I3- APPROCHE THEORIQUE DE LA PAUVRETE

31- Théories qui expliquent le sous développement par le retard

- 311- Théorie des étapes de croissance de ROSTOW
- 312- Théorie de développement d'Alfred Sauvy et SIMON Kuznet
- 313- Thèse de retard d'Alexander GERSCHENKRON

32- Théorie de développement

- 321- Théorie de développement de Myrdal et Lewis
- 322- Théorie de développement de Prebisch et François PERROUX
- 323- Théorie de développement des Marxistes et Néomarxistes

33- Le renouveau théorique des années 80-90 à nos jours

- 331- Le retour des préoccupations libérales avec la politique d'ajustement du FMI
- 332- De nouvelles préoccupations : développement durable et éco-développement

333- Théorie des besoins essentiels

Partie I : **PAUVRETE DANS LA PARTIE SUD MALAGASY**

I1- DIAGNOSTIC REGIONAL

11- Description physique

- 111- Morphologie
- 112- Climat et environnement
- 113- Ressource en eau

12- Description sociaux culturelles

- 121- Démographie
- 123- Ethnies du sud
- 123- Coutume et tradition

23- Description économique

- 131- Activité économique
- 132- Infrastructure
- 133- Institution et service

I2- MANIFESTATION DE LA PAUVRETE

21- Profil de pauvreté

- 211- Contexte socio-politique
- 212- Condition de vie médiocre
- 213- Faiblesse des revenus des paysans

22- Traits distinctifs de la pauvreté

- 221- Absence de surplus
- 222- Faiblesse des indicateurs macro économique
- 223- non respect de l'environnement

23- Insuffisance des services offerts au monde rural

- 231- Service de santé
- 232- Service d'éducation
- 233- Service de sécurité

I3- APPROCHE THEORIQUE DE LA PAUVRETE

31- Au niveau régional

- 311- Enseignement des échecs passés
- 312- Valorisation des potentialités de la région
- 313- Application de l'écodeveloppement

32- Au niveau de l'Etat

- 321- Améliorer le système de sécurisation
- 322- Renouveler des infrastructures
- 323- Amélioration des conditions de vie de la population

33- Au niveau de la communauté

- 331- Prise de conscience nationale
- 332- Réflexion sur la tradition
- 333- abandon de la mentalité d'attentisme

RESUME ANALYTIQUE

CONCLUSION

ANNEXES

Annexe 1 : Les différentes communes dans chaque région de la province de Tuléar

REGION	COMMUNES	PROVINCE
<i>Atsimo Andrefana</i>	<i>Toliara I, Toliara II , Ampanihy, Ankazoabo, Benenitra , Beroroha, Betioky, Morombe, Sakaraha</i>	TOLIARA
<i>Androy</i>	<i>Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe</i>	
<i>Anosy</i>	<i>Taolagnaro, Amboasary Atsimo, Betroka</i>	
<i>Menabe</i>	<i>Morondava, Miandrivazo, Belo sur Tsiribihina, Mahabo, Manja</i>	

Annexe 2 : Activité des ménages de l'Observatoire rural d'Ambovombe

Activité des menages	
Activité principale :	% Chefs de ménage : 93
Activités secondaires	% Ménage : 100
1^{ère} Activité	Démarcheur : 29
2^{ème} Activité	Tisseur : 18
Principales cultures	% Ménage
Patate douce	90
Manioc	51
Voanemba	49
Mais	47
Antake (légumineuse)	29
Tomate	12
Principaux élevages	% Ménages
Bovin	
Bœufs de trait	50
Vaches	
Autres bovins	40
Volailles	74
Caprin/ovin	37

Source : République Française, UPDR, FIFAMANOR, FIDA INSTAT, ROR « *Fiches Signalétique 2000 à 2004* », page 19

Annexe 3

1)Activité des ménage de l'Observatoire de Tsivory

Activité des ménages	
Activité principale : agriculture	% Chefs de ménage : 92
Activités secondaires	% Ménage : 76
1 ^{ere} Activité	Tisseur : 15
2 ^{eme} Activité	Commerçant : 14
Principales cultures	% Ménage
Manioc	79
Riz	47
Mais	31
Patate douce	30
Voanjombo	25
Arachide	21
Principaux élevages	% Ménages
Bovin	
Bœufs de trait	51
Vaches	58
Autres bovins	61
Volailles	60
Caprin/ovin	39

Source : République Française, UPDR, FIFAMANOR, FIDA INSTAT, ROR « *Fiches Signalétique 2000 à 2004* », page 17

2) Activité des ménages de l'Observatoire de Toliara

Activité des ménages	
Activité principale : Agriculture	% Chefs de ménage : 91
Activité secondaire	% Ménage : 88
1 ^{ère} Activité secondaire	Salariat agricole : 50
2 ^{ème} Activité	Démarcheur : 21
Principales cultures	% Ménage
Riz	40
Manioc	59
Mais	53
Lojy(légumineuse)	17
Coton	16
Principaux élevages	% Ménages
Bovin	
Bœufs de trait	56
Vaches	26
Autres bovins	26
Volailles	49
Caprin/ovin	17

Source : République Française, UPDR, FIFAMANOR, FIDA INSTAT, ROR « Fiches Signalétique 2000 à 2004 », page 17

Annexe 4 :

1) Condition de vie et indicateurs de bien-être de l'Observatoire d'Ambovombe

Condition de vie et indicateurs de bien-être	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Ménage possédant une radio ou radiocassette(en %)	11	13	-	-	35
Ménage possédant une bicyclette(en %)	1	2	-	-	5
Ménages dotés de fosse perdue individuelle ou en commun (en %)	20	30	31	10	8
Ménages utilisant le pétrole comme mode d'éclairage(en %)	86	88	73	90	91
Ménages ayant accès à l'eau : pompe publique, eau courante dans la	26	40	24	27	17
Ménages achetant de l'eau(en %)	76	96	92	94	92
Dépense moyenne annuelle en eau par ménage (Arx1000)	36	15	28	52	84

Source : République Française, UPDR, FIFAMANOR, FIDA INSTAT, ROR « Fiches Signalétique 2000 à 2004 », page 20

2) Condition de vie et indicateurs de bien-être de l'Observatoire de Tsivory

Condition de vie et indicateurs de bien –être	Données chiffrées 2004				
	2000	2001	2002	2003	2004
Ménage possédant une radio ou radiocassette(en %)	34	39	-	-	56
Ménage possédant une bicyclette(en %)	7	8	-	-	12
Ménages dotés de fosse perdue(individuelle ou en commun)	5	5	5	5	2
Ménages utilisant le pétrole comme mode d'éclairage	98	96	98	98	98
Ménages ayant accès à l'eau : pompe publique, eau courante dans la	9	11	10	10	11

Source : République Française, UPDR, FIFAMANOR, FIDA INSTAT, ROR « Fiches Signalétique 2000 à 2004 », page 18

Annexe 5 : Test de dominance par rapport à 2004

Le test de dominance permet de conclure si une répartition de la consommation est meilleure par rapport à une autre vis-à-vis des différents indicateurs de la pauvreté. La comparaison effectuée dans ce cadre concerne l'évolution de la pauvreté entre 2004 et 2005. Après avoir présenté la méthodologie et les soubassements théoriques, nous allons présenter les résultats visuels et statistiques du test.

Méthodologie

La comparaison de deux distributions de consommations sur la base de la moyenne et de la courbe de Lorenz présente dans certains cas des situations qui nous empêchent de trancher. Le concept de dominance statistique permet de dépasser ce problème en combinant les deux critères de comparaison.

Considérons deux distributions de revenus FA et FB. Notons la statistique suivante :

$$D_A^1(x) = F_A(x) = \int_0^x dF_A(y)$$

Si $D_A^1(x) \leq D_B^1(x)$ pour tout x susceptible d'être le seuil de pauvreté, en d'autres termes si la courbe de répartition de B est toujours à droite de celle de A, la distribution A est dite dominée au premier ordre par la distribution B. En termes de bien être, B est préférable à A pour toute fonction de bien être anonyme¹⁴⁵ et croissante sur l'indicateur de bien être (ici la consommation).

¹⁴⁵ Le principe d'anonymat suppose que la place d'un individu particulier dans la distribution n'a pas d'effet sur la fonction de bien être social. Les indicateurs FGT satisfont ce principe si on les considère comme fonction de bien être social.

Cette caractéristique peut être vérifiée de manière visuelle à partir des graphes de la fonction de répartition. En termes d'indicateurs de pauvreté, $D_A^1(x)$ représente le ratio de pauvreté pour un seuil x dans la distribution A. Cette propriété se traduit donc par le fait que le ratio de pauvreté dans la distribution B est toujours supérieur à celui de A pour tout seuil de pauvreté considéré.

La distribution B domine A à l'ordre s si $D_A^s(x) \leq D_B^s(x)$ avec

$$D_A^s(x) = \int_0^x D_A^{s-1}(y) d(y)$$

Davidson et Duclos (1998) ont montré que $D_A^s(x)$ peut s'écrire sous la forme :

$$D_A^s(x) = \frac{1}{(s-1)!} \int_0^x (x-y)^{s-1} dF(y)$$

Avec cette formulation, on peut déduire facilement que la dominance d'ordre 1 signifie que l'intensité de la pauvreté pour la distribution B est toujours supérieure à celle de la distribution A. De même pour la sévérité à l'ordre 3. La dominance d'ordre 1 implique toutes les autres.

L'estimateur naturel de $D_A^s(x)$ serait alors :

$$\hat{D}_A^s(x) = \frac{1}{(s-1)!} \int_0^x (x-y)^{s-1} d\hat{F}(y) = \frac{1}{N(s-1)!} \sum_i (x-y)^{s-1} I(y \leq x)$$

Ainsi pour le test d'hypothèse nulle : $H_0: D_A^s(x) - D_B^s(x) = 0$ on peut prendre la statistique $\frac{\hat{D}_A^s(x) - \hat{D}_B^s(x)}{\text{Var}(\hat{D}_A^s(x) - \hat{D}_B^s(x))}$ avec :

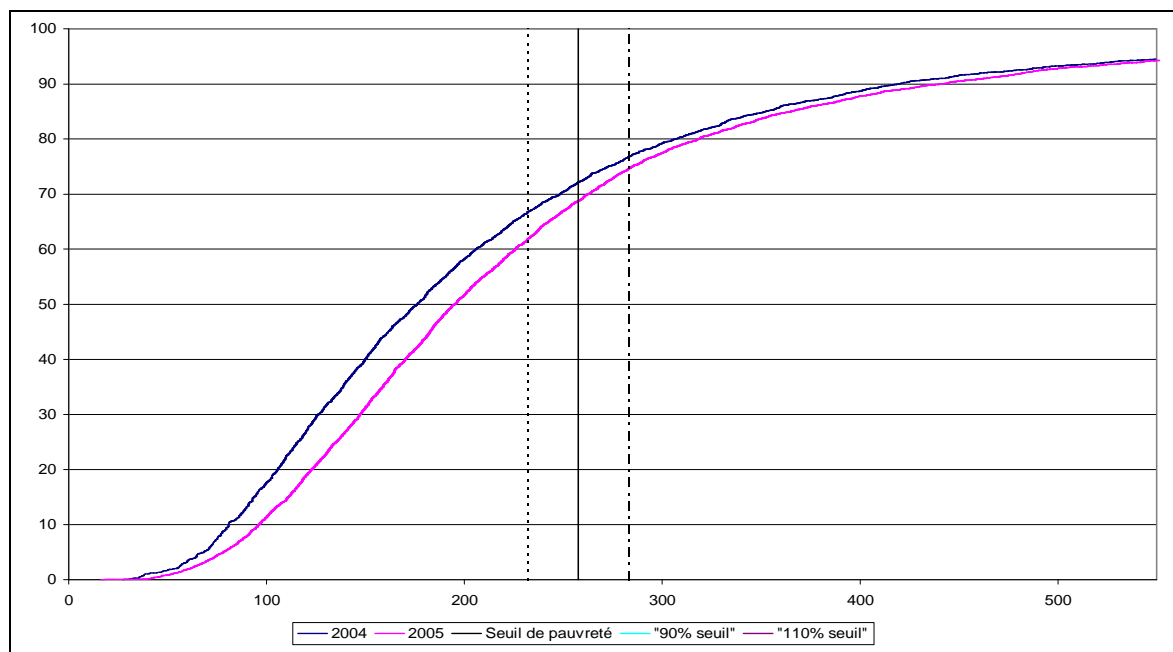
$$\text{var}(\hat{D}_A^s(x) - \hat{D}_B^s(x)) = \text{var}(\hat{D}_A^s(x)) + \text{var}(\hat{D}_B^s(x))$$

$$\text{Où } \text{var}(\hat{D}_A^s(x)) = \frac{1}{N} \sum \left[\frac{1}{\alpha!} (z - y_i)^\alpha \right]^2 - (D_A^s(z))^2 = \left(\frac{z}{\alpha!} \right)^2 (P_{2\alpha} - P_\alpha^2)$$

Résultats

La graphique suivante donne la fonction de répartition de la consommation en 2004 et 2005. Nous pouvons constater que la courbe de 2005 se situe en deçà de celle de 2004 pour toutes les valeurs de la consommation susceptible d'être le seuil de la pauvreté. A titre d'illustration, nous pouvons voir sur le graphique la situation de la pauvreté si le seuil on change le seuil par de 90% de sa valeur ou par 110% de sa valeur. A priori, l'allure de ces courbes laisse penser que la distribution de 2005 est domine celle de 2004 au premier ordre.

Graphique : Répartition de la consommation en 2004 et 2005

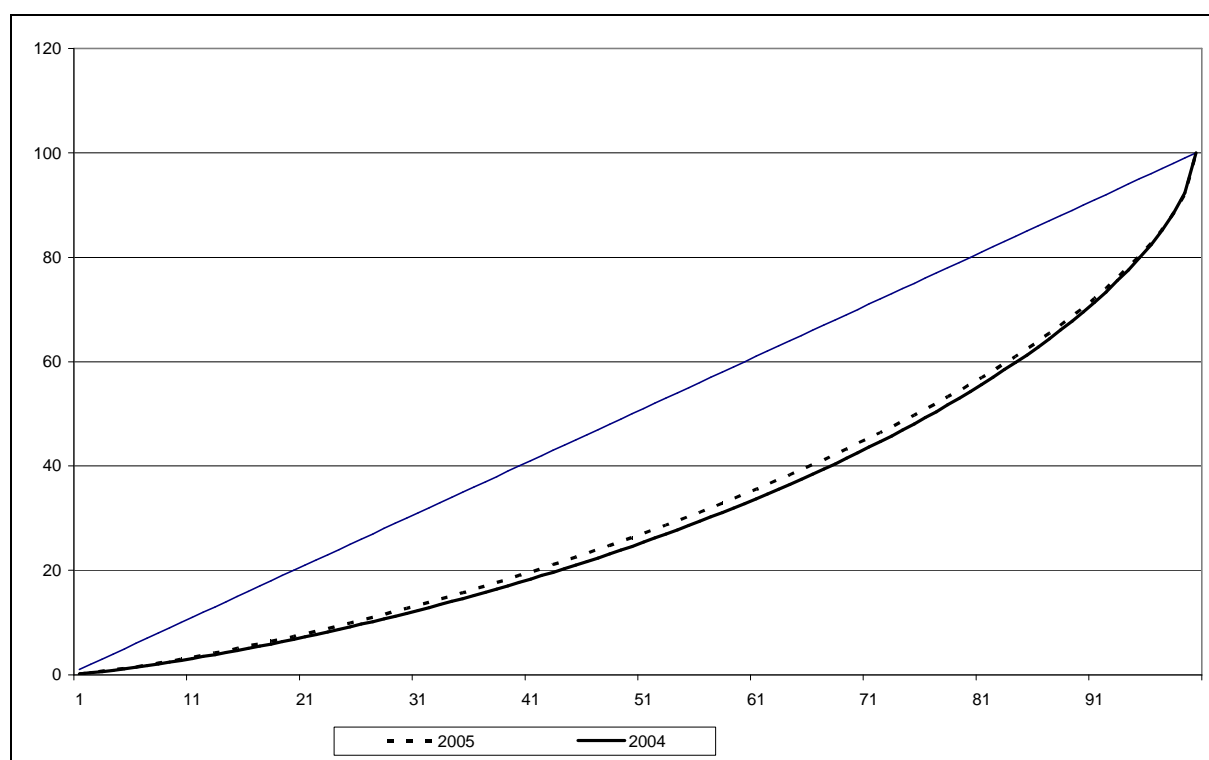


Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Annexe 6 : Inégalité

Les mesures d'inégalité analysées ici concernent essentiellement les indices de Gini. Les autres types d'indicateurs sont consignés en annexe. La comparaison des courbes de Gini de 2004 et 2005 montre que l'inégalité a régressé légèrement entre ces deux années. En effet, la courbe de 2005 se situe en dessus de celle de 2004 signifiant que pour une même proportion de population, leur part dans la masse de consommation est plus importante en 2005 qu'en 2004.

Courbe de Gini en 2004 et 2005



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

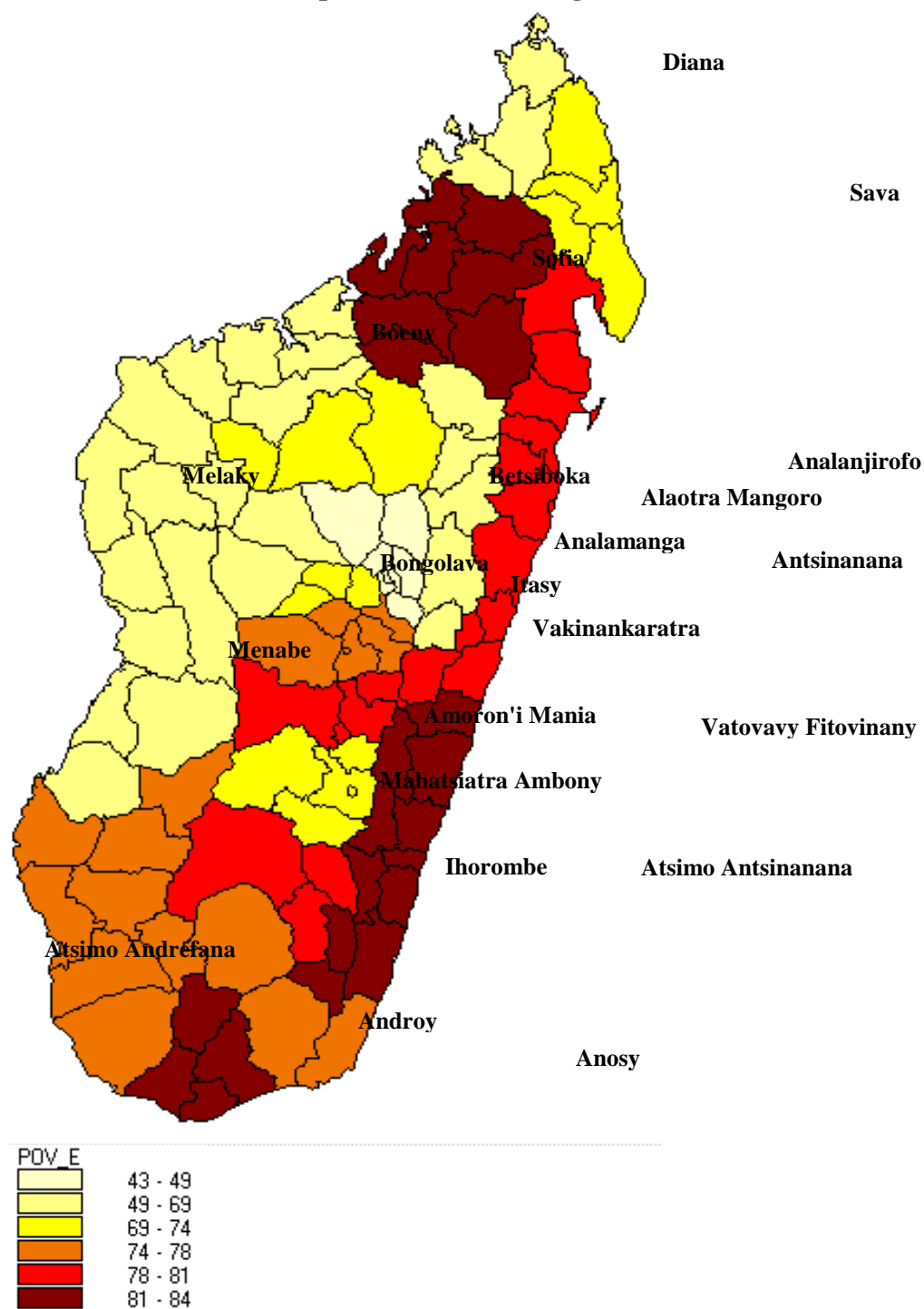
L'indice de Gini est passé de 0,42 à 0,36 entre 2004 et 2005. Cela traduit la diminution de l'inégalité entre 2005 et 2004. Cette réduction de l'inégalité est plus palpable en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, si l'indice est resté à 0,40 dans les milieux urbains, il est passé de 0,41 à 0,33 en milieu rural. Entre les différentes provinces, l'inégalité est assez marquée dans la province de Toamasina et elle est la plus faible à Fianarantsoa.

Tableau : Indice de Gini par faritany et par milieu en 2004 et 2005

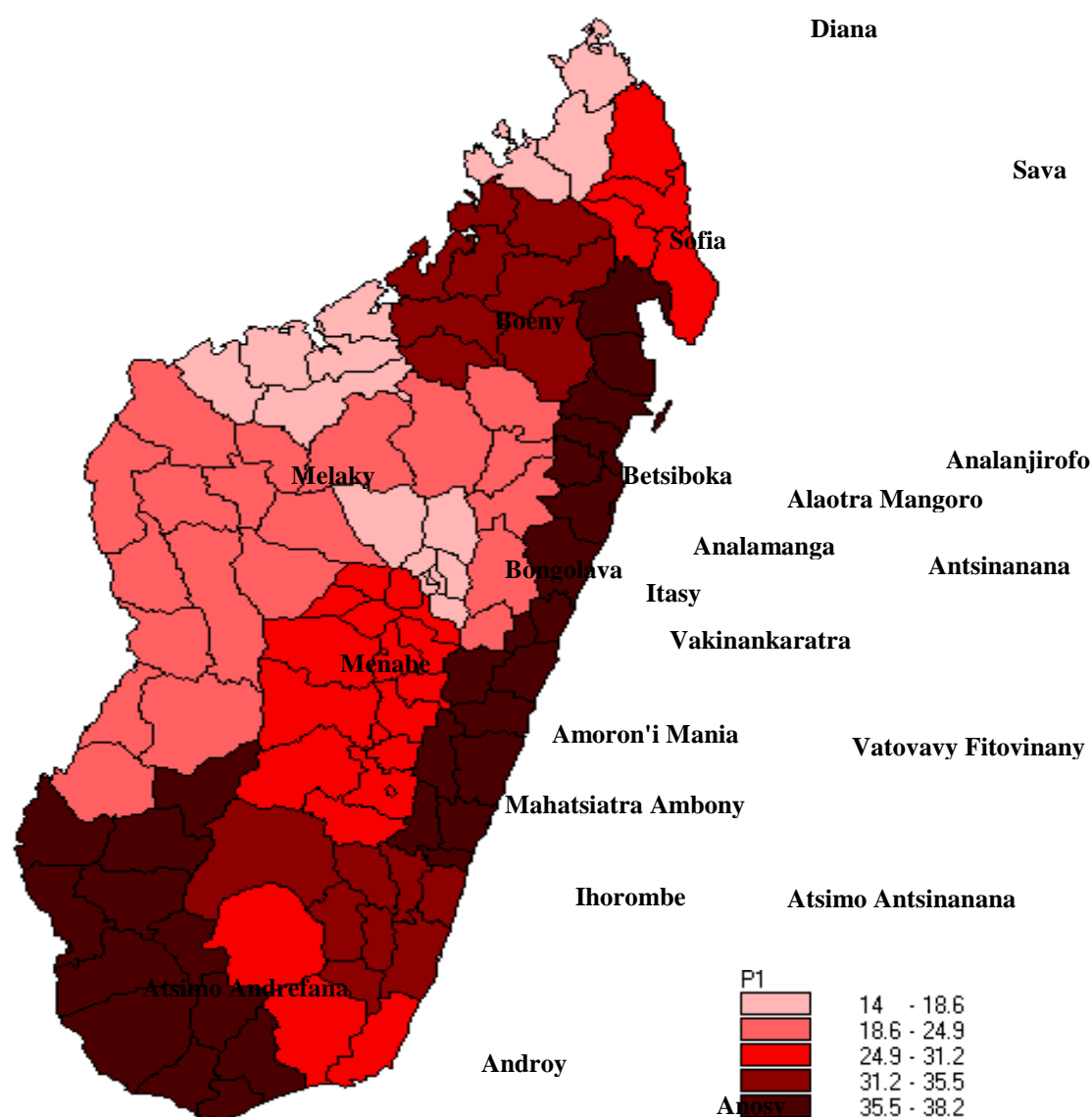
	2004	2005
National		
Indice de Gini	0,423	0,365
Provinces		
Antananarivo	0,382	0,353
Fianarantsoa	0,326	0,300
Toamasina	0,596	0,398
Mahajanga	0,365	0,385
Toliara	0,356	0,373
Antsiranana	0,402	0,384
Milieu		
Urbain	0,405	0,405
Rural	0,412	0,335

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 1 : Incidence de la pauvreté selon les régions



Carte 2 Intensité de la pauvreté selon les régions



LISTE DES TABLEAUX

- Tableau N°01:** Proportion de ménages ayant été touché par des problèmes liés au climat ou à l'environnement.
- Tableau N°02:** Tableau retraçant la situation en eau de l'Observatoire d'Ambovombe
- Tableau N°03:** Indicateurs fondamentaux d'Ambovombe
- Tableau N°04:** Indicateurs fondamentaux de Tsivory
- Tableau N°05:** Indicateurs fondamentaux d'Ankazoabo
- Tableau N°06:** Revenu et dépense des ménages
- Tableau N°07:** Nombre de salarié de différents secteurs d'activités
- Tableau N°08:** Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %) dans la partie sud
- Tableau N°09:** Foncier dans l'Observatoire d'Ambovombe
- Tableau N°10:** Sécurité alimentaire dans l'Observatoire d'Ambovombe et de Tsivory
- Tableau N°11:** Revenu et dépenses des ménages dans l'Observatoire d'Ambovombe et Tsivory
- Tableau N°12:** Epargne et emprunt dans l'Observatoire d'Ambovombe et Tsivory
- Tableau N°13:** Evolution des indicateurs de pauvreté
- Tableau N°14:** Présence de forêt et pourcentage de la population qui vit des revenus de la forêt (d'après l'estimation des Focus groupes en 2001)
- Tableau N°15:** *Indicateur fondamental d'Ambovombe et de Tsivory*
- Tableau N°16:** Education et scolarisation dans l'Observatoire rural d'Ambovombe, Tsivory, Toliara

LISTE DES FIGURES

FigureN°01 : Nombre de salarié de différents secteurs d'activités de la région sud

Figure N°02 : Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %) dans la partie sud

FigureN°03: Foncier de la région d'Ambovombe

FigureN°04: Foncier de la région de Tsivory

Bibliographie

OUVRAGES et PUBLICATIONS

- L'OBSERVATOIRE : Un instrument pour le suivi de la pauvreté rurale à Madagascar, 17 pages
- Les approches de la vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar, 21 pages
- sécurité alimentaire et pauvreté, 23 pages.
- Insécurité rurale, gestion des risques et pauvreté rurale; 10 pages
- Risque climatique et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar; question d'échelle, 6 pages
- FAO « Evaluation des impacts sur l'environnement pour un développement rural durable : Etude juridique » (FAO / Etude législative 53-ISSN 1014-1618)
- FAO, « Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture », 143 pages
- Banque Mondiale « Rapport sur le Développement dans le monde 2005, Un meilleur climat pour de l'investissement pour tous », 271 pages.
- Banque Mondiale « Rapport annuel 2004, Volume 1, Bilan d'exercice, Banque Mondiale », 123 pages.
- Banque Mondiale, « Aux frontières de l'économie du Développement » : Le Futur en perspective, coordonné par Gerald M Meier et Joseph E Stiglitz, Traduction de Marc Rozenbaum, Edition ESKA, 2002, 470 pages.
- République de Madagascar, Commissariat au développement intégré du Sud, « Plan Cadre du Développement de la région du Sud »; Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets (Volume 2 de 4 volumes) ; Décembre 1993, 280 pages
- Banque Mondiale « Rapport No 22389-MAG MADAGASCAR Education et Formation à Madagascar: Vers une Politique nouvelle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, Tome 2: Rapport Principal », 22 juin 2001 (Développement Humain IV, Région Afrique), 212 pages

- Banque Mondiale « Rapport N.26106-MG MADAGASCAR REVUE DU SECTEUR RURAL ET ENVIRONNEMENTAL In Two Volume)»; Volumes II Annexes Techniques; 23 juin 2003(AFTSI, Développement Durable sur le Plan Environnemental et sur le Plan Social, Région Afrique)Document de la Banque Mondiale, 164 pages
- Volume I : Rapport principal, 18 Dec 2003 (AFTRI, Développement Durable sur le Plan Social et le Plan Environnemental Région Afrique), 70 pages
- République Démocratique de Madagascar- Ministère de l'économie et du Plan, Programme des Nations Unis pour le Développement, Projets PNUD /OPS MAG/89/018 ? « VAINCRE LA PAUVRETE HUMAINE, Programmes régionaux et Projets locaux. Faritany : Toliara ; Etudes régionales », Mai 1991; 148 Pages
- PNUD ; «Rapport National sur le développement humain, 2003 : Genre, Développement humain, Pauvreté » ; Madagascar 2003, 176 pages
- Edité par Bart Uinten Jean Claude Randrinariso, Lalaina Randrianariso(USAID, Corneil , Instat, Fofifa), « Agriculture pauvreté rurale et politiques économique à Madagascar » ; Novembre 2003, pages 107
- Madagascar Coopération pour le Développement « Un aperçu sur le financement du développement rural, Rapport 2000, PNUD, Programme MAG /97/007-DAP1 « Gouvernance et Politiques Publiques pour un Développement Humain Durable» Ministère des Finances et de l'Economie, Programme des Nations Unis pour le Développement
- INSTAT, IMATEP(Ivontoerana Malagasy momba ny Teti-Pivoarana) ; « Pauvreté à Madagascar / Défi public et Stratégies des ménages », Etude financée par l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) Projet Participation et Pauvreté No, 623-0125-A-00-6045-00, Juin 2005
- INSTAT; Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, Secrétariat Général, « Enquête périodique auprès des ménages 2004. Rapport principal » janvier 2006; 187 pages.
- INSTAT ; « Notes technique sur la Construction du Profil de Pauvreté 2001 et l'analyse de la Dynamique de la Pauvreté entre 1999-2001 Antananarivo Madagascar »; 2002
- Office National de l'Environnement ; « Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtières de Madagascar (Nos Cinq

mille kilomètres de Cotes, Notre patrimoine Commun, Notre avenir Commun) »; 143 pages

- Réseaux des Observatoires Ruraux Madagascar «Les Cahiers du ROR Numéro 6 : Les ménages durant la campagne 2004», Nov 2005; 96 pages.
- Lanjouw, P et M Ravallion(1995) Poverty and householdsize « Economic Journal : The Journal of the Royal Economic society 105 :1415-34
- Paternostro, S , Razafindravonona, J Et Stifel d. 2001 “Changes in Poverty in Madagascar
- Jean Razafindravonona, David Stifel, Stefano Paternostro, INSTAT « Evolution de la pauvreté a Madagascar 1993-1999 », Etude financée par l’Agence des Etats Unis pour le Développement International(USAID) Projet Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar (Programme Ilo) No 687. 00-00 –00093-00 et par la Banque Mondiale, 97 pages
- Ministère des Finances et de l’économie, Secrétariat Générale- Direction Générale de l’Economie et du Plan « INVENTAIRE DES FIVONDRONANA DE MADAGASCAR »,– Nov 2001 Direction de la Planification Globale U 69
- République Française, UPDR, SAHA, FIFAMANOR, FIDA, INSTAT « ROR FICHE SIGNALETIQUES 2000 à 2004 », Page30
- Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et la pêche, unité de politique pour le Développement Rural(UPDR) « MONOGRAPHIE DE LA REGION D’ANOSY », Juin 2003, 96 Pages
- Mahalatsa Bedé, Rabibiso Fidelis, Randrianatohinjanahay Treme, ROR (Réseau Observatoire Ruraux) IFAD (International Fund For Agricultural Developpement) « ENQUETE COMMUNAUTAIRE DE L’OBSERVATOIRE RURAL DE TSIVORY » Campagne 2004 , Dec 2004, ONG KIOMBA ; Equipe de Recherche Action Développement Sud Siège à Ambovobe, 65 pages
- Réseau des observatoires Ruraux, Les cahiers du ROR Numéro 6- nov 2005 /Les Ménages ruraux durant la campagne 2004, 96 pages
- Ministère de l’agriculture , de l’élevage et de la peche , secretariat general , Unitté de Développement Rural « MONOGRAPHIE OBSERVATOIRE RURAL TULEAR Campagne 2004, juin 2005 « 62 pages
- INSTAT, Estimation de la population par Firaiana, pages 32

- Ahmed Silem ;Jean-Marie Albertini ; « Lexique d'économie » ; 7 éme édition, Dalloz, 2002, 681 pages
- Jean Yves Capul ; Olivier Garnier ; « Dictionnaire d'Economie et de sciences sociales » ; Hatier, Paris, Avril 1996, 527 pages
- République de Madagascar ; Commissariat au Développement intégré du Sud, « Plan Cadre du Développement de la Région du Sud : Table Ronde des Bailleurs de Fonds, Rapport principal : Fiches de Projets(Volume 2 de 4 volumes) », Décembre 1993,280 pages
- Andriantseho R Bernard ; Ratoejanahary Maxime ; « Fiaraha –monina Fototra T5 », Trano Printy FJKM Imarivolanitra, 166pages.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, Unité de politique pour le Développement Rural(UPDR) ; « Monographie de la région d'Anosy »; 96 pages
- Ministère des Finances et de l'Economie ; Secrétariat Général, Direction Générale de l'Economie et du plan-Direction de la Planification Globale et évaluation – Service de Politique Générale et méthodologie de planification ; « *Inventaire des fivondronana de Madagascar* » ; Novembre 2001; U69
- Mahalatsa Bedé ; Rabibisoa Fidélis ; Randrianatohinjanahary Trema ROR(réseau d'Observatoire Ruraux) ; IFAD (International Fund For Agricultural Development) ; ONG KIOMBA. Equipe de Recherche Action Développement Sud-Siège à Ambovombe ;« *Enquête communautaire de l'Observatoire Rural de Tsivory, Campagne 2004* » ; Dec 2004 ; 65 pages
- Réseaux des Observatoires Ruraux Madagascar; « *Les Cahiers du ROR Numéro 6* »- novembre 2005- Les ménages ruraux durant la campagne 2004, 96 pages.
- INSTAT ; « *Estimation de la population par Firaiana* » ; 32 pages
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; Secrétariat général, Unité de politique de Développement Rural « Monographie Observatoire Rural : Tuléar – Campagne 2004 » ; juin 2005, 62 pages
- Patrick Rasolofo; Anne Joseph ; « Sécurité alimentaire et pauvreté : Un zoom sur les observatoire ruraux de la région de Tuléar et de Fianarantsoa » ; page 2.
- Strauss J.et D. Thomas(1998).”*Health, nutrition, and economic development* ”. Journal of Economic Literature, vol. 36 no 2, page 766-817 et

- Basu K(1999).”*Child labor: Cause, consequence, and cure with remarks on international labor standards*”. Journal of Economic Literature, Vol 37, no .2, page 1083-1119.
- Carter M. R et J. May(1999) ; « *Poverty, livelihoods, and class in rural South Africa* ». World Development, 27(1), page.1-20
- Banque Mondiale(BM)-1990, World development report: poverty [traduction française: Rapport sur le développement dans le monde: la pauvreté]-1999, Rapport sur le développement dans le monde: développement au seuil du XXIe siècle-2000, World development report: attacking poverty [traduction française : Rapport sur le développement dans le monde: combattre la pauvreté]
- Programme des Nations Unies pour le développement(PNUD)-1997, Rapport mondial sur le développement humain-1999, la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Paris, Economica-2000a, Vaincre la pauvreté humaine.-2000b, Rapport mondial sur le développement humain.

GLOSSAIRES

Accès à l'eau potable : proportion de la population utilisant l'un quelconque des moyens suivants pour se procurer l'eau de boisson dont elle a besoin : eau sous conduite, robinet public, sondage dans le sol ou pompe, puits (protégé ou abrité) ou source couverte.

Aide publique : Dons et prêts répondant aux memes critères que l'aide publique au développement (APD) (voir ce terme) à ceci près que les destinataires ne remplissent pas officiellement les conditions pour être destinataires d'APD. Les pays concernés figurent en partie deux la liste des pays destinataires établie par le CAD.

Apport calorique journalier par habitant : Equivalant en calories de l'approvisionnement alimentaire net d'un pays (production locale majorée des importations et minorée des exportations) divisé par le nombre d'habitant et par jour.

Catastrophes: Ce terme englobe les catastrophes naturelles et technologiques. Les catastrophes naturelles comprennent avalanches, cyclones, typhons, ouragans, sécheresses, tremblements de terre, épidémies et famines (sauf, faute de données fiables, les famines liées aux conflits. Les catastrophes technologiques comprennent les accidents de grande ampleur, les sinistres d'origine chimique et les incendies en milieu urbain.

Chômage: Sont au chômage toutes les personnes au-dessus d'un âge déterminé, qui n'exercent pas d'emploi rémunéré ou ne sont pas travailleurs indépendants, sont disponibles pour travailler, et s'efforcent de trouver un emploi rémunéré ou en tant que travailleurs indépendants.

Consommation des ménages: Valeur marchande de tous les biens et services, y compris les biens durables, achetés ou reçus en tant que paiement en nature par les ménages et les organisations sans but lucratif.

Dépense publique: englobe les dépenses courantes et d'investissement non remboursable. Ne comprend ni les prêts consentis par l'Etat ni les remboursements destinés à ce dernier ni l'achat par celui-ci de valeurs mobilières à des fins de politique publique.

Epargne intérieure brute: Cette grandeur est calculée par la différence entre le PIB et la consommation totale.

Espérance de vie à la naissance: Nombre d'années que vivrait un nouveau-né si les caractéristiques de mortalité de sa population au moment de sa naissance demeuraient les memes tout au long de sa vie.

Excédent ou déficit budgétaire: Recettes courantes et en capital plus aide publique reçue par l'Etat, minorées du total des dépenses et des prêts publics (moins les remboursements).

Indicateur de la participation des femmes (IPF): Indicateur composite dont les variables ont été choisies spécialement pour mesurer la participation relative des hommes et des femmes aux sphères d'activité politique et économique. Sa valeur est somme de trois variables : participation

à la vie et aux décisions économiques, participation à la vie et aux décisions politiques et contrôle sur les ressources économiques.

Indicateur de la pauvreté humaine(IPH): L'indicateur de la pauvreté humaine pour les pays en développement (IPH-1) mesure les manques touchant à trois aspects essentiels de la vie humaine : longévité, savoir et condition de vie. L'IPH-2 , qui concerne les pays industrialisés ajoute l'exclusion à ces trois dimensions.

Indicateur de PIB: L'un des trois composantes de l'indicateur du développement humain. Il se fonde sur le PIB par habitant (en PPA)

Indicateur du développement humain(IDH): Indicateur composite comportant trois éléments: la durée de vie, mesurée d'après l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction, mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux brut de scolarisation combinée, et le niveau de vie, mesuré d'après le PIB par habitant (exprimé en PPA).

Indicateurs sexospécifique du développement humain(ISDH): Indicateur composite utilisant les mêmes variables que l'indicateur du développement humain, mais en corrigeant le résultat moyen obtenu par chaque pays en termes d'espérance de vie, de niveau d'instruction et de revenu en fonction des inégalités sociologiques constatées entre les populations féminines et masculines.

Inflation: Baisse du pouvoir d'achat d'une monnaie, qui se traduit par une augmentation durable du niveau général des prix et se mesure généralement au moyen de l'indice des prix à la consommation.

Parité de pouvoir d'achat(PPA) : Un dollar exprimé en parité de pouvoir d'achats dans un pays donné permet de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'un dollar des Etats -Unis dans le cadre de l'économie de ce pays. Les PPA pourraient également faire référence à d'autres monnaies nationales, ou encore aux droits de tirages spéciaux(DTS). La conversion des monnaies nationales en PPA permet une comparaison générale de niveaux de prix réels entre les pays, de même manière que les indices des prix permettent de comparer la valeur réelle d'une monnaie sur durée. Si l'on ne recourait pas aux PPA, le jeu des taux de change pourrait amener à sous-évaluer ou à surévaluer le pouvoir d'achat dans tel ou tel pays.

Part du revenu: Le revenu en espèce et en nature revenant des groupes (centiles) de ménages classés par le revenu total du ménage.

Pays moins avancé: Catégorie déterminée de pays en développement établie par l'assemblée Générale des Nations Unies. La plupart de ces pays souffrent d'une ou plusieurs des limitations suivantes : un PNB par habitant d'environ 300 dollars ou moins, pas de littoral, géographiquement isolés, désertification, et exposition en catastrophes naturelles.

PIB par habitant(en PPA): PIB par habitant du pays considéré converti en dollars des Etats Unis sur la base du taux de change exprimé en PPA.

Produit intérieur brut(PIB): Le total au niveau de l'utilisation finale, des biens et services d'une économie, produit par les résidents et les non-résidents, quelle que soit la répartition des droits sociaux entre nationaux et étrangers.

Produit national brut(PNB): Comprend le PIB, majoré du revenu net des facteurs provenant de l'étranger, c'est à dire le revenu que les résidents du pays considéré reçoivent de l'étranger au titre des services facteurs (main d'œuvre et capital); et minoré des versements de mêmes nature destinée aux non-résidents contribuant à l'économie intérieure.

PNB par habitant et taux de croissance: Le Produit National Brut divisé par le nombre d'habitants. Les PNB annuels par habitant sont exprimés en dollars actuels des Etats-Unis. Les taux de croissance du PNB par habitant sont de taux de croissance annuels moyens, calculés en fixant des lignes de tendances aux valeurs logarithmiques des PNB par habitant, à prix du marché constant pour chaque année de la période considérée.

Seuil de pauvreté: Niveau de revenu au-dessous duquel il est impossible d'obtenir une alimentation adaptée du point de vue nutritionnel et de satisfaire les besoins de base non alimentaires.

Taux d'accroissement de la population: Taux annuel de croissance de la population calculé à partir de donnée à mi-année.

Taux d'inflation: Taux moyen annuel d'accroissement des prix, il est mesuré par la croissance du facteur de déflation implicite du PIB pour chacune des périodes considérées.

Taux de mortalité infantile: Probabilité de décès entre la naissance et le premier anniversaire(calculée pour 1000 naissances vivantes).

Taux brut de scolarisation: Nombre d'élèves inscrits dans un cycle d'enseignement (quel que soit leur age) exprimé en pourcentage du nombre d'individus appartenant au groupe d'age correspondant. Le taux brut de scolarisation combinée dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur correspondant au nombre d'élèves et d'étudiants inscrits dans l'ensemble de ces cycles d'enseignement, exprimé en pourcentage du nombre d'individus en age de suivre ces cycles.

Nom et Prénom : MARY Toerasoa

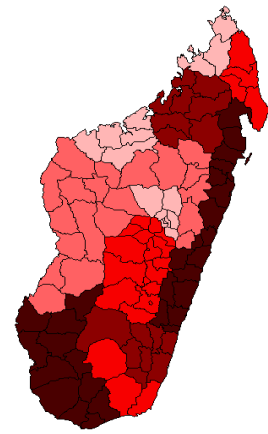
Titre de Mémoire : « **CIBLAGE DE LA PAUVRETE
A MADAGASCAR : CAS DE LA PARTIE
SUD MALAGASY** »

Pagination : 91

Nombre des tableaux : 16

Nombre des figures : 04

Nombres des cartes : 02



RESUME DU LIVRE

Cette analyse de la pauvreté à travers le thème principal « **CIBLAGE DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR : CAS DE LA PARTIE SUD MALAGASY** » est conçu pour être un outil d'information, de conscientisation de toutes les entités nationales et internationales qui s'intéressent au devenir de Madagascar en général et de la partie sud en particulier.

La partie théorique se caractérise par :

- L'identification de la pauvreté par le biais d'une définition, différentes approches et analyse de la pauvreté selon les organismes internationaux dans le but de mettre au point le caractère spécifique du phénomène à étudier.
- L'indicateur de pauvreté sous l'influence de la mesure de pauvreté et de la dimension économique de la pauvreté qui met en valeur l'aspect concret de la pauvreté.
- L'approche théorique de la pauvreté basée sur les théories qui expliquent le sous développement par le retard, la théorie de développement et les théories contemporaines qui présentent les grandes notions et les grands auteurs des sciences économiques et sociales afin de parvenir à tirer des solutions adaptées pour éradiquer la pauvreté.

La partie pratique se résume par :

- De nombreuses approches pour visualiser le mécanisme de pauvreté dans la partie sud malagasy à travers le diagnostic régional qui donne une description physique, socio culturelles et économique de la région.
- Une manifestation de la pauvreté qui retrace le profil de la pauvreté et ses traits distinctifs et enfin l'insuffisance des services offerts au monde rural afin d'évaluer l'impact d'un programme ou d'une politique sur le bien-être social.
- La confrontation des problèmes inhérents à l'évaluation des programmes et des politiques à visée sociale au niveau régional, au niveau de l'Etat et au niveau de la communauté. En insistant sur la réduction de la pauvreté qui bénéficie à la fois les pauvres et le non pauvre.

En somme, cette mémoire nous permet d'avoir une vision plus claire des situations qui expliquent le phénomène de pauvreté dans la partie sud et présente un cadre simple mais néanmoins flexible permettant d'évaluer les programmes sociaux et les politiques publiques, qui diffère de l'approche traditionnelle basée sur la mesure de la pauvreté.

Mots clés : Eradication de la pauvreté, sécurisation alimentaire, développement durable

Encadreur : RAZAFINDRAVONONA Jean

Adresse de l'auteur : MARY Toerasoa, Lot III S 177 ter Ouest Mananjara
ANTANANARIVO -101-

